

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 25/07/2.3**

**SEANCE DU 22 JUILLET 2025**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 22 JUILLET à 17 HEURES 30**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	30	3	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoit ADET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTES :**

Florence GARRONE représentée par M. le Maire  
Valérie MASSENET représentée par Christine DEL NERO  
Andis HATRET représentée par Nicole BERNARDINI

**Secrétaire de séance** : Benoît ADET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : NON	<b><u>POUR</u></b> : 32	<b><u>CONTRE(S)</u></b> : 1
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> :	<b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> :	

**OBJET : Avis de la ville sur la DUP concernant la réalisation d'un giratoire**

Madame Christine DEL NERO, 1<sup>ère</sup> adjointe au Maire, expose à l'assemblée que la ville d'Ollioules en lien avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée a engagé un vaste projet de requalification de son centre-ville, intégrant notamment la création d'un complexe culturel. Afin d'accompagner cette opération d'envergure, les deux collectivités ont souhaité améliorer et sécuriser la circulation à l'intersection de la rue Nationale, de la rue Philippe de Hautecloque et de l'avenue Georges Clémenceau.

Dans cette optique, il est prévu de remplacer le carrefour en T existant par un giratoire, permettant d'optimiser les flux de circulation et de sécuriser les différents modes de déplacement.



Ce projet a pour objectif :

- Le passage en double sens de la rue Philippe de Hautecloque,
- L'amélioration de la fluidité du trafic,
- La sécurisation des circulations routières et piétonnes,
- La requalification de l'espace public à cet emplacement stratégique,
- La création ou reprise de deux traversées piétonnes sécurisées,
- L'amélioration de la desserte en transport en commun, en facilitant le franchissement du carrefour par les bus.

Dans le périmètre du projet, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne possède pas la maîtrise foncière de la totalité des parcelles concernées.

Le périmètre du giratoire comprend plusieurs emprises foncières :

- Une partie relève du domaine public non cadastré,
- Une autre partie est issue du domaine privé communal,
- Enfin, une dernière partie concerne une parcelle privée appartenant à une copropriété (section BZ n°207p), pour une surface d'environ 68 m<sup>2</sup>.

Des négociations à l'amiable ont été engagées auprès des copropriétaires, mais elles n'ont pu aboutir pour des motifs formels liés à l'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriété. En l'absence de quorum, la Métropole Toulon Provence Méditerranée n'a pas d'autre possibilité que de recourir à la procédure d'expropriation afin d'assurer la maîtrise foncière des emprises nécessaires au projet. Elle envisage ainsi l'acquisition d'une emprise partielle de parcelle (cadastrée section BZ n°207p), soit environ 68 m<sup>2</sup> au total.

Il est précisé qu'aucune construction n'est présente sur le site objet de la Déclaration d'Utilité Publique.

Le giratoire projeté comportera :

- Trois branches
- Un rayon de 6.5 mètres
- Une chaussée de 5 mètres de largeur
- Un ilot central peint
- Des trottoirs bilatéraux aménagés de part et d'autre pour assurer un cheminement piéton sécurisé.

Une enquête publique conjointe (enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire) s'est déroulée du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus.

Lors de l'enquête publique trois personnes ont émis des avis :

Deux avis favorables

Un avis motivé qui évoque plusieurs points. Tous les points relevés dans le procès-verbal de synthèse ont été repris par le maître d'ouvrage dans le cadre du mémoire en réponse.

Dans ses conclusions du 21 juillet 2025, le commissaire enquêteur indique dans les conclusions « étant fondé à considérer que le projet est opportun et qu'il mérite d'être mené à son terme, j'estime que l'utilité publique en vue de l'expropriation nécessaire à la réalisation du projet est démontrée ». Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation nécessaire à la réalisation d'un giratoire

Lors de l'enquête parcellaire aucune intervention n'est parvenue pendant le délai de l'enquête.

Conformément à la disposition de l'article R 131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, la notification individuelle de dépôt du dossier au maire a été faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au syndicat des copropriétaires de la parcelle figurant sur la liste qu'il a établie et dont il fait état dans le dossier d'enquête parcellaire. Une fiche de renseignement parcellaire à retourner par le syndicat des





propriétaires était jointe au courrier en application de l'article R 131-7 du code de l'expropriation.

Le syndicat des copropriétaires a transmis la réponse au questionnaire le 04 juillet 2025.

Dans les conclusions du commissaire enquêteur en date du 21 juillet 2025, l'appréciation du commissaire enquêteur est la suivante « j'estime que les propriétaires concernés ont eu les moyens d'accéder à l'information et de s'exprimer au cours de l'enquête parcellaire. Je prends acte qu'aucune intervention n'a été effectuée pendant la durée de l'enquête ni hors délai, quel que soit le mode d'expression. La parcelle à exproprier à défaut d'accord amiable est déterminée avec les précisions suffisantes. » Ces appréciations sont assorties d'un avis favorable au projet.

En date du 21/07/2025, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet.

Il est proposé au conseil municipal de valider le projet et d'autoriser la Métropole Toulon Provence Méditerranée à poursuivre le projet.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de l'expropriation,

VU le SCOT Provence méditerranée approuvé le 6 septembre 2019,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Ollioules approuvé le 19 décembre 2016, et ses modifications successives,

VU l'avis des Personnes Publiques Associées,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire ci-jointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et , d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules, au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/11/314 du 16 novembre 2023 du conseil métropolitain décidant notamment, d'approuver le projet du dossier d'enquête conjointe d'utilité publique et parcellaire nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement d'un giratoire à trois branches au croisement de la rue nationale avec la Philippe de Hautecloque et l'Avenue Clémenceau à Ollioules, et autorisant le Préfet du Var, si nécessaire, de déclarer cessible la ou les parcelles nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement objet de la déclaration d'utilité publique, voire de recourir à la procédure d'expropriation en cas d'échec des négociations amiables,

VU le procès-verbal de synthèse du 8 juillet 2025,

VU le mémoire en réponse du maître d'ouvrage au procès-verbal de synthèse des observations formulées par le public,

VU les conclusions et avis favorable motivé sur la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation en date du 21 juillet 2025



VU les conclusions et avis favorable motivé sur la cessibilité de la parcelle en date du 21 juillet 2025,

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 21 juillet 2025

VU la commission d'urbanisme en date du 15 juillet 2025

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. PREND ACTE de l'avis favorable du commissaire enquêteur concernant l'enquête publique
2. PREND ACTE de l'avis favorable du commissaire enquêteur concernant l'enquête parcellaire
3. EMET un avis favorable sur le projet de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
4. DIT que la présente délibération sera transmise au président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



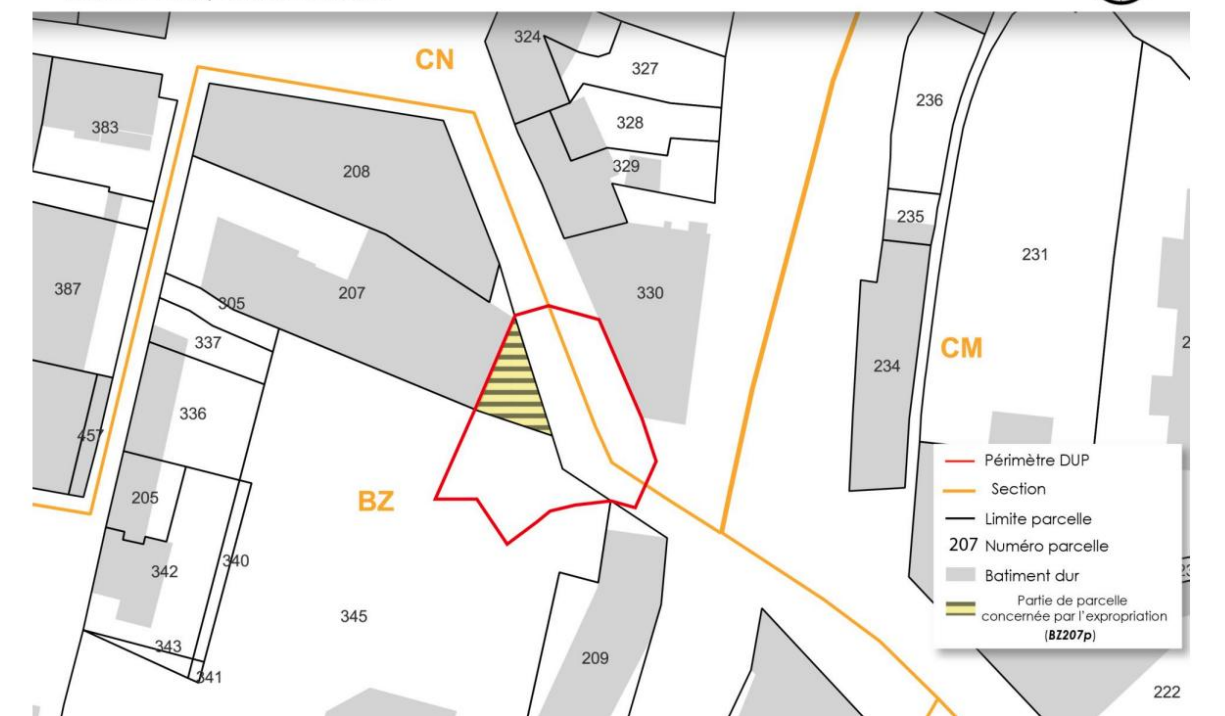
**Le ou la secrétaire**  
**de séance**





## Périmètre DUP

Echelle : 1-600 / Source : Cadastre



Envoyé en préfecture le 24/07/2025

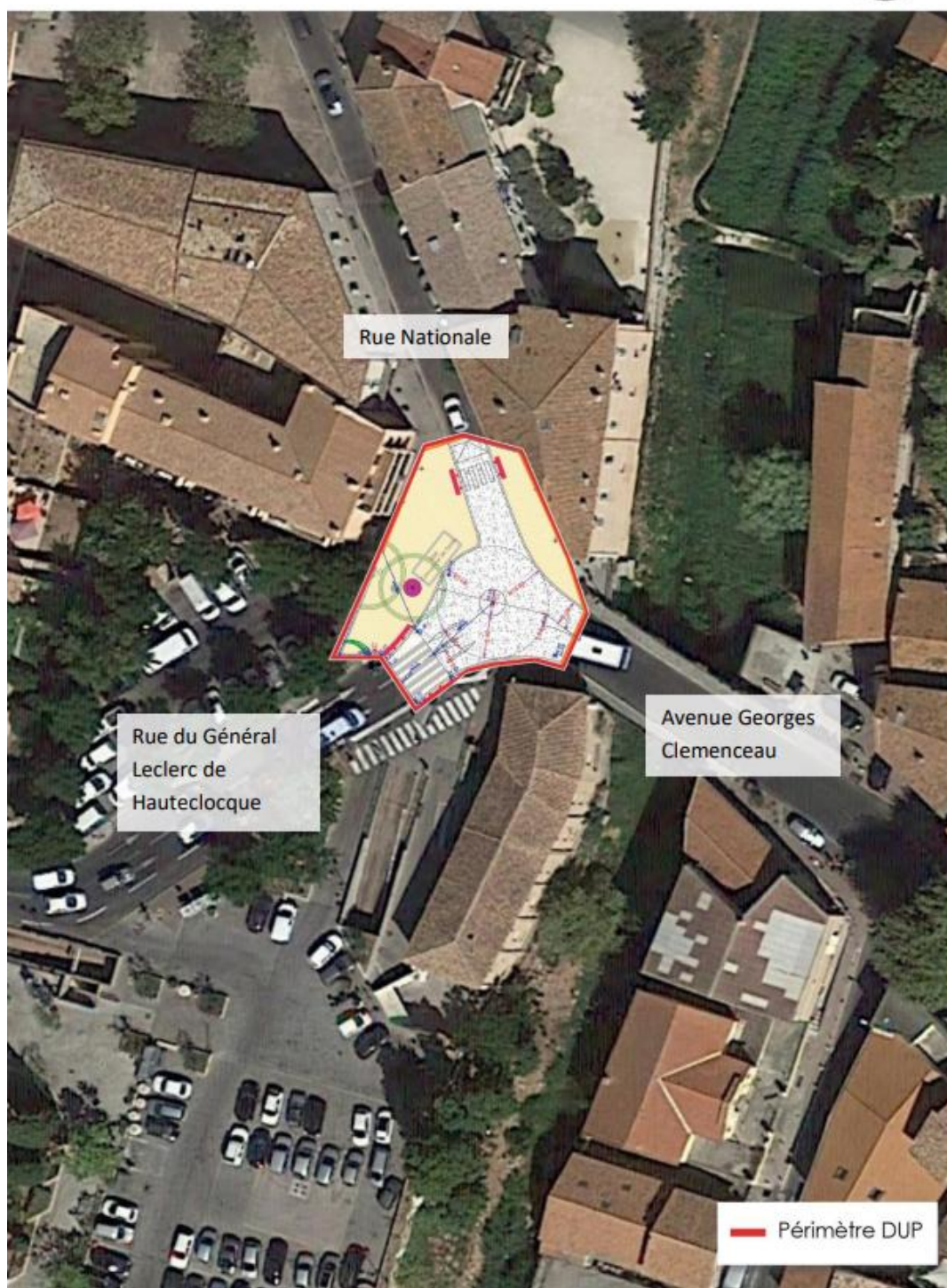
Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

# Plan projet

Echelle : 600 / Source : Google satellite



Publié le : 24/07/2025 17:08 (Europe/Paris)

Collectivité : Ollioules

[https://www.intramuros.org/ollioules/documents\\_administratifs/36447](https://www.intramuros.org/ollioules/documents_administratifs/36447)



## DEPARTEMENT DU VAR

### ENQUETE PUBLIQUE ET ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE

préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

à l'attention de Monsieur le Préfet du Var  
suite à la clôture de l'enquête publique et enquête parcellaire organisées  
du 19 juin au 07 juillet 2025.

### RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR



## SOMMAIRE

### 1 GENERALITES

- 11) Cadre général de l'enquête
- 12) Diffusion du rapport
- 13) Cadre juridique
- 14) Présentation du projet
- 141) Caractéristiques générales de la commune et de l'intercommunalité
- 142) Principales caractéristiques du projet
- 15) Composition des dossiers
- 151) Dossier relatif à l'enquête d'utilité publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP)
- 152) Dossier relatif à l'enquête parcellaire

### 2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

- 21) Organisation de l'enquête
- 211) Désignation du commissaire enquêteur
- 212) Contacts et étude préalable
- 22) Déroulement de l'enquête
- 221) Les permanences
- 222) L'information du public
- 223) Clôture de l'enquête
- 224) Procès verbal de synthèse et mémoire réponse
- 225) Contacts avec les autorités administratives
- 226) Relations avec le pétitionnaire
- 227) Notification individuelle de l'enquête parcellaire conjointe

### 3 ANALYSE DU DOSSIER, DES OBSERVATIONS DES PPA ET DES CONSULTATIONS, REPONSES DU RESPONSABLE DU PROJET

- 31) Analyse du projet
- 32) Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)
- 33) Interventions du public
- 34) Demandes du CE

### 4 CONCLUSION

#### Annexes :

- 1) arrêté préfectoral, désignation du TA (8 pages) ;
- 2) procès verbal de synthèse, mémoire réponse, PPA (12 pages) ;
- 3) publicité et affichage (33 pages) ;
- 4) parcellaire : LRAR notification et retour (17 pages) ;
- 5) extrait des registres (14 pages).





## 1- GENERALITES

### 11) Cadre général de l'enquête

Ces enquête publique et enquête parcellaire conjointe préalables concernent, d'une part la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le présent rapport a été établi selon prescription de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025.

Je suis désigné commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulon par décision E25000036/83 du 25 avril 2025.

Les conclusions et les avis du commissaire enquêteur (CE) font l'objet de deux documents séparés.

### 12) Diffusion du rapport

Conformément à l'arrêté ce rapport sera transmis à Monsieur le Préfet du Var. Il le sera également à Madame la Présidente du tribunal administratif de Toulon.

Les dossiers d'enquête publique et enquête parcellaire conjointe ainsi que les registres associés sont remis au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var.

Une copie du rapport et des avis du CE seront mis à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var.

### 13) Cadre juridique

Le projet est soumis à un cadre juridique régissant l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe, aux normes législatives et réglementaires applicables au projet, principalement le code de l'environnement et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est principalement régie par:

Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique : les articles L1, L 110-1 à L 112-1, L 121-1 à L 121-5, L 122-6, R 112-1 à R 112-24, R 111-1, R 112-1, L 131-1, R 131-1

Code de l'environnement et notamment ses articles L 126-1, L 123-3 et suivants, ainsi que les articles R 153-15.

L'arrêté ministériel du 09 septembre 2021 relatif à l'affichage des avis d'enquête publique, de participation du public par voie électronique,

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'article L1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dispose : « l'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels d'immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées. Elle donne lieu à une juste et préalable indemnité. »

Conformément aux articles L.1 et suivants et R.111-1 et suivants du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête préalable à la DUP est requise pour tout projet dont la réalisation nécessite des acquisitions foncières susceptibles de se résoudre par voie d'expropriation.

La parcelle nécessaire à la réalisation du projet «giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau » n'étant pas acquise à ce jour par voie amiable, l'obtention d'une déclaration d'utilité publique est nécessaire pour permettre leur acquisition par la procédure d'expropriation.



L'expropriation pour cause d'utilité publique nécessite également une autre enquête publique, dite « enquête parcellaire ». Elle a pour objet de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise du projet et d'identifier avec exactitude les propriétaires. Elle est menée conformément aux articles L131-1 et R131-1 à R132-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Au titre de l'article R131-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque l'expropriant est en mesure, avant la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire ainsi que la liste des propriétaires, l'enquête parcellaire peut être faite en même temps que l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Le projet « giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clémenceau » entrant dans le cadre juridique ainsi rappelé, un dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et un dossier d'enquête parcellaire conjointe ont été constitués.

#### 14) Présentation du projet

##### 141) Caractéristiques générales de la commune et documents d'urbanisme

La commune d'Ollioules se situe au Sud-Ouest du département du Var, elle a une superficie de 2 024,4 ha et est composée de 14 260 habitants (2023).

Elle fait partie du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

En terme d'urbanisme elle est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 19 décembre 2016 et qui a fait l'objet d'une modification approuvée par le conseil métropolitain le 08 juin 2023.

Elle est dotée d'un PADD (Projet d'Aménagement et de développement Durables) qui déclinent en objectifs 3 orientations générales d'aménagement et d'urbanisme.

La commune d'Ollioules est incluse dans le territoire du SCOT Provence Méditerranée, approuvé en septembre 2019, un bilan à mi parcours a été effectué en novembre 2023.

##### 142) Principales caractéristiques du projet

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clémenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Ce projet a pour objectif de :

- mettre en double sens la rue Philipe de Hauteclouque,
- améliorer la fluidité du trafic,
- sécuriser la circulation,
- requalifier cet espace public,
- faciliter les déplacements piétons par la reprise de deux traversées piétonnes,
- favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus.

Pour réaliser ce projet d'une surface totale de 530 m<sup>2</sup> environ, MTPM doit obtenir la maîtrise foncière d'une emprise partielle de la parcelle BZ 207p, soit une emprise totale à acquérir de 68 m<sup>2</sup>.

Des négociations à l'amiable avaient en effet été engagées auprès des propriétaires de l'immeuble concernés « Le Lys » mais elles n'avaient pu aboutir pour des motifs formels liés à l'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriétés.

MTPM a donc décider de recourir à la procédure d'expropriation.

#### 15) Composition des dossiers

151) Le dossier relatif à l'enquête d'utilité publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) contient 49 pages.

Il se décompose comme suit :

- notice explicative (38 pages)
- plan de situation (2 pages)





- plan général des travaux (3 pages)
- caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (1 page)
- appréciation sommaire des dépenses (1 page)
- avis de la DDTM (2 pages)
- avis du SDIS (1 page)

152) Le dossier relatif à l'enquête parcellaire comprend 4 pages.

Il se décompose comme suit :

- plan parcellaire (3 pages)
- état parcellaire (1 page)

## 2 ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

### 21) Organisation de l'enquête

#### 211) Désignation du commissaire enquêteur

Par décision numéro E25000036/83 du 25 avril 2025, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulon (83) m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour diligenter l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe préalable, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

#### 212) Contacts et étude préalable

Je prends contact par téléphone dès le mercredi 07 mai avec madame CHAREYRE en charge du dossier à la préfecture de TOULON (DCPPAT/BEDD), nous convenons de tenir une réunion de présentation le jeudi 15 mai 14h00 dans les locaux de la préfecture. Madame CHAREYRE me transfère par informatique les dossiers le 09 mai.

Le lundi 12 mai après contact avec madame MAILLET (MTPM) et madame FONTANA (mairie Ollioules) en charge du dossier, nous convenons également d'une réunion de présentation initiale le même jour jeudi 15 mai à 10h30 à la mairie d'Ollioules afin de limiter les déplacements et d'optimiser le calendrier contraint pendant le mois de mai et avant la période estivale.

Les participants à cette réunion du 15 mai matin étaient les suivants :

- MTPM : monsieur MANDELLI (chef de service action foncière, Direction de l'immobilier et du foncier), madame MAILLET (chargée d'opérations foncières) ;
- Mairie d'Ollioules : madame GANDRILLE (directrice du service urbanisme), madame FONTANA (responsable du pôle administration et projet) ;
- moi même.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire sont ainsi prédéfinies le 15 mai matin ainsi que les différentes tâches à réaliser pour permettre d'éviter les risques inhérents à la particularité du mois de mai comprenant de nombreux jours fériés, source d'absence et de ralentissement d'activité, et l'arrivée rapide de la saison estivale.

Nous effectuons également une visite terrain situé à proximité immédiate de la mairie et précisons les lieux d'affichage des avis d'enquête.

L'après-midi lors de la réunion à la préfecture nous faisons le point exhaustif de la procédure en particulier concernant l'enquête parcellaire avec madame CHAREYRE et monsieur KHEIR-EDDINE (responsable DUP). Je reçois contre récépissé les dossiers papiers de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire.

Nous nous coordonnons ensuite avec les interlocuteurs MTPM et la mairie pour finaliser l'organisation et arrêter ensemble le cadencement des actions à mener dont notamment le projet d'arrêté préfectoral et de l'avis des enquêtes publique et parcellaire ainsi que les publications dans la presse et la mise en place de la dématérialisation de l'EP.



Grâce au travail préparatoire de l'arrêté préfectoral de madame CHAREYRE et à la très bonne coordination entre tous nous avons pu arrêter l'organisation des enquêtes très rapidement. Ainsi le mardi 20 mai madame CHAREYRE nous transmet par courriel l'arrêté préfectoral signé.

Le 2 juin j'effectue un point de situation téléphonique puis par courriels avec les correspondants MTPM/Mairie et la préfecture. Nous convenons d'un rendez-vous le mardi 10 juin avec madame CHAREYRE dans les locaux de MTPM notamment pour récupérer la clé usb avec les fichiers relatifs à la DUP, puis avec madame FONTANA à la mairie d'Ollioules en particulier pour lui remettre contre récépissé le registre de l'enquête parcellaire afin qu'il soit paraphé et ouvert par Monsieur le Maire de la commune conformément à l'article 131-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

J'effectue par ailleurs à cette occasion le contrôle de l'affichage de l'arrêté préfectoral et des avis des enquêtes tant à MTPM qu'à Ollioules.

Le lundi 16 juin je contacte mes interlocuteurs de la mairie d'Ollioules qui me confirment que le registre parcellaire a bien été paraphé et ouvert par monsieur le maire. Il est convenu que je le récupère directement avant l'ouverture officielle de l'enquête le jeudi 19 juin matin.

Le mercredi 18 juin je contrôle la publication des avis sur le site de la commune d'Ollioules et le dossier dématérialisé sur celui de la préfecture. Je numérote et paraphe le registre de l'enquête publique préalable à la DUP.

Le jeudi 19 juin 2025 à 00h01 j'ouvre le registre d'enquête publique préalable à la DUP et tiens la première permanence à partir de 09h00.

## 22) Déroulement de l'enquête

### 221) Les permanences

Ces enquêtes ont été organisées et conduites du jeudi 19 juin 2025 00h01 au lundi 07 juillet 2025 24h00.

Elles ont comporté 3 permanences échelonnées sur différents jours de la semaine et tenues à la mairie d'Ollioules :

- jeudi 19 juin 2025 de 09h00 à 12h00 (ouverture de l'EP, au préalable, notamment, paraphe du registre et contrôle des dossiers, vérification de l'ouverture et du contenu du site dématérialisé ainsi que de l'adresse internet dédiée),

- mardi 01 juillet de 09h00 à 12h00,

- lundi 07 juillet de 09h00 à 12h00, clôture des registres des enquêtes à 12h00. Clôture le 07 juillet à 24h00 du registre dématérialisé sur le site internet des services de l'Etat.

Total des interventions du public :

- Enquête publique préalable à la DUP :

3 interventions du public ont été effectuées : 1 lors des permanences, 1 à la mairie en dehors des permanences, 1 via l'adresse internet dédiée, aucune par courrier postal ou déposée en mairie (annexe 5).

- Enquête parcellaire :

Aucune intervention quelque soit le mode de saisine.

En complément il convient de noter les 399 visualisations de l'article et des documents des dossiers d'EP à partir du site de la mairie d'Ollioules (annexe 3).

Les relations avec les interlocuteurs directs du dossier ont été très bonnes : madame CHAREYRE de la préfecture, madame MAILLET de MTPM et mesdames GANDRILLE et FONTANA de la mairie d'Ollioules.

Il convient également de souligner la grande qualité de l'accueil du personnel de la mairie.

Les conditions organisationnelles et matérielles des enquêtes ainsi que des 3 permanences ont été très bonnes.

Aucun incident n'est à déplorer pendant l'enquête.



## 222) L'information du public

L'avis des enquêtes publique est affiché à Ollioules sur les panneaux à la mairie d'honneur (accueil et façade), la mairie annexe (accueil et rue Loutin), place Honoré Estienne d'Orves sur le site concerné par les enquêtes (3 panneaux).

L'arrêté préfectoral est affiché dans le hall d'accueil de MTPM à TOULON.

L'arrêté préfectoral et l'avis sont également consultables sur le site de la préfecture.

J'ai constaté notamment à l'occasion de mes permanences la bonne information du public via ces affichages à MTPM ainsi qu'à Ollioules.

L'avis a par ailleurs été publié dans la presse locale La Marseillaise et Var matin les 05 juin 2025 et 19 juin 2025. La copie de ces articles de presse et des attestations de parution figurent en pièce-jointe du présent rapport (annexe 3).

L'arrêté préfectoral et l'avis des enquêtes ont également, dès leur approbation, fait l'objet d'une communication permanente sur le site de la préfecture et de la commune d'Ollioules (intramuros.org)

L'ensemble des documents constitutifs des enquêtes a été mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Var (<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>) quinze jours au moins avant le début et pendant toute la durée des enquêtes.

Il convient de noter les 399 visualisations de l'article et des documents composant les dossiers d'EP à partir du site de la mairie d'Ollioules (annexe 3).

En dehors des permanences, le public était reçu à l'accueil du service urbanisme de la commune pour consulter les dossiers d'enquêtes et noter ses éventuelles observations.

Le public avait la possibilité de déposer ses observations selon plusieurs modalités :

- soit en les consignait sur les registres d'enquêtes à feuillets non mobiles pendant ou hors des permanences ;

- soit en les adressant par écrit au commissaire enquêteur à la mairie d'Ollioules ;

- soit par voie dématérialisée via le site internet des services de l'Etat dans le Var

(<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>).

En complément j'ai vérifié les 19 juin, 01<sup>er</sup> juillet et le 07 juillet après-midi le bon fonctionnement de la boîte à lettres électronique dédiée aux enquêtes.

L'ensemble des mesures de publicité rendu obligatoire par l'article R. 123-11 du code de l'environnement a été respecté et paru dans les délais réglementaires.

## 223) Clôture des enquêtes le lundi 07 juillet 2025 à 24h00

Le registre d'enquête publique préalable à la DUP a été clos par mes soins, le registre d'enquête parcellaire a été clos par monsieur le Maire d'Ollioules.

## 224) Procès verbal de synthèse et mémoire réponse

Conformément à l'article R. 123-18 du code de l'environnement, j'ai rédigé puis remis en main-propre et commenté le mardi 08 juillet 2025 le procès verbal de synthèse à monsieur MANDELLI, chef de service action foncière de MTPM et madame MAILLET, chargé d'opérations foncières à MTPM.

Le mémoire en réponse m'est parvenu par courrier électronique le 11 juillet 2025.

Ces documents sont joints au présent rapport (annexe 2).

## 225) Contacts avec les autorités administratives

J'ai étudié le PLU d'Ollioules approuvé en décembre 2016, modifié le 27 décembre 2017 et révisé (révision





allégée n°1) le 23 mai 2019 par le conseil métropolitain de Toulon Provence Méditerranée. Une nouvelle modification du PLU a été approuvée lors de la séance du Conseil Métropolitain du 8 Juin 2023.

En complément j'ai consulté le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) afin de mieux appréhender la cohérence avec les dossiers d'enquêtes.

Le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) approuvé en septembre 2019 a été mis en révision en janvier 2020. Le SCOT étant soumis à une obligation d'analyse des résultats de son application tous les 6 ans, un bilan de mi-parcours a été réalisé en 2023.

#### 226) Relations avec le maître de l'ouvrage

L'accompagnement des enquêtes publiques par les interlocuteurs de la mairie d'Ollioules et de MTPM a été réalisé avec transparence et réactivité, les relations étant franches et directes avec l'ensemble des intervenants.

Il convient de noter l'écoute dont ont fait preuve mes interlocuteurs directs pendant toutes les phases de l'enquête.

#### 227) Notification individuelle de l'enquête parcellaire conjointe

Conformément aux dispositions de l'article R131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, TPF INGENIERIE, le cabinet foncier de MTPM, a envoyé une lettre de notification par lettre recommandée avec avis de réception au syndicat des copropriétaires de l'immeuble « Le Lys » à Ollioules le 23 mai 2025. L'accusé de réception a été retourné signé en date du 28 mai 2025 (en pièce-jointe XXX).

Un questionnaire à retourner était joint à ce courrier. La réponse est parvenue le 03 juillet (annexe 4).

### 3 ANALYSE DU DOSSIER, DES OBSERVATIONS EMISES PAR LES PPA ET LE PUBLIC, REPONSES DU RESPONSABLE DU PROJET ET COMMENTAIRES DU CE

#### 31) Analyse des dossiers

##### 311) Analyse du dossier d'enquête publique préalable à la DUP

Le dossier répond strictement à la réglementation.

Le projet est complet et détaillé, la notice explicative est notamment aisément compréhensible et assimilable par un public non averti.

Les documents sont illustrés par des cartes, des plans cadastraux et des schémas préfigurant le zonage des travaux ainsi que le coût de l'opération.

##### 312) Analyse du dossier d'enquête parcellaire

Le dossier répond strictement à la réglementation.

Il comprend le plan parcellaire et l'état parcellaire.

#### 32) Avis des services instructeurs/Personnes Publiques Associées (PPA)

##### 321) DDTM :

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer précise dans sa réponse du 20 juin 2024 à la saisine de la préfecture du Var du 13 juin 2024 que « compte tenu de la situation du projet, en plein cœur de ville, sur une zone déjà artificialisée, hors périmètre PPRI de la Reppe et aux regard des objectifs affichés et du caractère relativement modeste de l'opération, le projet porté par la Métropole MTPM n'appelle pas d'observations ».

Elle souligne : « il est noté que la Métropole MTPM s'engage, dans le cadre du projet, à respecter les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1, sachant que l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet ».

##### 322) SDIS :

Dans sa réponse du 28 juin 2024 à la saisine de la Préfecture du Var, le SDIS du Var précise qu'il n'a pas de remarque à formuler car le PI OLS 60 se trouvant à proximité n'est pas impacté et que le projet ne



compromet pas le passage des engins de secours et respecte les caractéristiques des normes engins.

### 33) Intervention du public

Les enquêtes ont fait l'objet des interventions décrites ci-après (annexe 5).

#### A) Interventions enquête publique préalable à la DUP

A331) Intervention de madame Françoise HERVIEUX, permanence du 19 juin 2025.

Madame HERVIEUX se présente à la permanence pour demander des informations complémentaires concernant le projet de giratoire.

Je lui fournis les explications au travers du dossier.

Elle estime que la réalisation du projet sera une amélioration de la circulation rue Nationale où elle réside.

*Observation du CE : je prends note de cette intervention favorable au projet.*

#### A332) Intervention de madame ORDANO

Madame Nadine ORDANO s'est présentée à l'accueil de la mairie d'Ollioules le 20 juin. Elle a mentionné sur le registre que « la circulation devrait être plus fluide », qu'elle est « favorable à sa réalisation (« du giratoire »).

*Observation du CE : je prends note de cette intervention favorable au projet.*

#### A333) Intervention de monsieur LEHMANN

M Gilles LEHMANN a transmis le 23 puis un complément le 24 juin via l'adresse dédiée de l'enquête publique une contribution signée « un des animateurs du collectif pour l'essor du vélo à Toulon ».

Il évoque plusieurs points :

a) il souligne que la présentation du dossier quant à la « réduction de la pollution et du bruit générée par l'amélioration de la fluidité du trafic avec le giratoire est une spéculation ». Il considère notamment que l'augmentation du trafic provoquera à l'opposé plus de pollution et de bruit pour les riverains.

b) il précise par ailleurs que le « sort des cyclistes n'est simplement pas envisagé en partant du simple constat qu'il n'y a pas actuellement d'aménagements cyclables. » Il considère qu'il s'agit là d'un manquement aux obligations imposées par la loi LOM».

c) compte tenu de la création du parking de 700 places avec des emplacements vélo, il évoque la proposition faite par le collectif pour « l'essor du vélo à Toulon » d'en faciliter l'accès. Il propose la création d'un pont ou « passerelle légère » au dessus de la Reppe en aval du pont existant et d'un contre sens cyclable sur le nord du chemin de Saint Roch afin de permettre notamment un itinéraire nord vers Toulon ou sud vers Sanary. Il considère que « cet accès facilité des modes actifs au Grand Projet Urbain pourrait fluidifier le trafic, réduire le bruit et la pollution et améliorer le confort et la sécurité des piétons et cyclistes ».

d) il propose enfin de « combiner un nouveau plan de circulation avec une adaptation des entrées-sorties du parking, qui sera la source principale du trafic, en direction des villes Toulon et Sanary »

*Observation du CE : je demande à MTPM de bien vouloir apporter son analyse et les éléments réponse à ces différents points soulevés par monsieur LEHMANN.*

#### B) Intervention enquête parcellaire.

Aucune intervention n'a été effectuée.





**34) Analyse mémoire réponse MTPM**

Le 11 juillet MTPM m'a transmis par courriel le mémoire réponse au procès-verbal de synthèse remis le 08 juillet en main propre et commenté dans le bureaux de MPTM.

**A) Interventions enquête publique préalable à la DUP****A333) Intervention de monsieur LEHMANN**

M Gilles LEHMANN a transmis le 23 puis un complément le 24 juin via l'adresse dédiée de l'enquête publique une contribution signée « un des animateurs du collectif pour l'essor du vélo à Toulon ».

Il évoque plusieurs points :

a) il souligne que la présentation du dossier quant à la « réduction de la pollution et du bruit générée par l'amélioration de la fluidité du trafic avec le giratoire est une spéculation ». Il considère notamment que l'augmentation du trafic provoquera à l'opposé plus de pollution et de bruit pour les riverains.

**Réponse du porteur de projet :**

*S'agissant de la réduction du bruit et de la pollution, d'après l'étude réalisée, l'impact sur l'environnement et sur la qualité de vie sera améliorée grâce au giratoire.*

*Dans le projet global, bien que ce soit hors champ de l'enquête publique, des précisions peuvent être apportées.*

*Avec le sens unique actuel, le flux de véhicule doit obligatoirement traverser les voies du ventre-ville créant une saturation rapide et occasionnant divers désagréments (embouteillage, bruit, pollution).*

*Avec la mise en double sens de la rue Hautescloque, les voies du centre-ville (rue Nationale, avenue du général de Gaulle, haut de la rue de la République ) seront délestées du flux passager quotidien transitant sur notre commune venant s'ajouter au flux lié aux écoles situées en cœur de ville (environ 1 160 élèves scolarisés en centre-ville).*

**ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Je note et valide la réponse à cette question qui ne ressort pas du champ des enquêtes diligentées.

Je souligne les précisions complémentaires apportées par le porteur de projet.

b) il précise par ailleurs que le « sort des cyclistes n'est simplement pas envisagé en partant du simple constat qu'il n'y a pas actuellement d'aménagements cyclables. » Il considère qu'« il s'agit là d'un manquement aux obligations imposées par la loi LOM ».

**Réponse du porteur de projet :**

*S'agissant du manquement à l'obligation d'aménagements cyclables dans le cadre de la loi LOM, ce point-là est hors champ de l'enquête publique.*

*Néanmoins, la Métropole TPM s'investit dans la réduction des gaz à effet de serre grâce aux choix opérés en matière d'aménagement du territoire, de mobilités et de déplacements et dans les réflexions autour du projet du GPU mené par la Ville d'Ollioules.*

*En matière d'aménagement durable du territoire, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Provence Méditerranée est le cadre de référence pour l'aménagement durable d'un vaste territoire de 32 communes comprenant notamment la Métropole TPM. Elaboré par le Syndicat Mixte SCoT Provence Méditerranée, il met en perspective les choix de développement et d'aménagement urbain durables établis pour la période 2018-2030.*

*Dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accompagne la ville d'Ollioules dans la requalification de son centre-ville dont les objectifs sont les suivants :*

- *la requalification de l'entrée de ville.*
- *une offre de stationnement repensée et un apaisement des circulations en faveur des modes doux.*





- *l'implantation d'équipements culturels structurants.*

*L'objectif de la ville étant de créer un écoquartier culturel intégrant la nature en ville sur le site élargi des parkings LEMOYNE et MALRAUX.*

*Le projet est engagé dans une démarche de développement durable avec une labellisation « Quartier Durable Méditerranéen » niveau Argent et « Bâtiment Durable Méditerranéen » niveau Argent et le nouvel équipement public développera des bornes de recharges électriques pour les voitures et les vélos.*

*En matière de mobilités, la loi d'orientation des mobilités (aussi appelée LOM), en vigueur depuis le 24 décembre 2019, vise à faciliter les déplacements quotidiens des Français via des solutions de transport mieux adaptées, tout en favorisant une mobilité durable accessible à tous et plus respectueuse de l'environnement.*

*A ce titre, le Plan de Déplacements Urbains constitue l'outil cadre de la Métropole pour définir et programmer les actions mises en œuvre en matière de mobilité sur le territoire métropolitain. Il convient de citer notamment :*

- *Un pôle d'échange multimodal Ollioules/Sanary*
- *Modification et renforcement des lignes de transport en commun avec la nouvelle ligne 83 qui relie les Sablettes à la Gare d'Ollioules/Sanary ;*
- *Bornes de recharge électriques dans les grands équipements publics, les zones de stationnement en centre-ville, les parkings relais ;*
- *Aménagements d'itinéraires cyclables qui ont presque doublé depuis l'approbation du dernier PDU en 2006 avec 328 kms d'aménagements cyclables (elle en comptait 125kms).*

*S'agissant de la ville d'Ollioules, on notera que :*

- *Les rues du centre-ville sont très étroites*
- *Le piéton sera encouragé dans le cadre de ce projet à rejoindre sur ses trajets du quotidien le centre-ancien via la zone de partage créée sur l'ensemble de la rue de Hauteclocque. Les stationnements créés sont voués tant aux équipements supra qu'au centre-ancien. Avec cette longue zone de partage créée, les usagers du parking sont incités à cheminer vers le centre-ancien, ses commerces et écoles par les nombreuses rues reliant le quartier culturel et le centre-ancien. L'usage du parking souterrain doit améliorer l'esthétique et la qualité de vie des résidents du centre-ville en supprimant in fine les très nombreux stationnements de surface créés notamment pendant cette période de chantier*
- *La mobilité douce piétonne est favorisée sur notre centre-ancien compte tenu de l'étroitesse des voies actuelles ne permettant pas cet aménagement, la forte circulation sur ces axes étroits et l'absence de pistes cyclables en amont et en aval du projet ne permettant aucune liaison possible et rendant les petites portions encore plus dangereuses pour les cyclistes.*
- *La loi LOM vise à améliorer globalement les déplacements du quotidien en rendant les mobilités plus simples. La Commune cherche dans le cadre de ce projet à privilégier le cheminement piéton sur l'ensemble de son centre-ancien, à favoriser notamment l'utilisation des transports en commun. Pour rappel, Ollioules est desservie par les réseaux de la Métropole (1 bus toutes les 7mn). Sur la voie de Hauteclocque sera repositionnée l'arrêt bus desservant directement les rues du centre-ancien.*
- *Le secteur concerné se situe en centre-ville, dans un environnement particulièrement contraint. Les emprises foncières disponibles sont très limitées, ce qui restreint les possibilités d'aménagement. Conformément à l'article L.228-2 du Code de l'environnement, les aménagements ont été conçus « en fonction des besoins et des contraintes de la circulation ». Dans ce contexte, les solutions retenues s'appuient sur les formes d'aménagement autorisées par la réglementation, telles que : une zone de rencontre, zone 30, plateau traversant.*
- *Des pistes cyclables sont en cours de déploiement sur les voies extérieures du centre-ville avec la métropole et le conseil départemental dans le cadre de réaménagements globaux de voirie (selon le plan des mobilités)*

#### ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Je note et valide la réponse à cette question qui ne ressort pas du champ des enquêtes diligentées dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025.

Les éléments de réponse complémentaires très fournis du porteur de projet permettent de mettre en perspective la problématique soulevée par la question de monsieur LEHMANN.





c) compte tenu de la création du parking de 700 places avec des emplacements vélo, il évoque la proposition faite par le collectif pour « l'essor du vélo à Toulon » d'en faciliter l'accès. Il propose la création d'un pont ou « passerelle légère » au dessus de la Reppe en aval du pont existant et d'un contre sens cyclable sur le nord du chemin de Saint Roch afin de permettre notamment un itinéraire nord vers Toulon ou sud vers Sanary. Il considère que « cet accès facilité des modes actifs au Grand Projet Urbain pourrait fluidifier le trafic, réduire le bruit et la pollution et améliorer le confort et la sécurité des piétons et cyclistes ».

### **Réponse du porteur de projet :**

*Concernant la passerelle et le contre sens cyclable, ces observations sont considérées comme hors cadre du périmètre de la DUP et donc considéré sans objet.*

*S'agissant des variantes, deux hypothèses ont été étudiées, avec et sans giratoire.*

*L'hypothèse sans giratoire générerait plusieurs points négatifs :*

- *Les déplacements routiers et la fluidité du trafic auraient été impactés de manière défavorable ;*
- *La sécurisation des déplacements, tant routiers que piétons, aurait également été affectée.*
- *Des impacts sur l'environnement et la qualité de vie étaient également à prévoir.*

*Ces effets négatifs sont atténués dans la variante avec giratoire. Le giratoire permettra de fluidifier le trafic en évitant le cœur du centre-ville. Il sera réalisé avec deux voies entrantes et trois voies sortantes, et sera franchissable.*

*Dans le projet global, bien que ce soit hors champ de l'enquête publique, des précisions peuvent être apportées. Le projet permettra la réalisation de 2 giratoires franchissables :*

- *à l'intersection de la rue de la République*
- *à l'intersection de la rue Nationale et de l'avenue Clemenceau*

*Ces 2 giratoires permettront de mettre la rue de Hauteclocque en double sens ce qui permettra lors des horaires de fortes affluences (matin et soir) de dévier les flux ne souhaitant pas traverser et saturer le centre-ville.*

*Entre les 2 giratoires créés, toute la rue de Hauteclocque deviendra une zone de partage 30 km/h. Le piéton sera prioritaire pour accentuer la fluidité piétonne entre la zone du quartier culturel de la Noria et le centre-ville.*

### **ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Je note et valide le caractère hors champ de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 de cette question.

Les éléments de réponse complémentaires du porteur de projet soulignent les réflexions menées durant la phase étude de cet aspect du projet.

d) il propose enfin de « combiner un nouveau plan de circulation avec une adaptation des entrées-sorties du parking, qui sera la source principale du trafic, en direction des villes Toulon et Sanary »

### **Réponse du porteur de projet :**

*Concernant les entrées et sorties du parking de La Noria, cette thématique est hors champ de l'enquête publique.*

*Néanmoins, elle a été abordée dans les réflexions autour du projet du GPU.*

*Le projet prévoit :*

- *Une trémie unique d'entrée et de sortie sur la rue de la République*
- *Une trémie d'entrée et de sortie sur la rue Philippe de Hauteclocque*

*Les usagers du quartier culturel la Noria peuvent arriver et partir tant dans la direction de Sanary que dans la direction de Toulon via les trémies mentionnées ci-dessus.*

*Toutes les activités de la Commune ne sont pas uniquement centrées sur le quartier culturel de la Noria. Le centre-ville continuera toute l'année les diverses activités menées à ce jour.*

*Le quartier culturel de la Noria sera un complément d'activité pour notre commune avec des équipements publics nouveaux. Le centre-ville ne sera pas défavorisé au détriment de ce nouveau quartier requalifié.*



**ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Je note et valide le caractère hors champ de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 de cette proposition. Les éléments de réponse complémentaires du porteur de projet soulignent les réflexions menées durant la phase étude de cet aspect du projet.

B) Intervention enquête parcellaire.  
Aucune intervention n'a été effectuée.

**341) Servitude d'utilité publique AC1**

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer précise dans sa réponse du 20 juin 2024 à la saisine de la Préfecture du Var du 13 juin 2024 que « compte tenu de la situation du projet, en plein cœur de ville, sur une zone déjà artificialisée, hors périmètre PPRI de la Reppe et aux regard des objectifs affichés et du caractère relativement modeste de l'opération, le projet porté par la Métropole TPM n'appelle pas d'observations ».

Elle souligne : « il est noté que la Métropole TPM s'engage, dans le cadre du projet, à respecter les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1, sachant que l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet ».

**Réponse du porteur de projet :**

*La Métropole Toulon Provence Méditerranée confirme la bonne prise en compte des aspects juridiques liés au respect de la servitude relative à la protection des monuments historiques classés ou inscrits (AC1).*

**ANALYSE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Je prends note de la confirmation de MTPM de la bonne prise en compte du respect des préconisations de la servitude d'utilité publique AC1.

**CONCLUSION**

Ces enquêtes ont été menées conformément à la réglementation et n'ont donné lieu à aucun incident. Il convient de souligner l'accueil et l'écoute de la préfecture du Var/DCPPAT/BEDD, de la directrice de l'urbanisme et la responsable du pôle administration et projet de la commune d'Ollioules ainsi que du chef de service action foncière et de la chargée d'opération foncière de MTPM dans toutes les phases des enquêtes. Les conditions organisationnelles et matérielles des enquêtes ainsi que des 3 (trois) permanences ont été très bonnes.

Ces enquêtes ont fait l'objet d'un procès verbal de synthèse remis en main propre et commenté au responsable du projet MTPM le 08 juillet 2025.

Le mémoire en réponse a été transmis par courriel le 11 juillet 2025.





Conformément aux dispositions de l'article R123-19 du code de l'environnement, mes conclusions motivées et mes avis ainsi que le procès-verbal et mon avis motivé sur l'emprise des ouvrages projetés et la cessibilité des parcelles sont présentées distinctement du présent rapport d'enquête publique avec enquête parcellaire conjointe préalables :

- à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part,
- à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

5 annexes sont adossées au présent rapport.

Jean-Christophe DELHAYE



## DEPARTEMENT DU VAR

### ENQUETE PUBLIQUE ET ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE

préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

à l'attention de Monsieur le Préfet du Var  
suite à la clôture de l'enquête publique et enquête parcellaire organisées  
du 19 juin au 07 juillet 2025.

### CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE SUR LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EN VUE DE L'EXPROPRIATION



## SOMMAIRE

1. Objet de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe
2. La procédure et le déroulement de l'enquête publique
3. Les observations du public
4. Le contexte environnemental et la maîtrise foncière
5. Le contexte réglementaire du projet
6. Avis des personnes publiques associées
7. Avantages et inconvénients, nuisances du projet
8. Appréciation sommaire des dépenses
9. Conclusions et avis du commissaire enquêteur





**Remarque préalable :**

conformément aux dispositions de l'article R 123-19 du code de l'environnement, les présentes conclusions motivées sont présentées distinctement du rapport d'enquête publique avec enquête parcellaire conjointe. Mes conclusions et mon avis motivé se rapportent à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation.

Les conclusions et l'avis motivé sur la cessibilité de la parcelle sont produits séparément.

**1- L'OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET DE L'ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE**

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 prescrit l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Ce projet a pour objectif de :

- mettre en double sens la rue Philippe de Hautecloque,
- améliorer la fluidité du trafic,
- sécuriser la circulation,
- requalifier cet espace public,
- faciliter les déplacements piétons par la reprise de deux traversées piétonnes,
- favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus.

Pour réaliser ce projet d'une surface totale de 530 m2 environ, MTPM doit obtenir la maîtrise foncière d'une emprise partielle de la parcelle BZ 207p, soit une emprise totale à acquérir de 68 m2.

Des négociations à l'amiable avaient en effet été engagées auprès des propriétaires de l'immeuble concernés « Le Lys » mais elles n'avaient pu aboutir pour des motifs formels liés à l'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriétés.

La Métropole TPM (MTPM) a donc décider de recourir à la procédure d'expropriation.

**2- LA PROCÉDURE ET LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE****21) Désignation du commissaire enquêteur**

Par décision numéro E25000036/83 du 25 avril 2025, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulon (83) m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour diligenter l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

**22) Organisation des enquêtes**

Après coordination amont avec la Préfecture, la Métropole TPM, porteur du projet, et la mairie d'Ollioules, ces enquêtes ont été organisées et conduites du jeudi 19 juin 2025 00h01 au lundi 07 juillet 2025 24h00.

Elles ont comporté 3 permanences échelonnées sur différents jours de la semaine et tenues à la mairie d'Ollioules :

- jeudi 19 juin 2025 de 09h00 à 12h00 (ouverture de l'EP, au préalable, notamment, paraphe du registre et contrôle des dossiers, vérification de l'ouverture et du contenu du site dématérialisé ainsi que de l'adresse internet dédiée),



- mardi 01 juillet de 09h00 à 12h00,  
- lundi 07 juillet de 09h00 à 12h00. Clôture le 07 juillet à 24h00 du registre dématérialisé sur le site internet des services de l'Etat.

## CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR L'ORGANISATION DES ENQUÊTES

**Grâce à une interaction immédiate et proactive de l'ensemble des parties prenantes l'organisation des enquêtes a pu être conçue et validée en quelques jours dans le contexte pourtant contraint du mois de mai.**

### 23) Information du public

L'information du public a été assurée conformément aux dispositions réglementaires.

L'avis des enquêtes publique est affiché à Ollioules sur les panneaux à la mairie d'honneur (accueil et façade), la mairie annexe (accueil et rue Loutin), place Honoré Estienne d'Orves sur le site concerné par les enquêtes (3 panneaux).

L'arrêté préfectoral est affiché dans le hall d'accueil de MTPM à TOULON.

L'arrêté préfectoral et l'avis sont également consultables sur le site de la préfecture.

J'ai constaté notamment à l'occasion de mes permanences la bonne information du public via ces affichages à MTPM ainsi qu'à Ollioules.

L'avis a par ailleurs été publié dans la presse locale La Marseillaise et Var matin les 05 juin 2025 et 19 juin 2025. La copie de ces articles de presse et des attestations de parution figurent en annexe 3 du rapport.

L'arrêté préfectoral et l'avis des enquêtes ont également, dès leur approbation, fait l'objet d'une communication permanente sur le site de la préfecture et de la commune d'Ollioules (intramuros.org)

L'ensemble des documents constitutifs des enquêtes a été mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Var (<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>) quinze jours au moins avant le début et pendant toute la durée des enquêtes.

Il convient de noter les 399 visualisations de l'article et des documents des dossiers d'EP à partir du site de la mairie d'Ollioules (annexe 3).

En dehors des permanences, le public était reçu à l'accueil du service urbanisme de la commune pour consulter les dossiers d'enquêtes et noter ses éventuelles observations.

Le public avait la possibilité de déposer ses observations selon plusieurs modalités :

- soit en les consignait sur les registres d'enquêtes à feuillets non mobiles pendant ou hors des permanences ;

- soit en les adressant par écrit au commissaire enquêteur à la mairie d'Ollioules ;

- soit par voie dématérialisée via le site internet des services de l'Etat dans le Var

(<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>).

## CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR L'INFORMATION DU PUBLIC

**L'ensemble des mesures de publicité rendu obligatoire par l'article R. 123-11 du code de l'environnement a été respecté et paru dans les délais réglementaires.**

**Des mesures complémentaires de publicité ont été mises en place notamment par la mairie d'Ollioules.**

### 24) Composition du dossier d'enquête

Le dossier relatif à l'enquête d'utilité publique préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) contient 49 pages.





Il se décompose comme suit :

- notice explicative (38 pages)
- plan de situation (2 pages)
- plan général des travaux (3 pages)
- caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (1 page)
- appréciation sommaire des dépenses (1 page)
- avis de la DDTM (2 pages)
- avis du SDIS (1 page)

#### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LA COMPOSITION DU DOSSIER

**La procédure d'enquête a respecté les dispositions de l'article L 123-1 du code de l'environnement qui stipule »l'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public.. ».**

**Le dossier d'enquête publique est complet et comprend tous les éléments nécessaires à la compréhension du projet.**

**L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté du Préfet du 20 mai 2025.**

#### 3- LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

##### 31) Statistiques et procès-verbal de synthèse

3 interventions du public ont été effectuées : 1 lors des permanences, 1 à la mairie en dehors des permanences, 1 via l'adresse internet dédiée, aucune par courrier postal ou déposée en mairie (annexe 3).

Aucune intervention n'est parvenue hors délai.

Il convient de noter les 399 visualisations de l'article et des documents composant les dossiers d'EP à partir du site de la mairie d'Ollioules (annexe 3).

Conformément à l'article R. 123-18 du code de l'environnement, j'ai rédigé puis remis en main-propre et commenté le mardi 08 juillet 2025 le procès verbal de synthèse à monsieur MANDELLI, chef de service action foncière de MTPM et madame MAILLET, chargé d'opérations foncières à MTPM.

Le mémoire en réponse m'est parvenu par courrier électronique le 11 juillet 2025.

Ces documents sont en annexe 2 du présent rapport.

##### 32) Analyse des interventions (annexe 5)

Sur les 3 interventions 2 sont favorables au projet car sa réalisation permettra de fluidifier la circulation.

La troisième soulève des problématiques essentiellement orientées sur la pratique du cyclisme et de sa place dans le trafic ainsi que sur des questions de pollution. Ces remarques ou propositions sont hors champ de l'enquête publique, cependant le porteur de projet a apporté dans son mémoire réponse au procès-verbal de synthèse des éléments complémentaires d'appréciation et d'analyse.

#### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR L'ANALYSE DES INTERVENTIONS

**L'enquête publique préalable à la DUP n'a suscité que 3 interventions, 2 favorables au projet, une centrée sur le cyclisme et la pollution, hors champ de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025.**

**Je note en complément les 399 consultations du dossier via le site de la mairie d'Ollioules, signe d'une certaine forme d'intérêt sans intervention au titre de l'enquête publique.**

#### 4- LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL, PAYSAGER ET LA MAITRISE FONCIERE

##### 41) contexte environnemental

Le projet, occupant une surface de 530 m<sup>2</sup> environ et situé à une altitude de 44 m NGF, se localise au sein du centre-ville d'Ollioules.

L'emprise du projet s'inscrit essentiellement sur des emprises de voies (chaussées circulées) et espaces publics à leurs abords (trottoirs).

Différentes espèces communes sont susceptibles d'être présentes dans le secteur.



La zone d'étude n'est concernée par aucune zone de protection biologique.

Le cours d'eau la Reppe se trouve à une dizaine de mètres du périmètre du projet. Il prend sa source au puit de Massaquan, sur la commune du Beausset et rejoint la mer méditerranée entre Sanary et Six-Fours, après avoir parcouru 17 kms.

Le site internet du réseau de bassin Rhône-Méditerranée précise que cette masse d'eau était en bon état écologique et chimique en 2015, sans report d'objectifs. Aucune Zone de Répartition des Eaux (ZRE) n'est présente au niveau de la zone d'étude.

#### Les risques naturels

Aucun risque de mouvement de terrain, ni d'inondation n'est recensé dans la zone d'étude. La présence de la Reppe à proximité induit un aléa inondation à l'Est de la zone d'étude. Néanmoins le site du projet n'est pas concerné par le PPR inondation de la Reppe.

L'aléa de retrait et gonflement des argiles indique de la zone d'étude est soumise à un aléa faible. L'article R.563-4 du Code de l'Environnement relatif à la prévention du risque sismique divise le territoire national en cinq zones de sismicité croissante : 1, 2, 3, 4 et 5. La commune d'Ollioules se trouve en zone 2 de sismicité faible.

#### 42) Contexte paysager

Le site du projet se trouve au sein de la zone de saisine de prescription archéologique n°3 (le village). Deux monuments historiques classés sont présents aux abords de la zone d'étude. Il s'agit de l'église Saint Laurent et d'une maison, rue Gambetta. Aucun site et monument naturel inscrit ou classé n'est présent dans la zone d'étude. L'atlas des paysages du Var situe la Commune d'Ollioules dans l'entité n°3, La rade de Toulon, relief constitué d'arêtes calcaires et de pointes rocheuses, délimité par deux rades. Cette bordure littorale étroite est aussi délimitée par les massifs qui l'entourent. La partie Sud de la ville d'Ollioules est identifiée comme « porte d'entrée du département ».

Le secteur du projet se situe dans un milieu fermé par les bâtiments en place, et se compose d'un paysage urbain. Les principales vues se font dans l'axe des voies existantes ; les vues sur le paysage lointain étant en grande partie limitées par les constructions.

Le site est artificialisé puisqu'il se compose de l'assiette de voies existantes et de trottoirs.

#### 43) Contexte foncier

Dans le périmètre du projet, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne possède pas la maîtrise foncière de la totalité des parcelles concernées.

En effet, il est précisé que le périmètre du projet comporte deux parties de parcelles, dont une appartenant à des propriétaires privés, l'autre étant du Domaine privé communal, ainsi que du Domaine Public non cadastré.

Des négociations à l'amiable ont été engagées auprès des propriétaires concernés mais elles n'ont pu aboutir pour des motifs formels liés à l'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriétés.

En l'absence de quorum, la Métropole Toulon Provence Méditerranée n'a pas d'autres possibilités que de recourir à la procédure d'expropriation afin d'assurer la maîtrise foncière des emprises nécessaires au projet. Elle souhaite ainsi l'acquisition d'une emprise partielle de parcelle (cadastrée section BZ n°207p), soit environ 68 m<sup>2</sup> au total.

### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL, PAYSAGER ET LA MAITRISE FONCIERE

**Le contexte environnemental et paysager du projet ne comportent pas de particularités en matière de protection biologique.**

**Le site du projet se trouve au sein de la saisine de zone de protection archéologique numéro 3 et deux monuments historiques classés sont présents aux abords de la zone d'étude.**

**Le recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique est tout à fait justifié en l'absence d'accords amiables entre le pétitionnaire et les propriétaires concernés.**





## 5- LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE DU PROJET

### 51) LE PROJET ET SON CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOI « LITTORAL »

La commune d'Ollioules est concernée par la loi Littoral. Le projet se localise au sein du centre-ville constitué de la commune. Aucune disposition de la loi Littoral ne remet en cause le-dit projet routier. Le projet est compatible avec la loi Littoral.

### 52) SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)

La commune d'Ollioules est incluse dans le territoire du SCOT Provence Méditerranée approuvé en septembre 2019 et mis en révision en janvier 2020. Le SCOT étant soumis à une obligation d'analyse des résultats de son application tous les 6 ans, un bilan de mi-parcours a été réalisé en 2023.

Le Document d'Orientations Générales indique que le site se trouve en limite du cœur métropolitain, au sein du centre-ville d'Ollioules, identifié comme un « pôle à conforter ». Ollioules est à la jonction d'un réseau de cars et de lignes à Haut Niveau de Services. Parmi les orientations relatives au développement, l'orientation n°24 prévoit notamment d'aménager le réseau routier. L'amélioration de la qualité des espaces publics fait également partie des orientations relatives à l'amélioration du cadre de vie. Le projet objet de la présente DUP participe à la mise en œuvre de ces orientations. Il permet ainsi de sécuriser les mouvements de circulation et d'améliorer la qualité des espaces publics.

Le projet répond aux objectifs du SCOT. Ainsi, le projet est compatible avec les orientations du SCOT Provence Méditerranée.

### 53) PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le PLU d'Ollioules a été approuvé le 19 décembre 2016, modifié le 27 décembre 2017 et révisé (révision allégée n°1) le 23 mai 2019 par le conseil métropolitain de Toulon Provence Méditerranée. Une nouvelle modification du PLU a été approuvée lors de la séance du Conseil Métropolitain du 8 Juin 2023.

#### Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU prévoit dans sa seconde orientation d'entretenir l'identité villageoise.

Ainsi l'objectif n°3 de cette orientation est de promouvoir un cadre et un mode de vie urbain : lier les différents quartiers physiquement et architecturalement ; et l'objectif 6 vise à faciliter l'usage des modes doux pour un cadre de vie amélioré.

L'objectif 5 de l'orientation 3 (Ollioules impliquée dans une agglomération en actions) est relatif au maillage et à la maîtrise des usages pour un développement équilibré. Il prévoit entre autres dans ses actions la résorption des points noirs routiers à traiter le long de la RD11, et la mise en place d'un plan de modération des vitesses en centre-ville.

La réalisation d'un carrefour giratoire répond aux orientations du PADD.

#### Orientation d'Aménagement et de Programmation

Les OAP inscrites au PLU ne concernent pas le site du projet.

#### Zonage et règlement :

La zone d'implantation du projet se situe principalement au sein de la zone urbaine UA, et plus partiellement au sein de la zone UAb, qui sont des zones urbaines patrimoniales correspondant au centre ancien. A noter que la zone UAb correspond au périmètre du Grand Projet Urbain.

Le site du projet est concerné par la Servitude de Mixité Sociale (SMS) n°15 dénommée « diffus centre ville ». Cette SMS prévoit la réalisation d'environ 50 logements dont 50% de logements sociaux, soit 25 logements sociaux.

Aucun emplacement réservé (ER) ne concerne le périmètre du projet.

Aucun Espace Boisé Classé n'a été identifié sur la zone du projet.

L'analyse du Plan Local d'Urbanisme d'Ollioules révèle ainsi que le site du projet se localise en zones urbaines UA et UAb, et que le projet de giratoire est autorisé par le règlement des zones UA et UAb, aucun emplacement réservé ni Espace Boisé Classé (EBC) n'est présent sur le site d'étude.



Le projet étudié est compatible avec le PLU d'Ollioules et ne remet pas en cause la servitude de mixité sociale existante.

#### 54) SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

La Servitude d'Utilité Publique AC1, relative à la protection des monuments historiques inscrits et classés, s'applique sur le site du projet.

Le projet se trouve en effet dans le périmètre de protection des 500 m autour des monuments historiques classés suivants : Eglise Saint Laurent et une maison, rue Gambetta.

La Servitude d'Utilité Publique AC1 précise que lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable. Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, l'avis de l'architecte des bâtiments de France est requis.

La servitude EL11, liée à la déviation de la RN 8 bis classée voie à grande circulation, se trouve à proximité de la zone d'étude mais ne concerne pas les voies de circulation du projet.

Il est précisé dans le dossier que « le projet respectera les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1 ». Il y est notamment souligné que l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet.

#### PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPR)

La commune d'Ollioules est concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (lié à la présence de la Reppe), approuvé le 25 mars 2010.

Cependant, le site du projet se localise en zone non exposée à ce risque.

L'Atlas des Zones Inondables situe en revanche le site dans le lit majeur ordinaire de la Reppe.

Aucune zone liée à un mouvement de terrain n'est identifiée au niveau du site.

Aucune disposition particulière relative à un PPR ne concerne le site d'étude.

#### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

**J'estime que les dispositions réglementaires du PLU d'Ollioules ainsi que du SCOT, des PPR et celle relative à la servitude d'utilité publique en vigueur s'appliquant au projet sont respectées.**

#### 6- AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

##### 61) DDTM :

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer précise dans sa réponse du 20 juin 2024 à la saisine de la préfecture du Var du 13 juin 2024 que « compte tenu de la situation du projet, en plein cœur de ville, sur une zone déjà artificialisée, hors périmètre PPRI de la Reppe et aux regard des objectifs affichés et du caractère relativement modeste de l'opération, le projet porté par la Métropole MTPM n'appelle pas d'observations ».

Elle souligne : « il est noté que la Métropole MTPM s'engage, dans le cadre du projet, à respecter les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1, sachant que l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet ».

##### 62) SDIS :

Dans sa réponse du 28 juin 2024 à la saisine de la Préfecture du Var, le SDIS du Var précise qu'il n'a pas de remarque à formuler car le PI OLS 60 se trouvant à proximité n'est pas impacté et que le projet ne compromet pas le passage des engins de secours et respecte les caractéristiques des normes engins.

#### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LES DES PPA

**Je note que le pétitionnaire a souligné dans son mémoire réponse qu'il confirmait son engagement à respecter la servitude d'utilité publique AC1.**



## 7- AVANTAGES ET INCONVENIENTS, NUISANCES DU PROJET

### 71) Les inconvénients du projet

Le projet a pour objectif d'aménager un carrefour giratoire en lieu et place d'un carrefour en T en utilisant les sur-largeurs existantes à usage d'espaces publics (trottoirs exclusivement), sur la commune d'Ollioules. Cet aménagement va avoir des impacts limités au regard de l'environnement urbain dans lequel il s'inscrit. Les impacts négatifs permanents se limitent à l'appropriation par la Commune d'Ollioules de terrains privés et à la suppression de deux arbres. En effet, le projet implique l'acquisition d'une emprise partielle de parcelle privée, sur la base de l'estimation de France Domaines.

Les points principaux à retenir du tableau d'analyse des impacts sur les milieux physique, biologique et humain s'agissant des impacts plutôt négatifs sont les suivants :

- Faune/Flore : deux arbres seront potentiellement touchés dans le cadre du giratoire projeté. Néanmoins un arbre sera replanté.
- Foncier : acquisition d'une emprise partielle de parcelle privée afin de pouvoir réaliser les travaux.

### 72) Les avantages du projet

Le projet de réalisation d'un carrefour giratoire au niveau de l'intersection des rues nationale / Philippe de Hauteclocque / avenue Clémenceau vise à sécuriser et améliorer les circulations routières et ainsi fluidifier le trafic dans ce secteur.

Il permet également la requalification de l'espace public.

Il s'inscrit également dans le cadre du Grand Projet Urbain (GPU) de requalification du centre-ville d'Ollioules porté par la Commune d'Ollioules et la Métropole TPM.

Les points principaux à retenir du tableau d'analyse des impacts sur les milieux physique, biologique et humain s'agissant des impacts positifs sont les suivants :

Impact positif :

- Voirie, trafic et stationnement : amélioration et sécurisation des conditions de circulation routière. Un stationnement pour le transport de fond lié à l'agence bancaire sera réaménagé.

Impact plutôt positif :

- Qualité de l'air : améliore les conditions de circulation et fluidifie le trafic.
- Population : le projet n'implique aucune augmentation ou diminution de la population. Néanmoins, le projet renforce la sécurité et facilite les mouvements de croisement au niveau de l'intersection des rues nationale / Philippe de Hauteclocque / avenue Clémenceau.
- Sécurisation des déplacements piétons : le projet sécurise et facilite les circulations piétonnes par le réaménagement des trottoirs aux abords immédiats du giratoire.
- Activités : le stationnement nécessaire au transport de fond lié à l'agence bancaire sera réaménagé.
- Paysage : aménagement et requalification de l'espace public liés à la réalisation du carrefour giratoire.

Le projet permettra d'améliorer et de sécuriser les circulations routières et piétonnes au niveau de l'intersection des rues nationale / Philippe de Hauteclocque / avenue Clémenceau sur la commune d'Ollioules. Il participe ainsi à l'amélioration du cadre de vie du secteur et du centre-ville de manière générale.

### 73) LES NUISANCES ET LES MESURES POUR LES EVITER, LES REDUIRE OU LES COMPENSER

La notice explicative du projet apporte des précisions sur les nuisances et les mesures envisagées.

Elle précise notamment :

*« La réalisation des travaux dans un milieu urbain, à proximité d'habitations, ne peut se concevoir sans nuisances pour les riverains et les usagers.*

*Toutes les mesures seront néanmoins prises, tant au niveau de la programmation que de la réalisation pour réduire les conséquences négatives des travaux envisagés.*

*Ainsi l'utilisation des procédés de réalisation peu bruyants et permettant la réduction des émissions de*



*poussières sera systématiquement privilégiée.*

*La mise en place d'un plan de circulation permettra de limiter les nuisances sur le trafic avoisinant.*

*Des mises en alternat pourront être effectuées.*

*L'attention des entrepreneurs sera attirée sur la nécessité de limiter la gêne occasionnée aux riverains durant la durée des travaux.*

*Les circuits d'approvisionnement et d'évacuation des chantiers seront définis avant toute intervention pour limiter au maximum l'impact sur le chantier.*

*Il sera rappelé aux entreprises la nécessité de clôturer certaines parties du site du chantier afin d'interdire toutes pénétrations ou passages de piétons extérieurs.*

*Une signalisation adaptée sera mise en place si nécessaire.*

*Les entreprises devront prendre toutes les précautions pour limiter les chutes de matériaux ou dépôt de boues sur les voies publiques empruntées par leur matériel.*

*Elles effectueront en permanence les nettoyages et brossages nécessaires des sorties de chantier ou d'aires de stockage.*

*Les déchets et les déblais de chantier seront triés et évacués vers les décharges appropriées.*

*Toute pollution du milieu par des déversements volontaires ou accidentels sera évitée. »*

#### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS, NUISANCES

**Les précisions apportées dans la notice explicative permettent de dresser un bilan avantages/inconvénients du projet.**

**Les mesures décrites pour éviter, réduire voire compenser les nuisances du chantier sont précises et adaptées.**

**Je considère que les avantages du projet sont supérieurs aux inconvénients et qu'ils sont particulièrement bien appréhendés.**

#### 8- APPRECIATION DES DEPENSES

Le dossier d'enquête comporte un volet relatif au montant total estimatif des dépenses nécessaires à la réalisation du projet, le financement est assuré par MTPM.

Le montant total de la dépense prévisible à envisager pour le projet s'élève à la somme de 62 401 € TTC se décomposant comme suit :

- travaux d'aménagement public : les dépenses liées à l'aménagement du giratoire s'élèvent à 52 000 € HT, soit 62 400 € TTC,

- acquisitions foncières : évaluation de la parcelle concernée (selon l'avis de France Domaines en date du 27 septembre 2023) : 1 €

#### CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR L'APPRECIATION DES DEPENSES

**J'estime que le coût global apprécié est cohérent et adapté au projet.**

**Il me paraît supportable par MTPM.**





## 9- CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Estimant que l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointe se sont déroulées sans incident ;

Dans mes conclusions présentées préalablement, ayant analysé le projet de réalisation d'un giratoire rue Nationale/rue Philippe de Hautecloque/avenue Clémenceau sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin de vérifier s'il présente le caractère d'utilité publique :

Considérant que :

- la procédure d'enquête a respecté les dispositions de l'article L 123-1 du code de l'environnement qui stipulent : « l'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.. »,
- le dossier d'enquête publique est complet ;
- l'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions du Préfet du Var pris en date du 20 mai 2025 ;
- le projet qui consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel, est inclus dans le PLU/PADD de la commune d'Ollioules et cohérent avec le SCOT Provence Méditerranée de MTPM ;

D'une part j'estime que les objectifs du projet de :

- mettre en double sens la rue Philipe de Hautecloque,
  - améliorer la fluidité du trafic,
  - sécuriser la circulation,
  - requalifier cet espace public,
  - faciliter les déplacements piétons par la reprise de deux traversées piétonnes,
  - favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus,
- relèvent de l'intérêt général pour les usagers et les riverains ;

d'autre part je considère que la solution retenue est justifiée en l'absence d'alternative et d'échec aux négociations avec les propriétaires suite à l'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriétés ;

Constatant que :

- ce projet n'a pas suscité de nombreuses interventions du public, dont 2 interventions sur les 3 ont notamment signifié leur approbation à celui-ci ;
- la seule recommandation formulée par une personne publique associée a été prise en compte par le pétitionnaire ;
- les avantages de l'opération surpassent les inconvénients qui sont soit évités, soit réduits ou compensés comme précisé dans le dossier du pétitionnaire ;
- le coût estimé de l'opération n'est pas excessif eu égard à l'intérêt de celui-ci ;
- les atteintes à la propriété privée sont particulièrement limitées (68 m2) eu égard à l'intérêt général qui caractérise le projet, les propriétaires concernés n'ayant manifesté aucune opposition à l'expropriation au cours de cette phase d'enquête publique ;
- l'expropriation étant nécessaire en l'absence de solutions alternatives qui rendraient celle-ci inutile ;



Pour toutes les raisons énoncées et développées infra,  
étant fondé à considérer que le projet est opportun et qu'il mérite d'être mené à son terme,  
j'estime que l'utilité publique en vue de l'expropriation nécessaire à la réalisation du projet est démontrée,  
par ces motifs, sans réserve,

J'émet

## un avis favorable

à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation nécessaire à la réalisation d'un giratoire rue Nationale/rue Philippe de Hautecloque/avenue Clémenceau sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Jean-Christophe DELHAYE



## DEPARTEMENT DU VAR

### ENQUETE PUBLIQUE ET ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE

préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

à l'attention de Monsieur le Préfet du Var  
suite à la clôture de l'enquête publique et enquête parcellaire organisées  
du 19 juin au 07 juillet 2025.

### CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE SUR LA CESSIBILITE DE LA PARCELLE





## SOMMAIRE

### 1. Procès-verbal

- 11) Objet de l'enquête parcellaire conjointe
- 12) La procédure et le déroulement de l'enquête publique
- 13) Les observations du public
- 14) Détermination de la parcelle à exproprier

### 2. Avis motivé



**Remarque préalable :**

conformément aux dispositions de l'article R 123-19 du code de l'environnement, le présent procès-verbal et l'avis motivé sont présentés distinctement du rapport d'enquête publique avec enquête parcellaire conjointe.

Ils se rapportent à la cessibilité de la parcelle ou des droits réels immobiliers nécessaire à la réalisation du projet. Les conclusions et avis sur la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation sont produits séparément.

Conformément aux dispositions de l'article R 131-9 en qualité de commissaire enquêteur je dresse le procès-verbal de l'opération (paragraphe 1 ci-dessous) avant de donner mon avis motivé sur la cessibilité de la parcelle (paragraphe 2 ci-dessous) qui est nécessaire à la réalisation de celui-ci.

**1 PROCÈS-VERBAL****11) L'OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET DE L'ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE**

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 prescrit l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Ce projet a pour objectif de :

- mettre en double sens la rue Philippe de Hautecloque,
- améliorer la fluidité du trafic,
- sécuriser la circulation,
- requalifier cet espace public,
- faciliter les déplacements piétons par la reprise de deux traversées piétonnes,
- favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus.

Pour réaliser ce projet d'une surface totale de 530 m2 environ, TPM doit obtenir la maîtrise foncière d'une emprise partielle de la parcelle BZ 207p, soit une emprise totale à acquérir de 68 m2.

Des négociations à l'amiable avaient en effet été engagées auprès des propriétaires de l'immeuble concernés « Le Lys » mais elles n'avaient pu aboutir pour des motifs formels liés à l'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriétés.

La Métropole TPM (MTPM) a donc décidé de recourir à la procédure d'expropriation.

Aux termes de l'article L 131-1 du code de l'expropriation, les règles relatives à la recherche des propriétaires et des titulaires de droits réels concernés par l'expropriation pour cause d'utilité publique sont fixées par décret : R 131-1 à R 131-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'autorité compétente déclare cessible les parcelles ou les droits réels immobiliers dont l'expropriation est nécessaire à la réalisation de l'opération d'utilité publique. Elle en établit la liste, si celle-ci ne résulte pas de la déclaration d'utilité publique.

En l'espèce, la déclaration d'utilité publique fait l'objet de l'enquête publique à laquelle l'enquête parcellaire est conjointe. L'expropriant a donc établi la liste des propriétaires et de la parcelle concernée (article 4).

L'enquête parcellaire porte sur la cessibilité de cette parcelle.



## 2- LA PROCÉDURE ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

En application de l'article R 131-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriant, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, étant « en mesure avant la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire ainsi que la liste des propriétaires, l'enquête parcellaire peut être faite en même temps que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ».

C'est donc cette articulation juridique qui s'applique à l'opération en vue de la maîtrise foncière du terrain par MTPM afin de pouvoir réaliser ce projet de carrefour giratoire.

Le pétitionnaire rappelle dans la notice explicative du dossier d'enquête publique que des négociations amiables ont été engagées auprès des propriétaires concernés mais qu'elles n'ont pu aboutir faute de quorum lors des assemblées générales de copropriétés, justifiant ainsi sa décision de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique afin d'assurer la maîtrise foncière de toute l'emprise nécessaire à la réalisation du projet.

### 21) Désignation du commissaire enquêteur

Par décision numéro E25000036/83 du 25 avril 2025, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulon (83) m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour diligenter l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### 22) Organisation des enquêtes

Après coordination amont avec la Préfecture, la Métropole TPM, porteur du projet, et la mairie d'Ollioules, ces enquêtes ont été organisées et conduites du jeudi 19 juin 2025 00h01 au lundi 07 juillet 2025 24h00.

Elles ont comporté 3 permanences échelonnées sur différents jours de la semaine et tenues à la mairie d'Ollioules :

- jeudi 19 juin 2025 de 09h00 à 12h00 (ouverture de l'EP, au préalable, notamment, paraphe du registre et contrôle des dossiers, vérification de l'ouverture et du contenu du site dématérialisé ainsi que de l'adresse internet dédiée),
- mardi 01 juillet de 09h00 à 12h00,
- lundi 07 juillet de 09h00 à 12h00. Clôture le 07 juillet à 24h00 du registre dématérialisé sur le site internet des services de l'Etat.

### 23) Information du public

L'information du public a été assurée conformément aux dispositions réglementaires, dans les conditions suivantes :

Première parution de l'avis d'enquête publique dans deux journaux d'annonces légales au moins 15 jours avant le début de l'enquête, soit le 05 juin 2025 dans Var Matin et La Marseillaise.

Seconde parution dans deux journaux d'annonces légales dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit le 19 juin 2025 dans Var Matin et La Marseillaise.

La copie de ces articles de presse et des attestations de parution figurent en pièce-jointe du rapport.

L'information du public est complétée par :

- la parution de l'avis d'enquête et de l'arrêté du 20 mai 2025 sur le site internet de la préfecture du Var, autorité organisatrice des enquêtes, 15 jours au moins avant l'ouverture des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci :

(<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>)





-L'arrêté préfectoral et l'avis des enquêtes ont également, dès leur approbation, fait l'objet d'une communication permanente sur le site de la préfecture et de la commune d'Ollioules (intramuros.org) jusqu'à la fin de l'enquête.

-L'avis des enquêtes publiques est affiché à Ollioules sur les panneaux à la mairie d'honneur (accueil et façade), la mairie annexe (accueil et rue Loutin), place Honoré Estienne d'Orves sur le site concerné par les enquêtes (3 panneaux).

-L'arrêté préfectoral est affiché dans le hall d'accueil de MTPM à TOULON.

-J'ai constaté notamment à l'occasion de mes permanences la bonne information du public via ces affichages à MTPM ainsi qu'à Ollioules.

Deux rapports de constatation d'affichage et certificat d'affichage ont été établis par la mairie d'Ollioules. Un pour le début d'affichage le 04 juin 2025, celui de fin d'affichage le 07 juillet 2025.

MTPM a établi un certificat de début d'affichage de l'arrêté préfectoral le 20 mai 2025 et de fin d'affichage le 8 juillet 2025.

#### 24) Composition du dossier d'enquête parcellaire conjointe

Le dossier relatif à l'enquête parcellaire contient les pièces suivantes en application de l'article R 131-3 du code de l'expropriation :

- plan parcellaire (3 pages)
- état parcellaire (1 page)

### 3- LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

#### 31) Le registre parcellaire

Le registre d'enquête parcellaire à feuilles non mobiles a été ouvert, signé et clôturé par Monsieur le Maire d'Ollioules, siège et lieu de l'enquête.

Il a bien été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête du 19 juin au 07 juillet 2025, soit 19 jours consécutifs.

#### 32) Statistique et procès-verbal de synthèse des observations

Aucune intervention relative à l'enquête parcellaire n'a été effectuée, quelque soit le mode.

Aucune intervention n'est parvenue hors délai.

#### 33) Procès-verbal de synthèse

Le procès-verbal de synthèse a été rédigé par mes soins dans les 8 jours après la date de clôture des enquêtes le 08 juillet après avoir recueilli le registre clôturé par le maire d'Ollioules, en conformité avec les dispositions de l'article R 131-9 du code de l'expropriation, et le dossier d'enquête complet.

J'ai remis ce procès-verbal de synthèse des observations du public et mes observations complémentaires le 08 juillet 2025 en main propre au pétitionnaire MTPM (Monsieur MANDELLI, chef de service action foncière de MTPM et madame MAILLET, chargé d'opérations foncières).

Le mémoire en réponse m'est parvenu par courrier électronique le 11 juillet 2025, soit dans les 15 quinze jours impartis par l'article R 123-18 du code de l'environnement.

Ces documents sont joints au rapport.

#### 34) Analyse des observations du public

L'enquête parcellaire n'a fait l'objet d'aucune intervention du public, quelque soit le mode d'expression.



#### 4- DETERMINATION DES PARCELLES A EXPROPRIER

##### 41) Les notifications individuelles

Conformément aux dispositions de l'article R 131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, la notification individuelle de dépôt du dossier à la mairie a été faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au syndicat des copropriétaires de la parcelle figurant sur la liste qu'il a établie et dont il fait état dans le dossier d'enquête parcellaire.

Une fiche de renseignements à retourner par le syndicat des propriétaires était jointe à ce courrier en application de l'article R 131-7 du code de l'expropriation. Les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels, le cas échéant.

Le pétitionnaire MTPM ainsi que moi même avons vérifié le bon retour de l'avis de réception de cette lettre, jointe au rapport.

Le syndicat des copropriétaires a transmis la réponse au questionnaire le 04 juillet.

Aucune nouvelle notification individuelle n'a du être effectuée.

Il n'y a eu aucun défaut d'adressage ni pli non réclamé.

#### APPRECIATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

**J'estime que les propriétaires concernés ont eu les moyens d'accéder à l'information et de s'exprimer au cours de l'enquête parcellaire.**

**Je prends acte qu'aucune intervention n'a été effectuée pendant la durée de l'enquête ni hors délai, quelque soit le mode d'expression.**

**La parcelle à exproprier à défaut d'accord amiable est déterminée avec les précisions suffisantes.**

## 2 AVIS MOTIVÉ

Constatant d'une part

- que les conditions d'information des propriétaires concernés par l'expropriation de la parcelle ont été respectées et conformes aux dispositions de l'article R 131-5 du code de l'expropriation,
- que tous les propriétaires via le syndicat des copropriétaires ont été invités à exprimer leurs observations et/ou propositions sur le registre parcellaire et sur le registre dématérialisé ainsi qu'à me rencontrer au cours de mes permanences,
- que des démarches en vue de trouver des accords amiables sur l'acquisition de la parcelle ont été engagées par Métropole Toulon Provence Méditerranée avec le syndicat des copropriétaires sans que celles-ci aient pu être conclues, démarches conformes aux dispositions de l'article L 222-2 du code de l'expropriation autorisant les cessions amiables aussi bien sous l'empire de la DUP qu'antérieurement à celle-ci,
- que l'identification du syndicat des copropriétaires a été établie dans l'état parcellaire initial porté au dossier de l'enquête parcellaire conformément aux dispositions de l'article R 131-3 du code de l'expropriation,
- que le plan parcellaire joint au dossier d'enquête a été établi en indiquant clairement les surfaces d'emprise et l'identification des propriétaires,
- que la notification individuelle a été régulièrement transmise au syndicat des copropriétaires concerné par la cessibilité de la parcelle,



et considérant d'autre part :

- que l'emprise objet de l'enquête parcellaire conjointe correspond à la surface nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement du carrefour giratoire, la parcelle constituant une partie de « l'emprise de l'ouvrage projeté » (68 m<sup>2</sup> sur les 530 m<sup>2</sup> d'emprise totale du projet) et faisant l'objet de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique,
- que cette emprise ne dépasse pas les besoins requis et qu'elle est nécessaire à la réalisation de l'ouvrage,
- que le coût est supportable par l'expropriant MTPM,
- qu'il n'est pas excessif eu égard aux objectifs du projet notamment d'améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau,
- que je donne un avis favorable à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation,

Au vu de ces éléments dressés dans le procès-verbal de l'enquête parcellaire,  
de l'état parcellaire initial,  
du plan parcellaire,  
par ces motifs,

j'émet

## UN AVIS FAVORABLE

à l'emprise de l'ouvrage projeté consistant à permettre la réalisation d'un carrefour giratoire entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau, et à la cessibilité de la parcelle nécessaire à cette opération, au bénéfice de l'expropriant, la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Jean-Christophe DELHAYE







**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Annexe 1 A1 1/2

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**  
Bureau de l'environnement et  
du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

**20 MAI 2025**

prescrivant l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules, au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L1, L110-1, L121-1, L132-1, R111-1, R131-1, R131-2, R131-6 et R131-7 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R123-5 ;

Vu le décret du président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHE préfet du Var ;

Vu le décret du président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/56/MCI du 10 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté n°AE-F09321P0367 du 18 janvier 2022 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement disposant que le Grand Projet Urbain (GPU) de requalification du centre-ville d'Ollioules, prévoyant notamment le réaménagement des espaces publics, n'est pas soumis à étude d'impact ;

Vu la délibération n°23/11/314 du 16 novembre 2023 du conseil métropolitain décidant, notamment, d'approuver le projet du dossier d'enquête conjointe d'utilité publique et parcellaire nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement d'un giratoire à trois branches au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau à Ollioules, et autorisant le préfet du Var, si nécessaire, de déclarer cessible la ou les parcelles(s) nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement objet de la déclaration d'utilité publique, voire de recourir à la procédure d'expropriation en cas d'échec des négociations amiables ;



A1 2/3 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Vu la lettre du 10 juin 2024 de Métropole Toulon Provence Méditerranée sollicitant l'ouverture des enquêtes publique et parcellaire, préalables à déclaration d'utilité publique du projet précité et à la cessibilité des biens nécessaires à sa réalisation ;

Vu les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire produits le 27 juin 2024 à l'appui de cette demande, et complétés le 27 mars 2025 ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2025 ;

Vu la décision n°E25000036/83 du président du tribunal administratif de Toulon du 25 avril 2025 désignant M. Jean-Christophe DELHAYE, commissaire enquêteur, pour conduire ces enquêtes ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités du déroulement de l'enquête ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> : Objet des enquêtes

Conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, sur demande de Métropole Toulon Provence Méditerranée, il est procédé à une enquête d'utilité publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet présenté ci-dessous, avec, en vue de la cessibilité, son enquête parcellaire conjointe, sur le territoire de la commune d'Ollioules.

On entend par « enquêtes » : l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe.

#### I.- Le projet :

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Ce projet a pour objectifs de :

- mettre en double sens la rue Philippe de Hautecloque,
- améliorer la fluidité du trafic,
- sécuriser les circulations,
- requalifier cet espace public,
- faciliter les déplacements piétons par la reprise de deux traversées piétonnes,
- favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus.

#### II.- Le pétitionnaire :

Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9

#### III.- Décision(s) possible(s) :

1° Au terme de la procédure, des accords ou des refus pourront être formulés par arrêté du préfet du Var sur :

a) la déclaration d'utilité publique relative aux travaux et aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet ;



b) la cessibilité de tout ou partie d'immeubles ou de droits réels in réalisation du projet.

Ces décisions relèvent de la compétence du préfet du Var.

2° Métropole Toulon Provence Méditerranée est le bénéficiaire de l'expropriation.

## **Article 2 : Lieu, siège et dates des enquêtes**

Lieu des enquêtes : mairie d'Ollioules

Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules – Hôtel de Ville – Espace Pierre Puget – Service Urbanisme – Salon Europe – 2 place Marius Trotobas – 83190 OLLIOULES

Ces enquêtes se tiennent en mairie d'Ollioules, du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés), aux jours et heures indiqués dans le tableau suivant :

Lieu des enquêtes [siège]	Jours d'ouverture	Horaires
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville – Espace Pierre Puget 2 Place Marius Trotobas Service Urbanisme - Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage)  83190 OLLIOULES	Du lundi au vendredi	de 9h00 à 12h00

## **Article 3 : Publicité des enquêtes**

**I.- Par voie de presse :** Un avis d'ouverture des enquêtes, destiné au public, est inséré en caractères apparents, sur demande du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux publiés dans le département du Var, au moins huit jours avant l'ouverture des enquêtes et, en rappel à l'identique, dans les huit premiers jours de celles-ci.

**II.- Par voie d'affichage :** Cet avis et l'arrêté d'ouverture des enquêtes sont également publiés, en mairie d'Ollioules, par le maire, par voie d'affichage aux lieux habituellement réservés à cet usage ou éventuellement tout autre procédé en usage dans la commune, huit jours au moins avant le début des enquêtes et pendant toute leur durée.

Il est attesté de l'accomplissement de cette formalité par la production de deux certificats d'affichage, en début et en fin des enquêtes, délivrés par le maire.

### **III.- En ligne :**

L'avis est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Var, huit jours au moins avant l'ouverture des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci :

<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>

**IV.- Au recueil des actes administratifs du Var :** l'arrêté d'ouverture des enquêtes fait l'objet d'une publication.

## **Article 4 : Notifications de l'enquête parcellaire**

Les notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaire, en mairie d'Ollioules, sont faites par le pétitionnaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste des propriétaires jointe au dossier déposé, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par le pétitionnaire, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.





Les propriétaires, auxquels notification est faite par le pétitionnaire d'enquête parcellaire en mairie, sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

En cas de domicile inconnu, la notification est faite, en double copie, au maire de la commune du lieu de situation des biens qui en fait afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

#### **Article 5 : Désignation du commissaire enquêteur**

Le président du tribunal administratif de Toulon a désigné M. Jean-Christophe DELHAYE, commissaire enquêteur pour conduire ces enquêtes.

**Permanences :** Le public et les propriétaires peuvent s'adresser directement au commissaire enquêteur, lors de ses permanences en mairie d'Ollioules aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieu [siège]	Jours	Heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville Espace Pierre Puget Service urbanisme – Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 2 place Marius Trotobas 83190 OLLIOULES	Jeudi 19 juin 2025	9h00 - 12h00
	Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025	9h00 - 12h00
	Lundi 7 juillet 2025	9h00 - 12h00

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, les enquêtes sont interrompues. Le président du tribunal administratif de Toulon désigne un commissaire enquêteur remplaçant. La date de reprise des enquêtes est fixée en concertation avec le commissaire enquêteur remplaçant. Le public et les propriétaires intéressés sont informés de ces décisions dans les formes prévues à l'article 3.

#### **Article 6 : Consultation du dossier complet et observations du public**

I.- Le dossier des enquêtes est consultable pendant toute leur durée :

- 1° sur support papier en mairie d'Ollioules aux jours et heures précisés à l'article 2 ;
- 2° sur un poste informatique en mairie d'Ollioules, aux jours et heures précisés à l'article 2 ;
- 3° sur le site Internet des services de l'État dans le Var :  
<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>

II.- Des observations et propositions du public sur le projet peuvent être formulées et des renseignements peuvent être demandés, pendant toute la durée des enquêtes :

1° par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1<sup>er</sup> jour des enquêtes, à 0 h 01, au dernier jour des enquêtes, à 24 h, à l'adresse électronique suivante :  
[giratoire.olioules@administrations83.net](mailto:giratoire.olioules@administrations83.net)

Ces observations sont consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet suscité. Ne sont pris en considération que les courriels reçus pendant la période des enquêtes.

2° directement sur un des registres des enquêtes, à feuillets non mobiles, cotés et paraphés, tenus à disposition du public et des titulaires de droits réels, en mairie d'Ollioules, aux jours et heures précisés à l'article 2 ;



3° par lettre postale, adressée à l'attention du commissaire enquêteur en mairie d'Ollioules. Les observations formulées par voie postale sont annexées au registre d'enquête correspondant, tenu à la disposition du public ;

4° directement auprès du commissaire enquêteur lors des permanences qu'il assure, en mairie d'Ollioules, aux jours et heures indiqués dans le tableau à l'article 5. Les lettres remises en main propre sont annexées au registre d'enquête correspondant.

### **Article 7 : Rôle du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a pour mission de conduire les enquêtes de manière à permettre au public, aux propriétaires concernés et aux tiers intéressés de disposer d'une information complète sur le projet et de participer effectivement au processus de décision.

Il paraphe le dossier complet et les registres des enquêtes, à feuillets non mobiles, cotés.

Il peut entendre toute personne concernée par le projet qui en fait la demande et auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information. Le refus éventuel, motivé ou non, ou l'absence de réponse, est mentionné dans son rapport.

### **Article 8 : Clôture des enquêtes**

À l'expiration du délai des enquêtes, le maire clôt et signe les registres des enquêtes. Le maire remet le dossier avec les registres et les documents annexés, dans les 24 heures, au commissaire enquêteur.

### **Article 9 : Rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur**

#### **I.- Rédaction**

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement des enquêtes et examine les observations et les propositions recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier des enquêtes, une synthèse des observations du public ou des propriétaires, une analyse des propositions produites durant les enquêtes, les observations éventuelles du pétitionnaire en réponse aux observations du public ou des propriétaires.

Le commissaire enquêteur consigne, pour chaque décision, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Ses avis portent sur l'utilité publique du projet et sur l'emprise des ouvrages projetés. Il précise s'ils sont favorables, favorables sous réserve(s) ou défavorables.

#### **II.- Transmission**

Dans le délai de trente jours, à compter de la date de clôture des enquêtes, le commissaire enquêteur remet le rapport et les conclusions motivées, accompagnés du dossier et des registres des enquêtes, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var.

Le commissaire enquêteur transmet simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au président du tribunal administratif de Toulon.

### **Article 10 : Diffusion du résultat des enquêtes**

Le préfet adresse copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur au maire d'Ollioules et à Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ces documents sont tenus à la disposition du public, sans délai, pendant un an à partir de la date de clôture des enquêtes :

- en mairie d'Ollioules ;
- au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ;



A1 6/3 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

- sur le site Internet des services de l'État dans le Var :

<http://www.var.gouv.fr/toutes-les-enquetes-publiques-cloturees-r2082.html>

**Article 11 : Exécution du présent arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire d'Ollioules, le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président du tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

20 MAI 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Lucien GIUDICELLI







**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

A1 7/8 scb

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

Affaire suivie par : Milena CHAREYRE

☎ : 04-94-18-84-33

@ : [milena.chareyre@var.gouv.fr](mailto:milena.chareyre@var.gouv.fr)

Toulon, le 20 mai 2025

**Lettre adressée par voie électronique avec AR**

Monsieur,

Le 25 avril 2025, vous avez accepté d'être désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe, préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et à la cessibilité des parcelles ou des droits réels immobiliers, nécessaires à l'aménagement d'un carrefour giratoire au croisement des rues Nationale et Philippe de Hautecloque avec l'avenue Clemenceau, au bénéfice Métropole Toulon Provence Méditerranée, sur le territoire de la commune d'Ollioules.

Comme convenu lors des échanges avec mes services, je vous transmets, pour attribution, une copie de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2025 prescrivant l'ouverture de ces enquêtes. Ces enquêtes se dérouleront en mairie d'Ollioules, du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus.

Le dossier complet (version papier) du projet vous a été remis, en préfecture, le jeudi 15 mai.

Je précise que l'avis destiné au public paraîtra dans les journaux Var-Matin et La Marseillaise, au plus tard le 5 juin 2025 et pour rappel, le 19 juin 2025.

Je vous remercie d'avoir accepté cette mission et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

M. Jean-Christophe DELHAYE

Pour le préfet et par délégation  
Le chef de bureau

David DOLIQUE



A1 8/8 CD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

25/04/2025

N° E25000036 /83

LA MAGISTRATE EN CHARGE DES ENQUETES  
PUBLIQUES

### E- Décision désignation commission ou commissaire du 25/04/2025

Vu la lettre, enregistrée le 22/04/2025, par laquelle le préfet du Var demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique parcellaire conjointe, ayant pour objet :

*D'une part, la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions immobilières et, d'autre part, la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels immobilier nécessaires à la réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale, de la rue Philippe Hautecloque et de l'avenue Clémenceau, sur la commune d'Ollioules ;*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Mme Hermine LE GARS en qualité de magistrate déléguée aux enquêtes publiques ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : Monsieur Jean-Christophe DELHAYE est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3** : La présente décision sera notifiée au préfet du Var, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, maître d'ouvrage et à Monsieur Jean-Christophe DELHAYE, commissaire enquêteur.

Fait à TOULON, le 25/04/2025

La magistrate désignée,



Hermine LE GARS



Annexe 2 3/12 50

## DEPARTEMENT DU VAR

### PROCES VERBAL DE SYNTHESE

à l'attention de Monsieur le Président de Métropole Toulon Provence Méditerranée  
suite à la clôture de l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire  
du 19 juin au 07 juillet 2025.

Ce procès verbal de synthèse, destiné au porteur de projet qui dispose de deux semaines pour y répondre dès réception, est établi dans le cadre de l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clémenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeuble ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'OLLIOULES au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Il s'applique à notifier les interventions exprimées par le public au cours des enquêtes et les avis des personnes publiques associées (PPA) avant sa clôture.

Il s'articule en trois parties : climat général de l'enquête, synthèse de l'intervention du public, les avis formulés par les PPA.

Il est finalisé par un encadré relatif aux demandes du commissaire enquêteur (CE).

#### 1. Climat général de l'enquête

Ces enquêtes ont été organisées et conduites du jeudi 19 juin 2025 00h01 au lundi 07 juillet 2025 24h00.

Elles ont comporté 3 permanences échelonnées sur différents jours de la semaine et tenues à la mairie d'OLLIOULES :

- jeudi 19 juin 2025 de 09h00 à 12h00 (ouverture des enquêtes, au préalable, notamment, paraphe du registre d'EP préalable à la DUP par moi même et celui de l'enquête parcellaire par Monsieur le Maire, contrôle des dossiers, vérification de l'ouverture et du contenu du site dématérialisé ainsi que de l'adresse internet dédiée),
- mardi 01 juillet de 09h00 à 12h00,
- lundi 07 juillet de 09h00 à 12h00, clôture des registres des enquêtes à 24h00. Clôture le 07 juillet à 24h00 du registre dématérialisé sur le site internet des services de l'Etat.

Total des interventions du public :

- Enquête publique préalable à la DUP :

3 interventions du public ont été effectuées : 1 lors des permanences, 1 à la mairie en dehors des permanences, 1 via l'adresse internet dédiée, aucune par courrier postal ou déposée en mairie.

- Enquête parcellaire :

Aucune intervention quelque soit le mode de saisine.





En complément il convient de noter les visites de consultations et éventuels téléchargements des documents composant les dossiers des enquêtes à partir du registre dématérialisé mis en ligne sur le site de la Préfecture et de la mairie d'OLLIOULES.

Les éléments chiffrés de ces consultations dématérialisées n'étant pas parvenu au moment de la rédaction de ce procès-verbal de synthèse, ils seront intégrés au rapport.

Les relations avec les interlocuteurs directs du dossier ont été très bonnes : madame CHAREYRE de la Préfecture, madame MAILLET de MTPM et mesdames GANDRILLE et FONTANA de la mairie d'OLLIOULES.

Il convient également de souligner la grande qualité de l'accueil du personnel de la mairie.

Les conditions organisationnelles et matérielles des enquêtes ainsi que des 3 permanences ont été très bonnes.

Aucun incident n'est à déplorer pendant l'enquête.

## 2. Intervention du public

Les enquêtes ont fait l'objet des interventions décrites ci-après.

A1) Interventions enquête publique préalable à la DUP

A121) Intervention de madame Françoise HERVIEUX, permanence du 19 juin 2025.

Madame HERVIEUX se présente à la permanence pour demander des informations complémentaires concernant le projet de giratoire.

Je lui fournis les explications au travers du dossier.

Elle estime que la réalisation du projet sera une amélioration de la circulation rue Nationale où elle réside.

*Observation du CE : je prends note de cette intervention favorable au projet.*

A122) Intervention de madame ORDANO

Madame Nadine ORDANO s'est présentée à l'accueil de la mairie d'OLLIOULES le 20 juin, hors permanence du CE. Elle a mentionné sur le registre que « la circulation devrait être plus fluide » avec ce giratoire, qu'elle est « favorable à sa réalisation ».

*Observation du CE : je prends note de cette intervention favorable au projet.*

A123) Intervention de monsieur LEHMANN

M Gilles LEHMANN a transmis le 23 puis un complément le 24 juin via l'adresse dédiée de l'enquête publique une contribution signée « un des animateurs du collectif pour l'essor du vélo à Toulon ».

Il évoque plusieurs points :

a) il souligne que la présentation du dossier quant à la « réduction de la pollution et du bruit générée par l'amélioration de la fluidité du trafic avec le giratoire est une spéculation ». Il considère notamment que l'augmentation du trafic provoquera à l'opposé plus de pollution et de bruit pour les riverains.

b) il précise par ailleurs que le « sort des cyclistes n'est simplement pas envisagé en partant du simple constat qu'il n'y a pas actuellement d'aménagements cyclables ». Il considère qu'« il s'agit là d'un manquement aux obligations imposées par la loi LOM ».

c) compte tenu de la création du parking de 700 places avec des emplacements vélo, il évoque la proposition faite par le collectif pour « l'essor du vélo à Toulon » d'en faciliter l'accès. Il propose la création d'un pont ou « passerelle légère » au dessus de la Reppe en aval du pont existant et d'un contre sens cyclable sur le nord du chemin de Saint Roch afin de permettre notamment un itinéraire nord vers Toulon ou sud vers Sanary. Il considère que « cet accès facilité des modes actifs au Grand Projet Urbain pourrait fluidifier le trafic, réduire le bruit et la pollution et améliorer le confort et la sécurité des piétons et cyclistes ».



A2 3/22 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le Jean-Christophe DELHAYE

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

EP n° 25000036/83 juin-juillet 2025 OLLIOULES

Commissaire enquêteur

d) il propose enfin de « combiner un nouveau plan de circulation avec une adaptation des entrées-sorties du parking, qui sera la source principale du trafic, en direction des villes Toulon et Sanary »

*Observation du CE : je demande à MTPM de bien vouloir apporter son analyse et les éléments réponse à ces différents points soulevés par monsieur LEHMANN.*

B) Intervention enquête parcellaire.  
Aucune intervention n'a été effectuée.

### 3. Avis des personnes publiques associées (PPA)

#### 31) DDTM :

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer précise dans sa réponse du 20 juin 2024 à la saisine de la Préfecture du Var du 13 juin 2024 que « compte tenu de la situation du projet, en plein cœur de ville, sur une zone déjà artificialisée, hors périmètre PPRI de la Reppe et aux regard des objectifs affichés et du caractère relativement modeste de l'opération, le projet porté par la Métropole TPM n'appelle pas d'observations ».

Elle souligne : « il est noté que la Métropole TPM s'engage, dans le cadre du projet, à respecter les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1, sachant que l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet ».

#### 32) SDIS :

Dans sa réponse du 28 juin 2024 à la saisine de la Préfecture du Var, le SDIS du Var précise qu'il n'a pas de remarque à formuler car le PI OLS 60 se trouvant à proximité n'est pas impacté et que le projet ne compromet pas le passage des engins de secours et respecte les caractéristiques des normes engins.

### Demandes du CE

Compte tenu des points soulevés pendant les enquêtes, de l'analyse des avis des personnes publiques associées, des entretiens divers et des réponses apportées, le CE demande à monsieur le Président de Métropole Toulon Provence Méditerranée de bien vouloir :

#### A) Enquête publique préalable à la DUP :

- 1) lui apporter son analyse et les éléments réponse aux différents points soulevés par monsieur LEHMANN (paragraphe A123),
- 2) lui confirmer la bonne prise en compte du respect de la servitude d'utilité publique AC1 soulignée par la DDTM (paragraphe 31).

B) Enquête parcellaire :  
Aucune demande

Remis en main propre ce jour le 03/07/2025  
S.C DELHAYE

M. MAILLET  
MTPM



A2 4/12 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



## BORDEREAU DE TRANSMISSION

**Affaire suivie par :**

DGA Finances et Moyens  
Claude WEISSE Directeur Général Adjoint  
Direction de l'Immobilier et du Foncier  
Claire HUMMEL  
Service Action Foncière  
Michel MANDELLI

**Contact :**

Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO  
04.94.05.57.93

N/REF : DIF/AF/ASM

**DESTINATAIRE :**

**Jean-Christophe DELHAYE**  
**Commissaire Enquêteur**

**EXPÉDITEUR : Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO**

**OBJET : Enquête publique conjointe-Réalisation d'un giratoire au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'Avenue Clémenceau. Mémoire en réponse au PV de synthèse du commissaire-enquêteur remis en main propre le mardi 8 juillet 2025.**

**PIECES TRANSMISES :**

Par la présente, je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, 2 exemplaires du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse produit par Monsieur le Commissaire enquêteur.

Je vous en souhaite bonne réception et je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO  
Chargée d'opérations foncières

Fait à Toulon, le 15 juillet 2025





Métropole   
**Toulon Provence**  
**Méditerranée**

MAITRE  
D'OUVRAGE

# REALISATION D'UN GIRATOIRE ENTRE LES RUES NATIONALE, RUE PHILIPPE DE HAUTECLOQUE ET AVENUE CLEMENCEAU SUR LA COMMUNE D'OLLIOULES

ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE

MEMOIRE EN REPONSE DU MAITRE D'OUVRAGE AU  
PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS  
FORMULEES PAR LE PUBLIC

Le présent mémoire en réponse expose les observations et propositions (cf. texte tramé de gris) de la Métropole formulées en retour après avis de la commune d'Ollioules au regard du procès-verbal de synthèse.





A2 6/22 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

EP n° 25000036/83 juin-juillet 2025 OLLIOULES

## 1 - Observations relevant de l'enquête publique préalable à la DUP :

### Observation n° 1 :

#### « A123) Intervention de monsieur LEHMANN

M Gilles LEHMANN a transmis le 23 puis un complément le 24 juin via l'adresse dédiée de l'enquête publique une contribution signée « un des animateurs du collectif pour l'essor du vélo à Toulon ». Il évoque plusieurs points :

- a) *il souligne que la présentation du dossier quant à la « réduction de la pollution et du bruit générée par l'amélioration de la fluidité du trafic avec le giratoire est une spéculation ». Il considère notamment que l'augmentation du trafic provoquera à l'opposé plus de pollution et de bruit pour les riverains.*
- b) *il précise par ailleurs que le « sort des cyclistes n'est simplement pas envisagé en partant du simple constat qu'il n'y a pas actuellement d'aménagements cyclables ». Il considère qu' il s'agit là d'un manquement aux obligations imposées par la loi LOM».*
- c) *compte tenu de la création du parking de 700 places avec des emplacements vélo, il évoque la proposition faite par le collectif pour « l'essor du vélo à Toulon » d'en faciliter l'accès. Il propose la création d'un pont ou « passerelle légère » au-dessus de la Reppe en aval du pont existant et d'un contre sens cyclable sur le nord du chemin de Saint Roch afin de permettre notamment un itinéraire nord vers Toulon ou sud vers Sanary. Il considère que « cet accès facilité des modes actifs au Grand Projet Urbain pourrait fluidifier le trafic, réduire le bruit et la pollution et améliorer le confort et la sécurité des piétons et cyclistes ».*
- d) *il propose enfin de « combiner un nouveau plan de circulation avec une adaptation des entrées-sorties du parking, qui sera la source principale du trafic, en direction des villes Toulon et Sanary»*

### Éléments de réponse du porteur de projet :

a) S'agissant de la réduction du bruit et de la pollution, d'après l'étude réalisée, l'impact sur l'environnement et sur la qualité de vie sera amélioré grâce au giratoire.

Dans le projet global, bien que ce soit hors champ de l'enquête publique, des précisions peuvent être apportées.

Avec le sens unique actuel, le flux de véhicule doit obligatoirement traverser les voies du centre-ville créant une saturation rapide et occasionnant divers désagréments (embouteillage, bruit, pollution).

Avec la mise en double sens de la rue de Hauteclocque, les voies du centre-ville (rue Nationale, avenue du Général de Gaulle, haut de la rue de la république) seront délestées du flux passager quotidien transitant sur notre commune venant s'ajouter au flux lié aux écoles situées en cœur de ville (environ 1.160 élèves scolarisés en centre-ville).

b) S'agissant du manquement à l'obligation d'aménagements cyclables dans le cadre de la loi LOM, ce point-là est hors champ de l'enquête publique.





A2 7/12 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

EP n° 25000036/83 juin-juillet 2025 OLLIOULES

Néanmoins, la Métropole TPM s'investit dans la réduction des gaz à effet de serre grâce aux choix opérés en matière d'aménagement du territoire, de mobilités et de déplacements et dans les réflexions autour du projet du GPU mené par la Ville d'Ollioules.

En matière d'aménagement durable du territoire, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Provence Méditerranée est le cadre de référence pour l'aménagement durable d'un vaste territoire de 32 communes comprenant notamment la Métropole TPM. Elaboré par le Syndicat Mixte SCoT Provence Méditerranée, il met en perspective les choix de développement et d'aménagement urbain durables établis pour la période 2018-2030.

Dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accompagne la ville d'Ollioules dans la requalification de son centre-ville dont les objectifs sont les suivants :

- la requalification de l'entrée de ville.
- une offre de stationnement repensée et un apaisement des circulations en faveur des modes doux.
- l'implantation d'équipements culturels structurants.

L'objectif de la ville étant de créer un écoquartier culturel intégrant la nature en ville sur le site élargi des parkings LEMOYNE et MALRAUX.

Le projet est engagé dans une démarche de développement durable avec une labellisation « Quartier Durable Méditerranéen » niveau Argent et « Bâtiment Durable Méditerranéen » niveau Argent et le nouvel équipement public développera des bornes de recharges électriques pour les voitures et les vélos.

En matière de mobilités, la loi d'orientation des mobilités (aussi appelée LOM), en vigueur depuis le 24 décembre 2019, vise à faciliter les déplacements quotidiens des Français via des solutions de transport mieux adaptées, tout en favorisant une mobilité durable accessible à tous et plus respectueuse de l'environnement.

A ce titre, le Plan de Déplacements Urbains constitue l'outil cadre de la Métropole pour définir et programmer les actions mises en œuvre en matière de mobilité sur le territoire métropolitain. Il convient de citer notamment :

- Un pôle d'échange multimodal Ollioules/Sanary
- Modification et renforcement des lignes de transport en commun avec la nouvelle ligne 83 qui relie les Sablettes à la Gare d'Ollioules/Sanary ;
- Bornes de recharge électriques dans les grands équipements publics, les zones de stationnement en centre-ville, les parkings relais ;
- Aménagements d'itinéraires cyclables qui ont presque doublé depuis l'approbation du dernier PDU en 2006 avec 328 kms d'aménagements cyclables (elle en comptait 125kms).

S'agissant de la ville d'Ollioules, on notera que :

- Les rues du centre-ville sont très étroites
- Le piéton sera encouragé dans le cadre de ce projet à rejoindre sur ses trajets du quotidien le centre-ancien via la zone de partage créée sur l'ensemble de la rue de Hauteclocque. Les stationnements créés sont voués tant aux équipements supra qu'au centre-ancien. Avec cette longue zone de partage créée, les usagers du parking sont incités à cheminer vers le centre-ancien, ses commerces et écoles par les nombreuses rues reliant le quartier culturel et le centre-ancien. L'usage du parking souterrain doit améliorer l'esthétique et la qualité de vie des résidents du centre-ville en supprimant in fine les très nombreux stationnements de surface créés notamment pendant cette période de chantier
- La mobilité douce piétonne est favorisée sur notre centre-ancien compte tenu de l'étroitesse des voies actuelles ne permettant pas cet aménagement, la forte circulation sur ces axes étroits et l'absence de pistes cyclables en amont et en aval du projet ne permettant aucune liaison possible et rendant les petites portions encore plus dangereuses pour les cyclistes.
- La loi LOM vise à améliorer globalement les déplacements du quotidien en rendant les mobilités plus simples. La Commune cherche dans le cadre de ce projet à privilégier le cheminement piéton sur l'ensemble de son centre-ancien, à favoriser notamment l'utilisation des transports en commun. Pour





EP n° 25000036/83 juin-juillet 2025 OLLIOULES

rappel, Ollioules est desservie par les réseaux de la Métropole (1 bus toutes les 7mn). Sur la voie de Hauteclocque sera repositionnée l'arrêt bus desservant directement les rues du centre-ancien.

- Le secteur concerné se situe en centre-ville, dans un environnement particulièrement contraint. Les emprises foncières disponibles sont très limitées, ce qui restreint les possibilités d'aménagement. Conformément à l'article L.228-2 du Code de l'environnement, les aménagements ont été conçus « en fonction des besoins et des contraintes de la circulation ». Dans ce contexte, les solutions retenues s'appuient sur les formes d'aménagement autorisées par la réglementation, telles que : une zone de rencontre, zone 30, plateau traversant.

- Des pistes cyclables sont en cours de déploiement sur les voies extérieures du centre-ville avec la métropole et le conseil départemental dans le cadre de réaménagements globaux de voirie (selon le plan des mobilités)

c) Concernant la passerelle et le contre sens cyclable, ces observations sont considérées comme hors cadre du périmètre de la DUP et donc considéré sans objet.

S'agissant des variantes, deux hypothèses ont été étudiées, avec et sans giratoire.

L'hypothèse sans giratoire générerait plusieurs points négatifs :

- Les déplacements routiers et la fluidité du trafic auraient été impactés de manière défavorable ;
- La sécurisation des déplacements, tant routiers que piétons, aurait également été affectée.
- Des impacts sur l'environnement et la qualité de vie étaient également à prévoir.

Ces effets négatifs sont atténués dans la variante avec giratoire. Le giratoire permettra de fluidifier le trafic en évitant le cœur du centre-ville. Il sera réalisé avec deux voies entrantes et trois voies sortantes, et sera franchissable.

Dans le projet global, bien que ce soit hors champs de l'enquête publique, des précisions peuvent être apportées. Le projet permettra la réalisation de 2 giratoires franchissables :

- à l'intersection de la rue de la République
- à l'intersection de la rue Nationale et de l'avenue Clemenceau

Ces 2 giratoires permettront de mettre la rue de Hauteclocque en double sens ce qui permettra lors des horaires de fortes affluences (matin et soir) de dévier les flux ne souhaitant pas traverser et saturer le centre-ville.

Entre les 2 giratoires créés, toute la rue de Hauteclocque deviendra une zone de partage 30 km/h. Le piéton sera prioritaire pour accentuer la fluidité piétonne entre la zone du quartier culturel de la Noria et le centre-ville.

d) Concernant les entrées et sorties du parking de La Noria, cette thématique est hors champ de l'enquête publique.

Néanmoins, elle a été abordée dans les réflexions autour du projet du GPU.

Le projet prévoit :

- Une trémie unique d'entrée et de sortie sur la rue de la République
- Une trémie d'entrée et de sortie sur la rue Philippe de Hauteclocque

Les usagers du quartier culturel la Noria peuvent arriver et partir tant dans la direction de Sanary que dans la direction de Toulon via les trémies mentionnées ci-dessus.

Toutes les activités de la Commune ne sont pas uniquement centrées sur le quartier culturel de la Noria. Le centre-ville continuera toute l'année les diverses activités menées à ce jour.



A2 9/12 JCB

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

EP n° 25000036/83 juin-juillet 2025 OLLIOULES

Le quartier culturel de la Noria sera un complément d'activité pour notre commune avec des équipements publics nouveaux. Le centre-ville ne sera pas défavorisé au détriment de ce nouveau quartier requalifié.

**Observation n° 2 :**

**« 31) DDTM :**

*La Direction Départementale des Territoires et de la Mer précise dans sa réponse du 20 juin 2024 à la saisine de la Préfecture du Var du 13 juin 2024 que « compte tenu de la situation du projet, en plein cœur de ville, sur une zone déjà artificialisée, hors périmètre PPRI de la Reppe et aux regards des objectifs affichés et du caractère relativement modeste de l'opération, le projet porté par la Métropole TPM n'appelle pas d'observations ».*

*Elle souligne : « il est noté que la Métropole TPM s'engage, dans le cadre du projet, à respecter les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1, sachant que l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet ».*

**Éléments de réponse du porteur de projet :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée confirme la bonne prise en compte des aspects juridiques liés au respect de la servitude **relative à la protection des monuments historiques classés ou inscrits (AC1)**.





**Sujet :** DUP création giratoire à trois branches - Commune d'Ollioules | saisine consultation  
**De :** DUPERRAY Lionel (Réfèrent Provence Méditerranée) - DDTM 83/Direction <lionel.duperray@var.gouv.fr>  
**Date :** 20/06/2024 15:26  
**Pour :** alexandre.khair-eddine@var.gouv.fr, DOLIQUE David - 83 VAR/PREFECTURE/DCPPAT/ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE <david.dolique@var.gouv.fr>  
**Copie à :** LEONARD Carine - DDTM 83/SPP <carine.leonard@var.gouv.fr>, "PRUDHON Xavier (Directeur Adjoint) - DDTM 83/Direction" <xavier.prudhon@var.gouv.fr>, "BOULET Laurent (Directeur) - DDTM 83/Direction" <laurent.boulet@var.gouv.fr>, "COUDERT Laetitia (Adjointe au Chef de Service) - DDTM 83/SPP" <laetitia.coudert@var.gouv.fr>, LESUEUR Eve (Chef de Pôle) - DDTM 83/SPP/PAU <eve.lesueur@var.gouv.fr>, ddtm-rt >> Référénts territoriaux - DDTM 83/Direction <ddtm-rt@var.gouv.fr>

Bonjour,

Vous avez bien voulu saisir la DDTM du Var, en date du 13 juin 2024, dans le cadre de la procédure d'instruction du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, avec enquête parcellaire conjointe, portant sur la réalisation d'un giratoire à trois branches au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hauteclocque et l'avenue Clémenceau sur la commune d'Ollioules.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, maître d'ouvrage, porte la réalisation d'un carrefour giratoire en centre-ville de la commune d'Ollioules dont la réalisation est rendue nécessaire afin d'améliorer et de sécuriser la circulation dans ce secteur et de permettre la mise en double sens de la rue Philippe de Hauteclocque. Le projet de giratoire a pour objectifs de :

- mettre en double sens la rue Philippe de Hauteclocque,
- améliorer la fluidité du trafic,
- sécuriser les circulations,
- requalifier cet espace public,
- faciliter les déplacements piétons, par la reprise de deux traversées piétonnes,
- favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus.

A ce titre, le projet est déclaré d'intérêt général.

Le projet s'inscrit en partie sur une parcelle privée que la Métropole Toulon Provence Méditerranée n'a pu acquérir à l'amiable faute d'absence de quorum lors des assemblées générales de copropriétés\*. En l'absence de quorum et donc d'acquisition à l'amiable, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est vue dans l'obligation de recourir à la procédure d'expropriation afin d'assurer la maîtrise foncière des emprises nécessaires au projet. Il s'agit plus précisément d'acquérir une emprise partielle de la parcelle cadastrée section BZ n°207p pour une surface d'environ 68 m² au total. Le montant total de la dépense prévisible à envisager pour le projet s'élève à la somme de 62 401 € TTC.

A2 10/12 CD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Le dossier de DUP présente 2 variantes : une variante au fil de l'eau dite "V0" qui consiste à ne réaliser aucun aménagement et une variante "V1", avec l'aménagement de ce giratoire à trois branches au niveau de l'intersection des rues nationale / Philippe de Hauteclocque / avenue Clémenceau, et la reprise des trottoirs.

La variante "V0" n'a pas été retenue laissant entrevoir de façon tendancielle (augmentation de la population et des déplacements) un statut quo voire une aggravation des problématiques d'engorgement des voies de circulation et de sécurisation des déplacements au Sud du centre-ville d'Ollioules. La variante "V1" qui correspond à un giratoire de rayon de 6,5 mètres, avec une largeur de chaussée de 5 m a été retenue permettant notamment d'améliorer la circulation, par un double sens, sur les branches en direction de la rue Philippe de Hauteclocque et de l'avenue Clémenceau mais aussi d'améliorer globalement la sécurité du carrefour avec l'aménagement des espaces publics et le réaménagement des deux traversées piétonnes de la rue Philippe de Hauteclocque, et de la rue nationale.

Compte-tenu de la situation du projet, en plein cœur de ville, sur une zone déjà artificialisée, hors périmètre du PPRI de la Reppe et au regard des objectifs affichés et du caractère relativement modeste de l'opération, le projet porté par la Métropole TPM n'appelle pas d'observations de la part de la DDTM du Var.

Il est noté que la Métropole TPM s'engage, dans le cadre du projet, à respecter les préconisations de la servitude d'utilité publique AC1, sachant que « l'architecte des Bâtiments de France a été consulté dans le cadre du Grand Projet Urbain et de la conception du projet ».

\* Syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée Section BZ n° 207, sise Impasse Pierre Renaudel à OLLIOULES (83190) représenté par le Cabinet GAMBIN IMMOBILIER – 36 Rue Picot à TOULON (83000) – agissant en sa qualité de syndic et lui-même représenté par Monsieur Gilles GAMBIN.

Vous en souhaitant bonne réception  
Bien cordialement,

--

**Lionel DUPERRAY**  
Réfèrent Provence Méditerranée  
Direction | Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var

244 avenue de l'infanterie de marine BP 501 83041 TOULON CEDEX 9  
Bureau : 0.4.14  
Tel : +33 494468313 - Mobile : +33 648710920  
[www.ecologie.gouv.fr](http://www.ecologie.gouv.fr)  
[www.var.gouv.fr](http://www.var.gouv.fr)



**Direction Départementale des  
Territoires et de la Mer du Var**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



A2 13/12 JCD

20/06/2024 15:20



**Sapeurs-Pompiers  
du Var**

---  
Direction départementale

A2 12/12 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

**GROUPEMENT DE LA RESILIENCE DES TERRITOIRES**

Service : Aménagement du Territoire

NUMERO :

Affaire suivie par : SF/VP/NP

Téléphone : 04 94 60 37 93

Le Muy, le **28 JUN 2024**

Le Directeur Départemental

à

A l'attention de Monsieur

Khair-Eddine

Préfecture du Var

Direction de la coordination des  
politiques publiques et de l'appui  
territorial- BEDD

**83070 TOULON CEDEX**

**Objet** : demande d'avis concernant la création d'un giratoire commune d'Ollioules.

**Référence** : votre courrier en date du 13/06/2024

Par courrier en date du 13 juin 2024, vous sollicitez l'avis du SDIS pour le dossier de DUP concernant l'aménagement du carrefour entre l'avenue Clémenceau, la rue Philippe de Hauteclocque et la rue nationale sur la commune d'Ollioules. L'objectif est de créer un carrefour giratoire afin d'améliorer la sécurité et les conditions de circulation notamment par la mise en double sens de la rue Philippe de Hauteclocque.

Après étude des pièces relatives au dossier, le PI OLS 60 se trouvant à proximité n'est pas impacté par les futurs aménagements. De plus, nous n'avons pas de remarques à formuler, ce projet ne compromettant pas le passage des engins de secours et respectant les caractéristiques des normes engins (cf. Arrêté du 31/01/1986 modifié).

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le sous-directeur prospective  
et préparation opérationnelle

Colonel Stéphane FARCY

DD SIS - 24 allée de Vaugrenier - ZAC les Ferrières - CS 20050 - 83490 le Muy - Tél: 04.94.60.37.00 - Fax : 04.94.60.37.09

Toute correspondance doit être adressée sous forme impersonnelle à Monsieur le directeur départemental





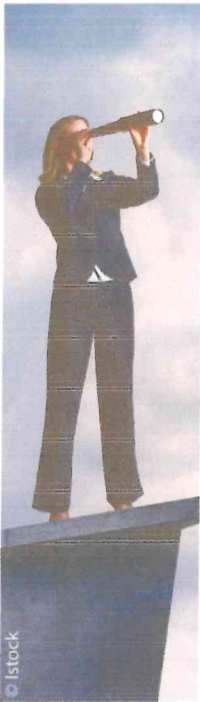
A3 1/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 05/06/2025

var-matin  
JEUDI 5 JUIN 2025

## LES ANNONCES



Passez votre annonce au  
**04.93.18.70.00**

### Demandes d'emploi

#### MAIRIE D'OLIVEIRA SPÉCIALISÉE

**JEUNE HOMME** Portugais, très bon peintre, sérieux, minutieux, cherche emploi tous travaux peintures intérieur et extérieur (volets, grilles, portails, façades). Tous secteurs. Tél. 06.29.03.95.52

**HOMME 25 ans d'expérience** cherche emploi tous travaux de maçonnerie, plâtre, placo, carrelage, plomberie, électricité, pose cuisine, peintures. Tél. 06.29.19.02.23

**Peintre, plâtrier, maçon, démolition, 40 ans d'expérience**, possédant camion benne, mini pelle, travail soigné, cherche emploi. Tél. 06.22.80.33.99

**PEINTRE QUALIFIÉ** recherche emploi pour de la rénovation : volets, portails, villa intérieur/extérieur. CESU. Tél. 06.45.40.20.19

**PEINTRE expérimenté** cherche emploi, travail soigné. Contacter Marc Tél. 06.03.03.00.73

#### HOTELLERIE, RESTAURATION

Personne sérieuse et compétente cherche place de chef, second ou cuisinier, service midi uniquement, sur Nice et alentours. Étude toutes offres. Tél. 06.08.00.73.78

**RETRAITE motivé, dynamique** cherche emploi plongeur saisonnier secteur Alpes Maritimes. Tél. 06.06.46.08.19

Vous recherchez une activité à temps partiel ?  
Un revenu complémentaire ?

**GROUPE nice-matin**  
RÉSEAU SOCIAL DEPUIS 1945  
recherche des  
**PORTEURS.SES DE PRESSE**

dont la principale fonction est de déposer nos journaux  
ou publications dans les boîtes aux lettres des abonnés

Pour les différents secteurs des Alpes-Maritimes et du Var

Vous êtes dynamique, ponctuel.le et rigoureux.se ? Rejoignez nos équipes  
logistiques, et participez activement au développement de notre quotidien !

Vous possédez le permis B et un véhicule ?

Vous avez de bonnes connaissances géographiques de la région ?  
Et avez idéalement une première expérience dans le domaine de la  
livraison ?

Pour cette activité nocturne, nous vous assurons  
une formation interne, ainsi qu'un CDI.  
Rejoignez-nous en nous écrivant  
par mail ou par courrier à :

recrutement@nicematin.fr  
GROUPE NICE-MATIN  
Service recrutement  
4 Chemin de l'Arenas  
Immeuble UNITY 06200 - NICE

## LES ANNONCES LÉGALES

### AVIS D'ENQUÊTES



#### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 20 mai 2025, sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe, préalable à (1) la déclaration d'utilité publique en vue des travaux du projet de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clemenceau et, d'autre part, (2) la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale, et Philippe de Hauteclouque avec l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée - Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre - CS 30538 - 83041 Toulon Cedex 9.

Le dossier complet comprend (1) un sous-dossier relatif à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et (2) un sous-dossier parcellaire en vue de la cessibilité des biens immobiliers et des droits réels nécessaires à la réalisation du projet.

M. Jean-Christophe DELMAYE est le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulon.

Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules. Les enquêtes s'y tiendront du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 16 jours consécutifs (exceptés samedis, dimanches et jours fériés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier est consultable : 1° sur un poste informatique au siège des enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessous et 2° sur support papier, en mairie d'Ollioules. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur un des registres d'enquête à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieu et siège des enquêtes	Ouverture		Permanence du commissaire enquêteur	
	Jours	Heures	Jours	Heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville - Espace Pierre Puget Service Urbanisme - Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 2 place Marius Trotabas 83100 OLLIOULES	Du lundi au vendredi	De 9h00 à 12h00	Jeudi 19 juin 2025	De 9h00 à 12h00
			Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025	De 9h00 à 12h00
			Lundi 7 juillet 2025	De 9h00 à 12h00

Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant toute la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes ou elles sont annexées à l'un des registres.

Le dossier peut-être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>

Le public pourra formuler ses observations par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1<sup>er</sup> jour des enquêtes, à 09h01, au dernier jour des enquêtes, à 24h00, à l'adresse électronique suivante : [giratoire\\_ollioules@administration83.net](mailto:giratoire_ollioules@administration83.net)

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public, en mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ainsi que sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Toutes-les-enquetes-publiques-clotures>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

**PUBLIEZ VOS ANNONCES LÉGALES**

Scannez le QR Code

**FACILITEZ VOUS LES FORMALITÉS !**

var-matin 04 93 18 71 49 - legales.a.nicematin.fr

Conformément à l'arrêté du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de la publication des annonces judiciaires et légales, le tarif ou caractère est fixé pour l'année 2025 à 0,87€ HT pour le Var Par dérogation, conformément à l'article 2 du présent arrêté, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 19 novembre 2021, certaines annonces légales font l'objet d'une tarification forfaitaire. Pour information, les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centralisée mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 janvier 1955 et régie par décret du 28 décembre 2012.



### AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté n°2025-16 du 23 mai 2025, le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence a prescrit une enquête publique relative au projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Fayence.

Caractéristiques principales de la révision du SCoT du Pays de Fayence :

La Communauté de communes du Pays de Fayence a approuvé le SCoT initial du Pays de Fayence le 9 avril 2019. Le Conseil communautaire a prescrit, le 8 juin 2021, la révision de son SCoT afin de tenir compte des évolutions législatives mais aussi de formuler une réponse concrète à l'urgence de la situation concernant les ressources en eau.

Afin que chacun puisse en prendre connaissance, un dossier et un registre d'enquête publique seront déposés pendant les 32 jours consécutifs de l'enquête publique, du vendredi 20 juin 2025 à 8 h au lundi 21 juillet 2025 à 17 h inclus :

Communauté de Communes du Pays de Fayence  
Le Mas de Tassy 1649 RD 19  
83440 Tourrettes  
Du lundi au vendredi de 9 h - 12 h00/14h - 17h

Le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet, à pour également les communiquer à l'attention du commissaire enquêteur par courrier postal à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique : [enquete publique 3327@registrepublic.fr](mailto:enquete publique 3327@registrepublic.fr)

Monsieur André VANTALON, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra le public les jours suivants :

Jour	Horaires
Le vendredi 20 juin 2025	9h00 - 12h00
Le mercredi 25 juin 2025	14h00 - 17h00
Le lundi 30 juin 2025	9h00 - 12h00
Le jeudi 10 juillet 2025	9h00 - 12h00
Le lundi 21 juillet 2025	14h00 - 17h00

Le public pourra également adresser ses observations et propositions sur le registre dématérialisé de l'enquête, sur son suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/3327>

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège de la Communauté de communes du Pays de Fayence (Mas de Tassy, 1649 Route Départementale 19, 83440 Tourrettes), aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de la Communauté de communes (<https://www.cc-paydefayence.fr>).

Le projet de révision du SCoT du Pays de Fayence, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, de l'avis de l'autorité environnementale et de l'avis des personnes publiques associées, sera soumis à la décision du Conseil communautaire pour approbation. Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence est responsable du projet et de la réalisation de l'enquête publique. Toute information concernant le projet pourra être obtenue auprès des services de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

Commune de Besse-sur-Issole

### ENQUÊTE PUBLIQUE

Relative à la déclaration de projet et mise en compatibilité  
du PLU pour le projet de parc photovoltaïque au lieu-dit Thèmes  
1ère parution

Par arrêté en date du 2 juin 2025, M. le Maire de Besse-sur-Issole a prescrit l'enquête publique relative à la déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU pour le projet de parc photovoltaïque au lieu-dit Thèmes.

L'enquête publique se déroulera en mairie durant 32 jours consécutifs, du lundi 23 juin 2025 à 8 h 30 au vendredi 25 juillet 2025 à 16 h 30 inclus.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture (du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 16 h 30).

Les informations et pièces relatives à l'enquête publique seront également disponibles sur le site internet de la commune : [www.besse-sur-issole.fr](http://www.besse-sur-issole.fr).

Durant cette période, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre déposé en mairie à cet effet ou par voie électronique à l'adresse suivante : [urbanisme.besse@besse.fr](mailto:urbanisme.besse@besse.fr).

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie aux jours et heures suivants :  
- Le lundi 23 juin 2025 de 8 h 30 à 12 heures (début de l'enquête) ;  
- Le mercredi 2 juillet 2025 de 8 h 30 à 12 heures ;  
- Le jeudi 10 juillet 2025 de 13 h 30 à 17 h 30 ;  
- Le mercredi 16 juillet 2025 de 8 h 30 à 12 heures ;  
- Le vendredi 25 juillet 2025 de 13 h 30 à 16 h 30 (fin de l'enquête).

L'arrêté d'enquête publique est consultable en mairie de Besse-sur-Issole.

Le Maire, Eric Collin.

**Offrez-vous chaque jour un rayon d'info**

FORMULE  
PAPIER + NUMÉRIQUE

**45%**  
de réduction\*

J'en profite au  
**04 93 18 28 85**

**var-matin**

\*soit 38,99€/mois, au lieu de 70,92€ (tarif kiosque)







### PUGET-SUR-ARGENS. Une marche blanche dimanche en hommage à Hichem Miraoui, victime d'un crime raciste

Ce dimanche à 15 heures, une marche blanche en hommage à Hichem Miraoui, sera organisé avec un départ à 15 heures devant le salon de coiffure « Facekoop Coiffure », rue du général de Gaulle à Puget-sur-Argens, où travaillait ce Tunisien de 46 ans, tué par balles samedi, victime d'un crime raciste. Dans une déclaration, la fédération PCF du Var annonce qu'elle se joindra à l'événement « nous appelons tous nos concitoyens empreints d'humanisme, à nous rejoindre massivement pour un dernier adieu à Hichem ». « Il règne dans le Var une atmosphère délétère, la parole raciste s'est libérée sur les réseaux sociaux et même dans la rue », poursuit le texte avant d'en appeler « aux autorités pour faire appliquer la loi. Tolérance zéro pour les racistes de tout poil ! ». PHOTO AFP

**ANNONCES LÉGALES**  
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**VAR**  
Tél. 04 91 57 75 74  
annonceslegales@lamarseillaise.fr



DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'environnement et du développement durable

#### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 20 mai 2025, sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe, préalable à (1) la déclaration d'utilité publique en vue des travaux du projet de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau et, d'autre part, à (2) la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale, et Philippe de Hautecloque avec l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel. Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9. Le dossier complet comprend (1) un sous-dossier relatif à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et (2) un sous dossier parcellaire en vue de la cessibilité des biens immobiliers et des droits réels nécessaires à la réalisation du projet. **M. Jean-Christophe DELHAYE est le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulon.** Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules. Les enquêtes s'y tiendront du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs (exceptés samedis, dimanches et jours fériés). Pendant la durée des enquêtes, le dossier est consultable : 1° sur un poste informatique au siège des enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessous et 2° sur support papier, en mairie d'Ollioules. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur un des registres d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieu et siège des enquêtes	Ouverture jours Heures	Permanences du commissaire enquêteur Jours heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville – Espace Pierre Puget Service Urbanisme – Salon Europe (1er étage) 2 place Marius Trolobas 83190 OLLIOULES	Du lundi au vendredi De 9h00 à 12h00	Judi 19 juin 2025 De 9h00 à 12h00  Mardi 1er juillet 2025 De 9h00 à 12h00  Lundi 7 juillet 2025 De 9h00 à 12h00

Un poste informatique est également mis à disposition à la Préfecture du Var pendant toute la durée des enquêtes. Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes où elles sont annexées à l'un des registres.

Le dossier peut-être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>. Le public pourra formuler ses observations par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1er jour des enquêtes, à 09h01, au dernier jour des enquêtes, à 24h00, à l'adresse électronique suivante : [giratoire.olioules@administrations83.net](mailto:giratoire.olioules@administrations83.net). Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public, en mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ainsi que sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Toutes-les-enquetes-publiques-cloturees>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

202512281

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

**ANNONCES LÉGALES**  
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**VAR**  
Tél. 04 91 57 75 74  
annonceslegales@lamarseillaise.fr



### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n°2025-16 du 23 mai 2025, le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fayence a prescrit une enquête publique relative au projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Fayence.

#### Caractéristiques principales de la révision du SCoT du Pays de Fayence :

La Communauté de communes du Pays de Fayence a approuvé le SCoT initial du Pays de Fayence le 9 avril 2019. Le Conseil communautaire a prescrit, le 8 juin 2021, la révision de son SCoT afin de tenir compte des évolutions législatives mais aussi de formuler une réponse concrète à l'urgence de la situation concernant la ressource en eau.

Afin que chacun puisse en prendre connaissance, un dossier et un registre d'enquête publique seront déposés pendant les 32 jours consécutifs de l'enquête publique, du vendredi 20 juin 2025 à 9 h au lundi 21 juillet 2025 à 17h inclus :

Communauté de Communes du Pays de Fayence  
Le Mas de Tassy 8349 RD 19  
83440 TOURRETTES  
Du lundi au vendredi de 9 h -12 h00/14h- 17h

Le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet, il pourra également les communiquer à l'attention du commissaire enquêteur par courrier postal à l'adresse ci-dessus ou par voie dématérialisée :

enquête-publique-6327@registredematerialisee.fr  
Monsieur André VANTALON, désignée en qualité de commissaire enquêteur, recevra le public les jours suivants :

Jour	Horaires
Le vendredi 20 juin 2025	9h00 – 12h00
Le mercredi 25 juin 2025	14h00 – 17h00
Le lundi 30 juin 2025	9h00 – 12h00
Le jeudi 10 juillet 2025	9h00 – 12h00
Le lundi 21 juillet 2025	14h00 – 17h00

Le public pourra également adresser ses observations et propositions sur le registre dématérialisé de l'enquête, sur le lien suivant : <https://www.registre-dematerialisee.fr/6327>

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège de la Communauté de communes du Pays de Fayence (Mas de Tassy, 8349 Route Départementale 19, 83440 TOURRETTES), aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de la Communauté de communes (<https://www.cc-paysdefayence.fr>).

Le projet de révision du SCoT du Pays de Fayence, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, de l'avis de l'autorité environnementale et de l'avis des personnes publiques associées, sera soumis à la décision du Conseil communautaire pour approbation.

Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays de Fayence est responsable du projet et de la réalisation de l'enquête publique. Toute information concernant le projet pourra être obtenue auprès des services de la Communauté de communes du Pays de Fayence.

202512282

### COMMUNE DE BESSE SUR ISSOLE

#### ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA DÉCLARATION DE PROJET ET MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU POUR LE PROJET DE PARC PHOTOVOLTAÏQUE AU LIEU-DIT THÈMES

Par arrêté en date du 2 juin 2025, Mr le Maire de Besse sur Issole a prescrit l'enquête publique relative à la déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU pour le projet de parc photovoltaïque au lieu-dit Thèmes.

L'enquête publique se déroulera en mairie durant 33 jours consécutifs, du lundi 23 juin 2025 à 8h30 au vendredi 25 juillet 2025 à 16h30 inclus. Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture (du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h30). Les informations et pièces relatives à l'enquête publique seront également disponibles sur le site internet de la commune : [www.besse-sur-issole.fr](http://www.besse-sur-issole.fr)

Durant cette période, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre déposé en mairie à cet effet ou par voie électronique à l'adresse suivante : [urbanisme.besse@orange.fr](mailto:urbanisme.besse@orange.fr). Le Commissaire Enquêteur recevra le public en mairie aux jours et heures suivants :

- le lundi 23 juin 2025 de 8h30 à 12h00 (début de l'enquête)
- le mercredi 2 juillet 2025 de 8h30 à 12h00
- le jeudi 10 juillet 2025 de 13h30 à 17h30
- le mercredi 16 juillet 2025 de 8h30 à 12h00
- le vendredi 25 juillet 2025 de 13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

L'arrêté d'enquête publique est consultable en mairie de Besse sur Issole.

Le Maire  
Éric Collin

202512301





# Ici, la prévention n'est pas un vain mot

## LA SEYNE-SUR-MER

L'association Apea organisait mercredi une journée porte ouverte à la villa Andrieu pour présenter ses domaines d'intervention auprès des jeunes.

Des éducateurs de la prévention et de la médiation sociale de l'Apea ont accueilli mercredi matin leurs partenaires dans le jardin de la villa Andrieu. L'occasion pour eux de détailler l'étendue de leur mission dans tous les champs d'intervention de l'association. « On va vers les jeunes et les familles, mais aussi dans les collèges et les lycées », explique Priscilla en évoquant notamment le travail sur la prévention des conduites à risques.

Un peu plus loin, Stéphane, du service Réussite éducative,

décrit le large éventail d'intervention auprès des élèves du CP à la 3<sup>e</sup> générale.

Blaise intervient, lui, sur le volet prévention spécialisée au cœur de la cité. « C'est un dispositif qui permet d'aller au contact du public sur son lieu de vie, de créer du lien sur le terrain avec les habitants, pour pouvoir justement agir en amont si des difficultés se présentent à eux », détaille-t-il, avec la conviction qu'une longue expérience n'a fait que conforter.

### Un phare dans la nuit

Une présence sur laquelle les jeunes savent pouvoir compter pour venir consulter, se confier. Avec en retour une écoute bienveillante et des propositions de solutions adaptées.

Alain, qui a en charge les structures du centre-ville, met en lumière l'accompagnement au logement, qui prend en charge une trentaine de jeunes à l'année, « un public un peu en rupture fa-

miliale ou d'emploi, voire les deux ». Un répit qui permet « de travailler avec eux une sortie dans de meilleures conditions que celles dans lesquelles ils sont rentrés », détaille le travailleur social. « On est justement là pour essayer, pendant ce passage un peu délicat, de faire en sorte que ça ne dégénère pas vers la rue », insiste-t-il.

Un travail reconnu dans les quartiers populaires, notamment ici à la cité Berthe, où Blaise confie suivre maintenant la 3<sup>e</sup> génération. Selon lui, « beaucoup de ceux qu'on a accompagnés lorsqu'ils étaient jeunes, et qui sont maintenant pères de famille, nous envoient des copains de leur fils qu'ils ont repérés comme étant en difficulté. On reste un peu un phare ».

« Le but, c'est de réussir à les mettre à l'aise pour qu'ils se sentent en confiance et en sécurité », confirme Sylvain, dont la mission dans le dispositif Respire est d'aller au contact dans les collèges. Un maillage indispensa-



Une journée de rencontre avec les partenaires dans le jardin de la villa Andrieu. PHOTO TT.

ble pour répondre à la détresse sociale qui s'amplifie. Le psychologue du Point santé écoute jeunes constate d'ailleurs une augmentation des symptômes, notamment chez les très jeunes. « Il y a quelques années, racontait-il, il pouvait y avoir quelques dysfonctionnements sur des enfants de 11-12 ans. Maintenant, il y a quand même un gros malaise chez

les 11-18 ans : on voit beaucoup de troubles dépressifs, beaucoup de scarifications... »

La directrice de l'association, Dominique Netti, constate-t-elle une hausse du public accompagné, dans un contexte de crise budgétaire et de baisse des subventions. « On attend d'être fixés pour 2025 », confie-t-elle. Thierry Turpin

**ANNONCES LÉGALES**  
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**VAR**

Tél. 04 91 57 75 74  
annonceslegales@lamarseillaise.fr



DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'environnement et du développement durable

### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 20 mai 2025, sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe, préalable à (1) la déclaration d'utilité publique en vue des travaux du projet de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clemenceau et, d'autre part, à (2) la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale, et Philippe de Hauteclouque avec l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9

Le dossier complet comprend (1) un sous-dossier relatif à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et (2) un sous dossier parcellaire en vue de la cessibilité des biens immobiliers et des droits réels nécessaires à la réalisation du projet.

M. Jean-Christophe DELHAYE est le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulon.

Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules. Les enquêtes s'y tiendront du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs (exceptés samedis, dimanches et jours fériés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier est consultable :

1° sur un poste informatique au siège des enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessous et 2° sur support papier, en mairie d'Ollioules. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur un des registres d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieu et siège des enquêtes	Ouverture jours Heures	Permanences du commissaire enquêteur Jours heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville – Espace Pierre Puget Service Urbanisme – Salon Europe (1er étage) 2 place Marius Trotobas 83190 OLLIOULES	Du lundi au vendredi De 9h00 à 12h00	Jeudi 19 juin 2025 De 9h00 à 12h00  Mardi 1er juillet 2025 De 9h00 à 12h00  Lundi 7 juillet 2025 De 9h00 à 12h00

Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant toute la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes où elles sont annexées à l'un des registres.

Le dossier peut-être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>

Le public pourra formuler ses observations par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1er jour des enquêtes, à 09h01, au dernier jour des enquêtes, à 24 h00, à l'adresse électronique suivante : [giratoire.olloules@administrations83.net](mailto:giratoire.olloules@administrations83.net)

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public, en mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ainsi que sur Internet à l'adresse suivante :

<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Toutes-les-enquetes-publiques-cloturees>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

202512262

## LA CRAU

### Fermeture administrative pour le restaurant le Café de la Gare

Le restaurant le Café de la Gare à La Crau fait l'objet d'une fermeture administrative d'urgence ordonnée le 13 juin par arrêté préfectoral. Les inspecteurs de la Direction départementale de la protection des populations du Var y ont découvert des locaux en mauvais état de maintenance et d'entretien, du matériel de cuisine sale, des produits stockés dans des conditions de température inadéquates et des produits alimentaires sans traçabilité interdisant toute enquête en cas de survenue d'une toxi-infection alimentaire collective. Des dispositifs de lavage hygiénique des mains étaient absents, de même qu'un plan de maîtrise sanitaire ou des procédures permettant de garantir les opérations de refroidissement rapide, de congélation, de conservation des denrées ainsi que le contrôle des huiles de friture. Le personnel de cuisine n'appliquait pas les bonnes pratiques d'hygiène pourtant rappelées dans les formations obligatoires pour ouvrir un restaurant. Celui-ci restera donc fermé jusqu'à constat de sa remise en conformité.

## SAINT-RAPHAËL

### Inauguration du barrage écreteur de crue de l'Aspé ce jeudi

Le préfet du Var et le président d'Estérel-Côte d'Azur agglomération inaugureront le barrage écreteur de crue de l'Aspé ce jeudi à 11h. Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (Papi) de l'Argens et des côtes de l'Estérel. Il vise à renforcer la protection des populations dans les zones exposées aux inondations. Ce barrage, constitué d'une digue en remblais de 190 m de long, 70 m de large et 15,5 m de hauteur, offre une capacité de stockage de 186 000 m<sup>3</sup>, l'équivalent de 74 piscines olympiques. Son coût s'élève à 7,4 millions d'euros. Il est financé par Estérel Côte d'Azur agglomération (5,2 millions d'euros) et l'État (2,2 millions d'euros).





# LES ANNONCES

Passez votre annonce au  
**04.93.18.70.00**

## Demandes d'emploi

### EMPLOYES DE MAISON

Femme très dynamique cherche em-  
ploi heures de ménage.  
Tél.05.48.06.32.65

### GARDE À DOMICILE

**GARDE MALADE A DEMEURER H24,  
DANIEL, HOMME DE CONFIANCE,**  
bonne éducation, discret, dévoué,  
spécialisé Alzheimer et maladie à  
corps de Levy, 30 ans expérience, ex-  
cellentes références, garderait à de-  
meure, 24h/24, personne âgée lourdement  
dépendante ou en fin de vie. Etu-  
die toutes propositions, courtois,  
moyenne ou longue durée. Daniel  
BAYLET. Tél.05.25.38.38.71.

**DAME 60 ans, dynamique, sérieuse et  
joyeuse** cherche poste : (cuisine,  
courses, promenades et loisirs) pour  
servir une dame âgée et malade, 24h/  
24, même dans autre ville ou contin-  
ent. Parle français et anglais. Per-  
mis B, véhicule. Tél.05.76.59.60.50.

**AUXILIAIRE DE VIE, sérieuse, cherche  
emploi** auprès de personnes âgées, 20  
ans d'expérience à domicile et en mai-  
son de retraite. Aide à la vie quoti-  
dienne (soins, toilette, tâches ménag-  
ères...). Disponible de suite. Ssecteur  
NICE et MONACO. Tél.05.58.88.00.24

**AUXILIAIRE DE VIE** sérieuse, véhicu-  
lée, avec expériences contrôlables,  
cherche emploi chez personnes âgées  
après-midi et nuit : petit ménage, pe-  
tite cuisine. Ssecteur Nice, Monaco.  
Tél.07.53.93.73.76

**AUXILIAIRE DE VIE** cherche poste  
garde personne âgée jour, nuit et  
week-end. 30 ans d'expérience, gen-  
tille, compétente, patiente. Permis B +  
voiture. Pas sérieux s'abstenir.  
05.52.52.90.51 - 05.55.89.09.57.

**DAME expérimentée** secteur médical,  
minutieuse, sérieuse, volente et per-  
mie B, cherche emploi GARDE per-  
sonnes âgées, voyages, nuit, week-  
end, semaines de place de dame de  
compagnie. Tél.05.27.32.80.48.

**DAME sérieuse** avec expérience  
cherche emploi garde de personne  
âgée jour ou nuit, loge/ménage, com-  
pagnie, repas. Véhicule. Tél :  
07.65.15.71.37

**INFIRMIERE** en retraite, sérieuse,  
compétente, références, garde per-  
sonnes âgées, jour - nuit - week-end.  
Tarif auxiliaire de vie. Ssecteur Dracé-  
nie et environs. Tél.07.65.33.09.55

Femme véhiculée avec références,  
expérience, cherche heures de mé-  
nage Nico Fabron/Colomars et garde  
de nuit de personne âgée secteur 06  
et Monaco. Tél.05.52.76.50.75.

**AUXILIAIRE DE VIE, avec références,  
20 ans d'expérience, cherche emploi :**  
garde de personnes âgées, ménage mé-  
dicalisées, libre jour, nuit, week-end.  
Tél. 06.58.09.66.31.

## GARDIENNAGE, SÉCURITÉ

**MONSIEUR** avec sérieuses réfé-  
rences contrôlables, cherche poste  
de gardien de villa dans les Alpes  
Maritimes. Tél : 06.41.42.66.55

## MAÎNS D'ŒUVRE SPÉCIALISÉES

**MACON QUALIFIE** outillé, cherche  
emploi : excellent tailleur de pierres  
sèches, construction de murs de sou-  
tèment, décoration, toute étanchéi-  
té, rénovation piscine, carrelage, la-  
çade, clôture de jardin, maçonnerie  
générale. Tél. 07.63.45.62.60.

Jardinier. Jeune homme de 29 ans  
cherche poste et propose ses services  
en Débroussaillage, taille de haies.  
Se déplace gratuitement pour un de-  
vis. Tél.05.59.95.24.28. Ssecteur d'acti-  
vité 06.

**RENOVATION, menuiserie, placards,  
dressing, cuisine, S4R à l'italienne,  
peintures, BA13, plomberie, revête-  
ment de sol. Garanties, prix. Cherche  
poste sur Dep.05 et 83. Francis  
07.83.09.71.03.**

Elagage, abattage d'arbres, tailles de  
haies, entretien, évacuation de tous  
les déchets, travaux spécifiques avec  
escelle. Cherche emploi, se déplace  
dans tout le Var. Devis gratuit.  
Tél.07.69.75.01.03. Mr Kevin

**JEUNE HOMME** Portugais, très bon  
peintre, sérieux, minutieux, cherche  
emploi tous travaux peintures inté-  
rieur et extérieur (volants, grilles, por-  
tails, façades). Tous secteurs.  
Tél.07.80.39.95.52

**HOMME diplômé** maçonnerie gé-  
nérale : carrelage, peinture, placé,  
démolition, plomberie, marbre, électri-  
cité, rénovation salle de bain, cuisine et  
parquet. Cherche emploi.  
Tél.05.10.45.01.08

Travaux de peinture extérieure, rava-  
lement de façade, peinture volets,  
boiseries. Tout entretien extérieur.  
Déplacement et devis gratuits. Cherche  
emploi. Tél.07.69.75.01.03.

**JARDINIER sérieux, efficace, pour un  
beau jardin ou une belle terrasse,  
cherche emploi pour remise  
en état, taille d'oliviers et fruitiers.**  
Travail soigné. Tél.05.63.61.40.31

**PEINTRE QUALIFIE** recherche emploi  
pour de la rénovation : volets, portails,  
villa intérieurs/extérieurs. CESU.  
Tél : 06.45.40.20.19

**MACON Carreleur** cherche emploi ré-  
novation : peinture, carrelage, dal-  
lage, enduit traditionnel et tous types  
de maçonnerie. Tél.07.53.13.50.62

## HOTELLIER, RESTAURATION

**CHEF DE CUISINE** disponible, re-  
cherche emploi. Sur 05 horaire conti-  
nu, sur 83 poste logé pour la saison.  
Etude toutes propositions.  
Tél.06.14.36.50.87.

# LES ANNONCES LÉGALES

Conformément à l'arrêté du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021  
relatif à la tarification et aux modalités de la publication des annonces judiciaires et lé-  
gales, le tarif ou caractère est fixé pour l'année 2025 à 0,087€ HT par le Var. Par déroga-  
tion, conformément à l'article 2 du présent arrêté, modifiant l'article 3 de l'arrêté du 19 no-  
vembre 2021, certaines annonces légales font l'objet d'une tarification forfaitaire. Pour in-  
formation, les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une  
centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa  
de l'article 1er de la loi du 4 janvier 1955 et régie par décret du 28 décembre 2012.

## AVIS ADMINISTRATIFS



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

### AVIS

CLASSEMENT D'UNE ZONE AGRICOLE PROTÉGÉE

Par arrêté du 15 juin 2025, le préfet du Var a classé une zone agricole protégée sur la commune  
de Solles-Pont. Le projet consiste en la mise en place d'une zone agricole protégée sur la zone  
agricole afin de préserver ces espaces de toute pression foncière.  
Elle doit permettre de conforter la dynamique économique agricole.

## AVIS D'ENQUÊTES



### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 20 mai 2025, sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le  
Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe,  
présentables à (1) la déclaration d'utilité publique en vue des travaux du projet de réalisation d'un  
gratiroir au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautesclou et l'avenue Cle-  
meau et, d'autre part, à (2) la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits  
nécessaires à sa réalisation, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.  
Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules  
grâce à la création d'un carrefour giratoire entre la rue Nationale, et Philippe de Hautesclou avec l'avenue  
Clemeau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place  
du carrefour en T actuel.

Le dossier complet comprend (1) un sous-dossier relatif à la déclaration d'utilité publique en vue  
de l'expansion et (2) un sous-dossier parcellaire en vue de la cessibilité des biens immobiliers  
et des droits nécessaires à la réalisation du projet.

M. Jean-Christophe DELHAYE est le commissaire enquêteur désigné par le tribunal adminis-  
tratif de Toulon.

Le lieu et heures des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules. Les enquêtes s'y tiendront du jeudi 19  
juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 18 jours consécutifs (exceptés samedis, dimanches  
et jours fériés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier est consultable : 1° sur un poste informatique au siège  
des enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessous et 2° sur support papier, en  
mairie d'Ollioules. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur  
un des registres d'enquête à feuillet non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur,  
aux jours et heures ci-après :

Lieu et heures des enquêtes	Ouverture		Permanence du commissaire enquêteur	
	Jours	Heures	Jours	Heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville - Espace Pierre Puget Service Urba- nisme - Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 2 place Matus Troisbats 83100 OLLIOULES	Du lundi au vendredi	De 9h00 à 12h00	Jeudi 19 juin 2025	De 9h00 à 12h00
			Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025	De 9h00 à 12h00
			Lundi 7 juillet 2025	De 9h00 à 12h00

Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var  
pendant toute la durée des enquêtes.  
Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par  
voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes ou être annexées  
à l'un des registres.

Le dossier peut être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse :  
<https://www.var.gouv.fr/publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>  
Le public pourra formuler ses observations par courriel adressé au commissaire enquêteur  
du 1<sup>er</sup> jour des enquêtes, à 09h01, au dernier jour des enquêtes, à 24h00, à l'adresse électronique  
suivante : [gironne.olloules@administration83.net](mailto:gironne.olloules@administration83.net)

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public,  
en mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la pré-  
fecture du Var ainsi que sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.var.gouv.fr/publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-cloturees>, à réception et pendant un an à  
compter de la clôture des enquêtes.

## FORMALITÉS DIVERSES



### ACCEPTATION SUCCESSION A CONCURRENCE ACTIF NET

Suivant acte reçu par Maître Cécile DUMINIL, Notaire au sein de la «SELARL Sébastien YAR-  
ZABAL, Julien ETCHEVERIS et Marie-Bénédicte COUSTOU-OSPITAL», société titulaire d'Offices  
Notariaux, dont le siège social est à Saint-Jean-De-Luz (Pyénées Atlantiques), Espère Lena, 9,  
Chemin Chingalétaire, le 17 juin 2025, a été reçue l'acceptation à concurrence de l'actif net de la  
succession de Monsieur Microzou ROUBAH, époux de Madame Claudine Denise André  
SUZANNE née à Le-Carnet-des-Maures (83340), le 10 juillet 1952, en son vivant demeurant à  
CABASSE (83340) route du Lac Les Consolants, décédé à CABASSE (83340), le 4 décembre 2021,  
par : Madame Barbara ROUBAH, épouse de Monsieur Richard BINEAU, demeurant à Urugne  
(64122) BA, Mahakso Bides Residence Kamiet 87-A18, et Madame Laura ROUBAH, demeurant  
à Saint-Raphaël (83700) 58, avenue du Château d'Eau Residence Le Palais Robert, Célibataire.  
Constatant le patrimoine à été dressé par Maître Cécile DUMINIL, Notaire au sein de la «SELARL  
Sébastien YARZABAL, Julien ETCHEVERIS et Marie-Bénédicte COUSTOU-OSPITAL», susnommés,  
en date du 17 juin 2025 pour être déposés auprès du Tribunal Judiciaire de DRAGUIGNAN.  
Les oppositions des créanciers, s'il y a lieu, seront reçues dans les quinze mois de la date de  
l'insertion au BODACC, en l'office notarial du domicile a été et à cet effet.

Pour insertion Le notaire



SOCIÉTÉ D'AVOCAT - 81 rue de Bédouze  
970 SAINT-VINCENT-LES-CHATELAINES  
97400 SAINT-VINCENT-LES-CHATELAINES

### CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Par acte sous seing privé signé électroniquement en date du 02 juin 2025, enregistré au Service  
de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de DRAGUIGNAN le 17 juin 2025 sous 83AP02  
référé : 2025A1343, la société dénommée « SOCIÉTÉ NOUVELLE TECHNI COUPE », société par  
actions simplifiée au capital de 15 000 euros dont le siège social est à FIANIERES (83300), quartier  
Nougues, chemin des Nougues, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de  
DRAGUIGNAN sous le numéro 847 489 381, a vendu à la société dénommée « SASIDG », société  
par actions simplifiée au capital de 15 000 euros dont le siège social est à TRANS-EN-PROVENCE  
(83720) - 1140, route du Pécail - Quartier Le Gabre, immatriculée au Registre du Commerce et  
des Sociétés de DRAGUIGNAN sous le numéro 943 246 504, la branche complète et autonome  
d'activité de sciage et carottage de tous matériaux dépendant d'un fonds de commerce de sciage  
et carottage de tous matériaux, location et vente de tous matériels s.s à FIANIERES (83300) -  
Quartier Nougues, chemin des Nougues, lui appartenant et pour l'exploitation de laquelle la  
société NOUVELLE TECHNI COUPE est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de  
DRAGUIGNAN sous le numéro SIREN 487 489 381 et identifiée à l'INSEE sous le numéro SIRET  
487 489 381 00034 code APE 43.12A. Cette cession a eu lieu moyennant le prix principal de TROIS  
CENT CINQUANTE MILLE EUROS (350 000 €) s'appliquant à concurrence de CENT QUATRE VINGT  
MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS (150 800 €) aux éléments corporels matériels et agencements.  
Le transfert de propriété est intervenu le 02 juin 2025 et le transfert de jouissance est  
intervenu rétroactivement le 1<sup>er</sup> juin 2025. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10  
jours suivant la dernière en date des publications pour la vente, à l'adresse des locaux dans  
lesquels est exploité le fonds objet de la cession s.s à FIANIERES (83300) - Quartier Nougues,  
chemin des Nougues, et pour la correspondance, chez le séquestre, la Société d'Avocat ROBIN  
LAVIERIS s.s à FREJUS (83600) - 67, rue Joseph Aubenas.

## VIE DES SOCIÉTÉS

### AVIS

SCI 14-18 TIMSIT  
Au capital de 1 600 euros, 14-18, rue Timsit, 78100 Saint-Germain-en-Laye, 478 523 202  
RCS Versailles.

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 juin 2025, il a été pris acte  
de transférer le siège social de la société, à compter du 13 juin 2025 au 150, avenue du 8 mai 1945,  
Chez MR DULOU RIES Les Florianes D2 403, 83700 Saint-Raphaël.

Suivant ce transfert, il est rappelé les caractéristiques suivantes :  
Objet : L'acquisition, l'administration la gestion par location ou autrement de tous immeubles  
et biens immobiliers, et notamment d'un immeuble sis à 14-18, rue Timsit 78100 Saint-Germain-  
en-Laye. Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement  
ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois  
d'en respecter le caractère civil.

Durée : 99 ans.  
Gérance : M DULOU Alain demeurant 350, avenue du 8 mai 1945, Résidence Les Florianes  
D2403, 83760 Saint-Raphaël.

La société sera radiée du RCS de Versailles et réimmatriculée au RCS de Fréjus.

**Résultats du tirage du  
mercredi 18 juin 2025**

**9 13 19 24 36**

**CHANCE 3**

**5 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**1**

**3 millions €**

**5 BONS NUMÉROS**

**7**

**553 655,50 €**

**4 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**31**

**570,90 €**

**4 BONS NUMÉROS**

**626**

**233,50 €**

**3 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**2 714**

**32,10 €**

**3 BONS NUMÉROS**

**22 304**

**14 €**

**2 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**32 810**

**7,40 €**

**2 BONS NUMÉROS**

**271 590**

**3,50 €**

**1 BON NUMÉRO + CHANCE**

**345 477**

**2,20 €**

**OPTION 2ND TIRAGE**

**6 9 18 33 41**

**5 BONS NUMÉROS**

**1**

**122 344 €**

**4 BONS NUMÉROS**

**304**

**388,20 €**

**3 BONS NUMÉROS**

**11 596**

**26,10 €**

**2 BONS NUMÉROS**

**158 055**

**3 €**

**Tirage des 10 codes LOTO® gagnants à 20 000 €**

**B 3079 3942 G 1104 9045 G 7177 6830 L 9627 4243 L 9733 3364**

**M 4757 1539 O 9970 0557 P 6266 1032 T 2090 6831 V 3989 3055**

**2 415 509**

**117 743 jeux gagnants unitaires à ce tirage**

**A gagner, au tirage LOTO® du samedi 21 juin 2025 :**

**2 000 000 €\***

**Résultats et informations :**

**Application**

**2025**

**fdj.fr**

**PUBLIEZ VOS  
ANNONCES LÉGALES**

**Scannez le QR Code**

**FACILITEZ VOUS  
LES FORMALITÉS !**

**var-matin**

**04 93 18 71 49 - legales@nicematin.fr**

**Résultats des tirages du  
mercredi 18 juin 2025**

**Tirage du midi**

**1 2 7 9 11 17 18 27 28 33**

**43 46 50 51 55 62 63 64 66 70**

**Multiplieur x 3**

**8 176 343**

**Tirage du soir**

**6 7 12 17 20 21 23 32 35 37**

**39 47 48 50 56 57 62 65 66 68**

**Multiplieur x 2**

**2 415 509**

**Résultats du tirage du  
mercredi 18 juin 2025**

**9 13 19 24 36**

**CHANCE 3**

**5 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**1**

**3 millions €**

**5 BONS NUMÉROS**

**7**

**553 655,50 €**

**4 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**31**

**570,90 €**

**4 BONS NUMÉROS**

**626**

**233,50 €**

**3 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**2 714**

**32,10 €**

**3 BONS NUMÉROS**

**22 304**

**14 €**

**2 BONS NUMÉROS + CHANCE**

**32 810**

**7,40 €**

**2 BONS NUMÉROS**

**271 590**

**3,50 €**

**1 BON NUMÉRO + CHANCE**

**345 477**

**2,20 €**

**OPTION 2ND TIRAGE**

**6 9 18 33 41**

**5 BONS NUMÉROS**

**1**

**122 344 €**

**4 BONS NUMÉROS**

**304**

**388,20 €**

**3 BONS NUMÉROS**

**11 596**

**26,10 €**

**2 BONS NUMÉROS**

**158 055**

**3 €**

**Tirage des 10 codes LOTO® gagnants à 20 000 €**

**B 3079 3942 G 1104 9045 G 7177 6830 L 9627 4243 L 9733 3364**

**M 4757 1539 O 9970 0557 P 6266 1032 T 2090 6831 V 3989 3055**

**2 415 509**

**117 743 jeux gagnants unitaires à ce tirage**

**A gagner, au tirage LOTO® du samedi 21 juin 2025 :**

**2 000 000 €\***

**Résultats et informations :**

**Application**

**2025**

**fdj.fr**





## CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Affichage à l’hôtel de la Métropole  
et publication sur le site de la Métropole

Date de l’acte	Libellé de l’acte	Date d’affichage
20/05/2025	ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L’OUVERTURE DE L’ENQUETE PUBLIQUE ET DE L’ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE PREALABLES, D’UNE PART, A LA DECLARATION D’UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX DE REALISATION D’UN GIRATOIRE AU CROISEMENT DE LA RUE NATIONALE AVEC LA RUE PHILIPPE DE HAUTECLOQUE ET L’AVENUE CLEMENCEAU ET D’AUTRE PART, A LA CESSIBILITE DES IMMEUBLES OU PARTIES D’IMMEUBLES OU DES DROITS REELS NECESSAIRES A SA REALISATION, SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D’OLLIOULES, AU BENEFICE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	20/05/2025

Je soussigné, Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, atteste que l’arrêté préfectoral cité ci-dessus a bien été affiché à l’Hôtel de la Métropole, aux lieux habituellement prévus à cet effet et publié sur le site internet de la Métropole.

**Durée de l’affichage du 20 mai 2025 au 7 juillet 2025**

Fait à Toulon, le 20 mai 2025



**Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
**Le Président – Jean-Pierre GIRAN**





## CERTIFICAT DE FIN D’AFFICHAGE

Affichage à l’hôtel de la Métropole  
et publication sur le site de la Métropole

Date de l’acte	Libellé de l’acte	Date d’affichage
20/05/2025	ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L’OUVERTURE DE L’ENQUETE PUBLIQUE ET DE L’ENQUETE PARCELLAIRE CONJOINTE PREALABLES, D’UNE PART, A LA DECLARATION D’UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX DE REALISATION D’UN GIRATOIRE AU CROISEMENT DE LA RUE NATIONALE AVEC LA RUE PHILIPPE DE HAUTECLOQUE ET L’AVENUE CLEMENCEAU ET D’AUTRE PART, A LA CESSIBILITE DES IMMEUBLES OU PARTIES D’IMMEUBLES OU DES DROITS REELS NECESSAIRES A SA REALISATION, SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D’OLLIOULES, AU BENEFICE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	20/05/2025

Je soussigné, Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, atteste que l’arrêté préfectoral cité ci-dessus a bien été affiché à l’Hôtel de la Métropole, aux lieux habituellement prévus à cet effet et publié sur le site internet de la Métropole.

**Durée de l’affichage du 20 mai 2025 au 7 juillet 2025**

Fait à Toulon, le 8 juillet 2025



Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Le Président – Jean-Pierre GIRAN



A3 7/33 JCB

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

## DÉPARTEMENT DU VAR

### Commune d'Ollioules

## CERTIFICAT DE DÉBUT D'AFFICHAGE

DE L'AVIS et de l'Arrêté préfectoral du 20 mai 2025 :

– d'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire  
conjointe préalables à :

à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement d'un carrefour giratoire au  
croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteloque et l'avenue  
Clemenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des  
droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules, au  
bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ooooo

Je soussigné, maire de la commune d'Ollioules, atteste que l'avis et l'arrêté  
préfectoral d'ouverture des enquêtes précitées ont bien été affichés en mairie  
aux emplacements habituellement réservés à cet effet :

À compter du ...../.../4 JUIL 2025.....

(au moins 8 jours avant l'ouverture des enquêtes)

Cachet de la mairie :



Fait à, Ollioules

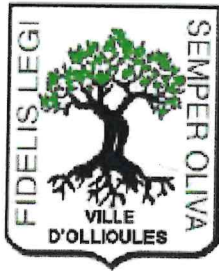
Le : 14 JUIL 2025

Le Maire : *Robert Beneventi*

Certificat à remettre au commissaire enquêteur, dûment complété et signé.



DEPARTEMENT Var (83)  
Police Municipale de Ollioules



7 Avenue du Général de Gaulle  
CS40108  
83191 OLLIOULES CEDEX  
Tél. : 04 94 30 41 22  
Fax :

Rapport N° 73/2025

**Lieu :** Rue Loutin - 83190 Ollioules (France)

**Affaire :** Enquête publique

**Objet :** Constat affichage

**Natif :**



## RAPPORT DE CONSTATATION

En l'an deux mille vingt cinq, le quatre juin à quatorze heures et trente minutes,

--- Je soussigné, DISDIER Romain Brigadier Chef Principal, ---  
--- Assisté de BERNARD Stéphanie Brigadier, ---  
--- Agents de police judiciaire adjoints, ---  
--- En résidence à la Police Municipale de Ollioules ---  
--- Dûment assermentés et agréés par M. le Procureur de la République et M. le Préfet ---  
--- Vu les articles 21/2°, 21-2 et D14-1 du Code de Procédure Pénale, ---  
--- Vu les articles L511-1 à L515-1 du Code de la Sécurité Intérieure, ---  
--- Revêtus de notre tenue d'uniforme et munis des insignes apparents de notre qualité, en exécution des ordres reçus, rapportons les opérations suivantes ---

---Ce jour à quatorze heures et trente minutes, nous procédons au constat d'affichage concernant un avis d'enquête publique sur demande de madame FONTANA CHAFFAGEON Virginie.---

---Nous effectuons des clichés photographiques des affiches sur les points suivants :

- rue Loutin (un panneau)
- place Honoré Estienne d'Orves (trois panneaux)
- accueil mairie annexe (un panneau)
- accueil mairie d'honneur (un panneau)
- façade mairie d'honneur rue Marceau (un panneau).---

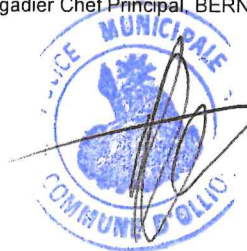
---Fait ce jour pour être transmis à monsieur le maire de la commune d'OLLIOULES par l'intermédiaire de notre hiérarchie.---

### Destinataires :

Nb Copies	Destinataire
1	Monsieur le Maire
1	Monsieur l'adjoint à la sécurité
1	Direction Générale des Services
1	Archives PM

Date de clôture : Le 04/06/2025

DISDIER Romain, Brigadier Chef Principal, BERNARD Stéphanie Brigadier





A3 9/33 JCD



Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Var (83)

Police Municipale de Ollioules

OLLIOULES CEDEX, le 11/06/2025



## PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE

### Planche photographique : Rapport 73/2025

Nombre de photo(s) : 12

Adresse des faits : Rue Loutin  
OLLIOULES  
83190 OLLIOULES

Police Municipale de Ollioules  
7 Avenue du Général de Gaulle  
CS40108

83191 OLLIOULES CEDEX 83191 OLLIOULES CEDEX

Tél : 04 94 30 41 22

Fax :



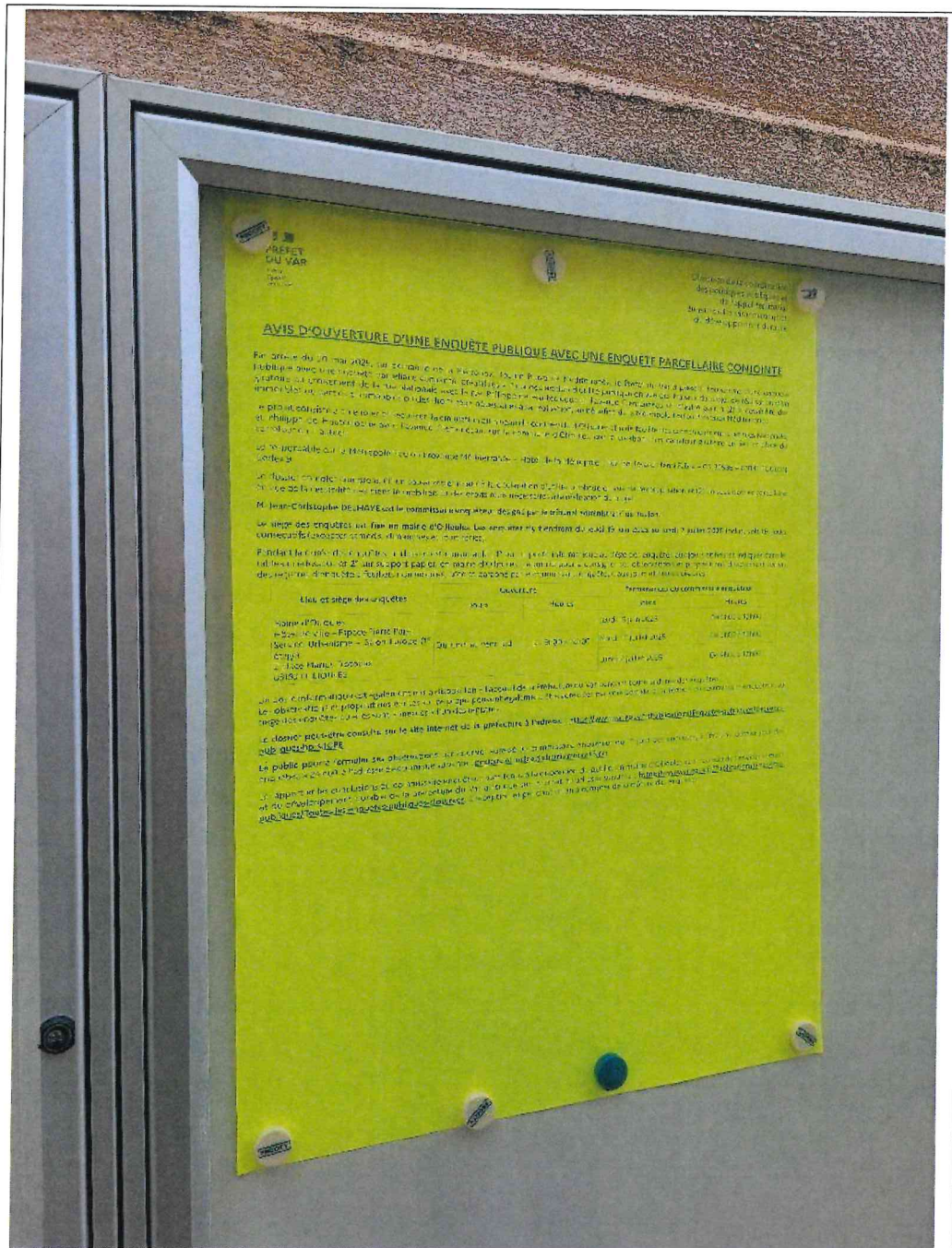
A3 10/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Mairie Annexe Espace Pierre Puget Rue Ioutin.jpg  
Remonté le : 11/06/2025 07:55



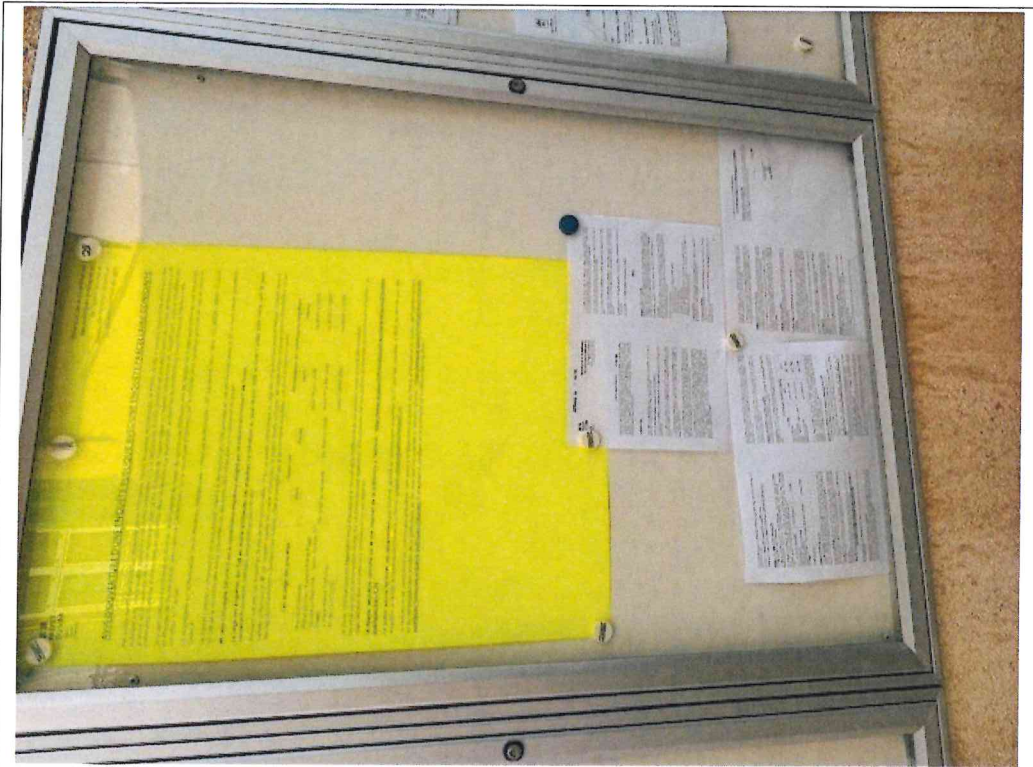
A3 12/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Mairie Annexe Espace Pujet Rue Loutin.jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:55





A3 12/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



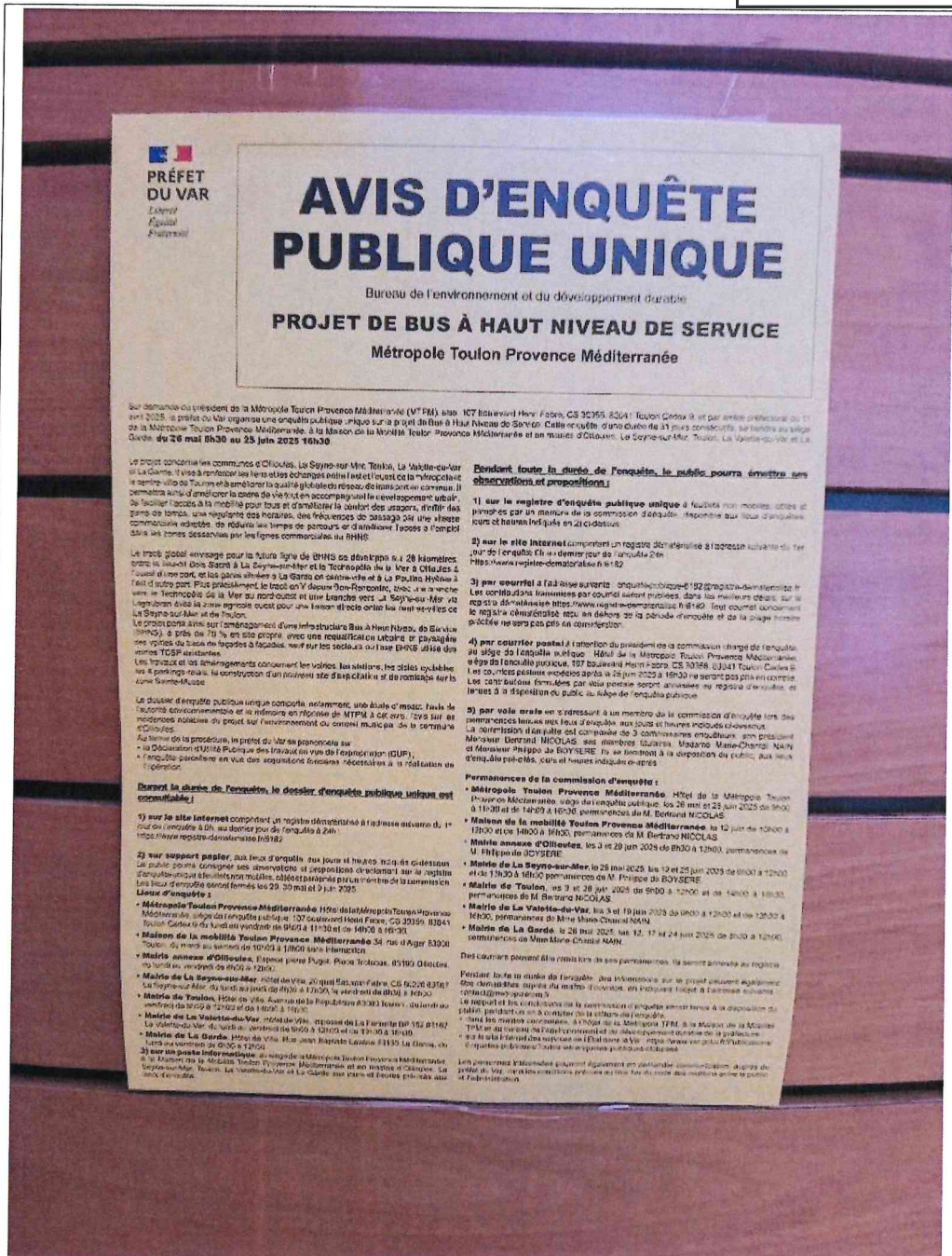
Fichier : Mairie Annexe Pierre Puget rue Loutin.jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:55





A3 13/33 SC



Remonté le : 11/06/2025 07:55



A3 24/33 JCD

**PREFET DU VAR**  
Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et du développement durable

### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 20 mai 2025, sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe, préalable à (1) la déclaration d'utilité publique en vue des travaux du projet de réalisation d'un carrefour au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clemenceau en direction, d'une part, à (2) la cession des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les axes Nationales et Philippe de Hauteclouque avec l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en feu et place de carrefour en T actuel.

Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée - Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre - C1 30536 - 83041 TOULON Cedex 9

Le dossier complet comprend (1) un sous-dossier relatif à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et (2) un sous-dossier parcellaire en vue de la cession des biens immobiliers et des droits réels nécessaires à la réalisation du projet.

M. Jean-Christophe DELHAYE est le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulon.

Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules. Les enquêtes s'y tiendront du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs (exceptés samedis, dimanches et jours fériés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier est consultable : 1° sur un poste informatique au siège des enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessous et 2° sur support papier, en mairie d'Ollioules, où le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur un des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et patronés par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après.

Lieu et siège des enquêtes	Ouverture		Permanences du commissaire enquêteur	
	Jours	Heures	Jours	Heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville - Espace Pierre Puget Service Urbanisme - Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 2 place Marius Trotabas 83190 OLLIOULES	De lundi au vendredi	De 9h00 à 12h00	Jeudi 19 juin 2025 Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025 Lundi 7 juillet 2025	De 9h00 à 12h00 De 9h00 à 12h00 De 9h00 à 12h00

Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la préfecture du Var pendant toute la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet pourront également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes ou elles sont annexées à l'un des registres.

Le dossier peut être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <https://www.vauv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-034>

Le public pourra formuler ses observations par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1<sup>er</sup> jour des enquêtes à 09h00 au dernier jour des enquêtes, à 24h00, à l'adresse électronique suivante : [prel@olloules.fr](mailto:prel@olloules.fr)

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public, en mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ainsi que sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.vauv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Toutes-les-enquetes-publiques-cloturees>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

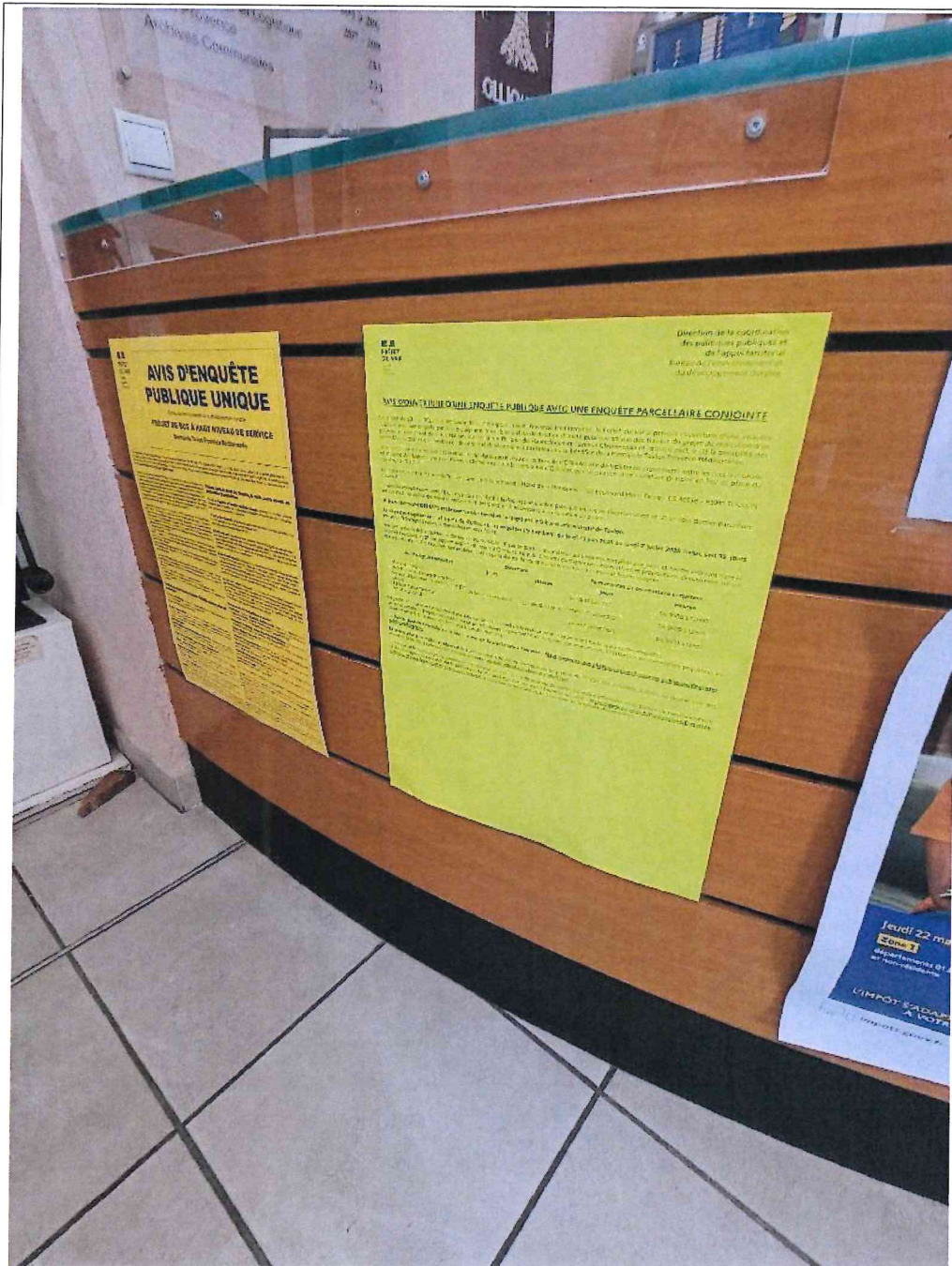
Fichier : Accueil Mairie Annexe Pierre Puget (3).jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:55





A315/33 JCD



Fichier : Accueil Mairie Annexe Pierre Puget.jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:55



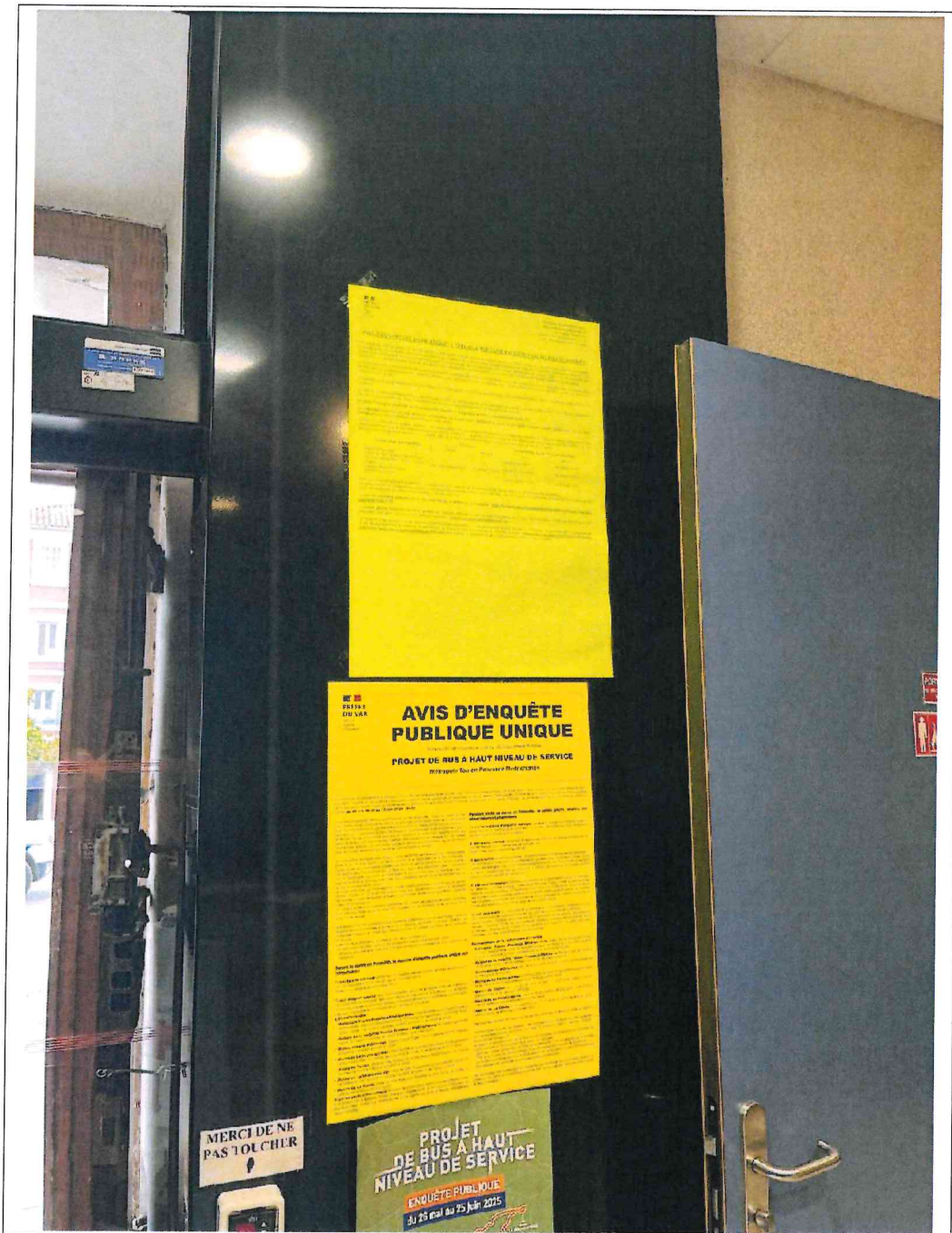
A3 26/33 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Accueil Mairie d'honneur Avenue De Gaulle.jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:55









A3 18/33 JD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Place Honoré Estienne d'Orves (3).jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:58





A3 19/33 JCD



Fichier : Place HonorÃ© Estienne d'Orves.jpg  
 Remonté le : 11/06/2025 07:58



A3 26/33 ID

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Mairie d'honneur rue Marceau.jpg

Remonté le : 11/06/2025 07:55





A3 21/33 JED

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

## DÉPARTEMENT DU VAR

### Commune d'Ollioules

## CERTIFICAT DE FIN D'AFFICHAGE

DE L'AVIS et de l'Arrêté préfectoral du 20 mai 2025 :

– d'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire  
conjointe préalables à :

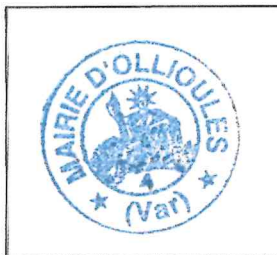
à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement d'un carrefour giratoire au  
croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautelocoque et l'avenue  
Clemenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou  
des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules, au  
bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ooooo

Je soussigné, maire de la commune d'Ollioules, atteste que l'avis et l'arrêté  
préfectoral d'ouverture des enquêtes précitées ont bien été affichés en mairie  
aux emplacements habituellement réservés à cet effet :

du .....1/06/2025..... (au moins 8 jours avant l'ouverture des enquêtes)  
au .....07/07/2025..... (dernier jour des enquêtes inclus)

Cachet de la mairie :



Fait à, Ollioules  
Le : 17 JUL. 2025

Le Maire :

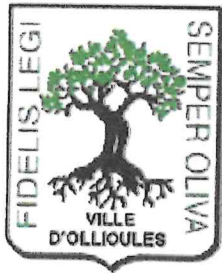
Certificat à remettre au commissaire enquêteur, dûment complété et signé.



A3 22/33 SD

DEPARTEMENT Var (83)

Police Municipale de Ollioules



7 Avenue du Général de Gaulle  
CS40108  
83191 OLLIOULES CEDEX  
Tél. : 04 94 30 41 22  
Fax :

Rapport N° Brouillon

Lieu : Rue Loutin - 83190 Ollioules (France)

Affaire : Enquête publique

Objet : Constat d'Affichage

Natif :



## RAPPORT DE CONSTATATION

En l'an deux mille vingt cinq, le sept juillet à quinze heures,

--- Je soussigné, THOMAS Guillaume Gardien Brigadier, ---  
--- Assisté de HERMITTE Paul Brigadier Chef Principal, ---  
--- En résidence à la Police Municipale d'OLLIOULES ---  
--- Dûment assermentés et agréés par M. le Procureur de la République et M. le Préfet ---  
--- Vu les articles 21/2°, 21-2 et D14-1 du Code de Procédure Pénale, ---  
--- Vu les articles L511-1 à L515-1 du Code de la Sécurité Intérieure, ---  
--- Revêtus de notre tenue d'uniforme et munis des insignes apparents de notre qualité, en exécution des ordres reçus, rapportons les opérations suivantes ---

---Ce jour à quinze heures et, nous procédons au constat d'affichage concernant un avis d'enquête publique sur demande de madame FONTANA CHAFFAGEON Virginie.---

---Nous effectuons des clichés photographiques des affiches sur les points suivants :

- rue Loutin (un panneau)
- place Honoré Estienne d'Orves (trois panneaux)
- accueil mairie annexe (un panneau)
- accueil mairie d'honneur (un panneau)
- façade mairie d'honneur rue Marceau (un panneau).---

---Fait ce jour pour être transmis à monsieur le maire de la commune d'OLLIOULES par l'intermédiaire de notre hiérarchie.---

### Destinataires :

Nb Copies	Destinataire
1	Monsieur le Maire
1	Monsieur l'adjoint à la sécurité
1	Direction Générale des Services
1	Archives PM

Date de clôture : Le

THOMAS Guillaume, Gardien Brigadier Stagiaire, HERMITTE Paul Brigadier Chef Principal

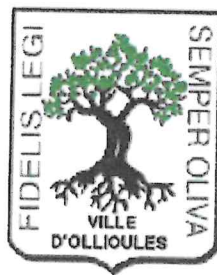




Var (83)

Police Municipale de Ollioules

OLLIOULES CEDEX, le 09/07/2025



## PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE

### Planche photographique : Rapport 88/2025

Nombre de photo(s) : 7

Adresse des faits : Rue Loutin  
OLLIOULES  
83190 OLLIOULES

Police Municipale de Ollioules  
7 Avenue du Général de Gaulle  
CS40108

83191 OLLIOULES CEDEX 83191 OLLIOULES CEDEX

Tél : 04 94 30 41 22

Fax :





A3 24/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Place Honoré Estienne d'Orves 2.jpg

Remonté le : 07/07/2025 15:42



A3 25/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

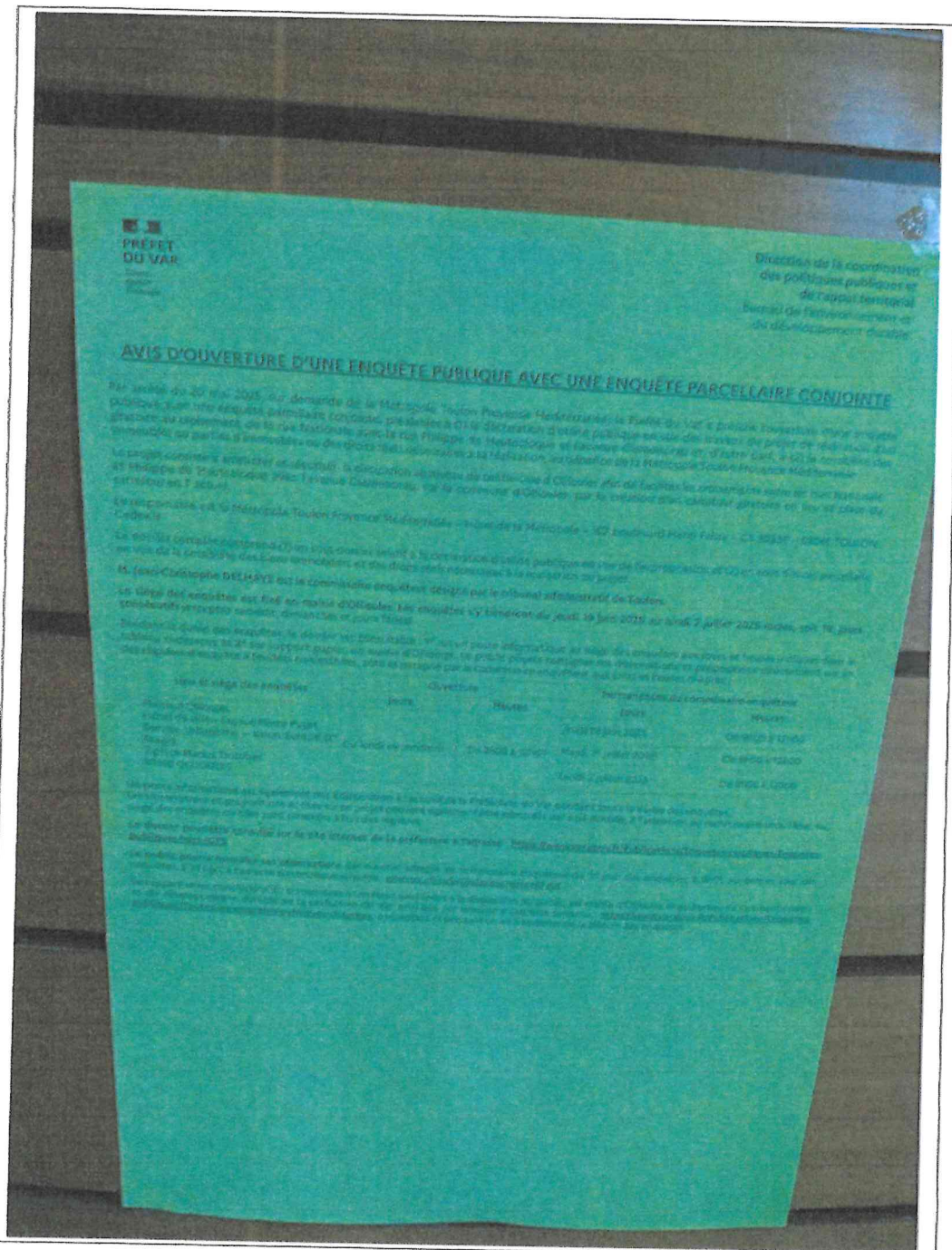


Fichier : Place Honoré Estienne d'Orves.jpg  
Remonté le : 07/07/2025 15:42





A3 26/33 JCD



Fichier : Accueil Mairie Annexe Pierre Puget.jpg  
 Remonté le : 07/07/2025 15:42





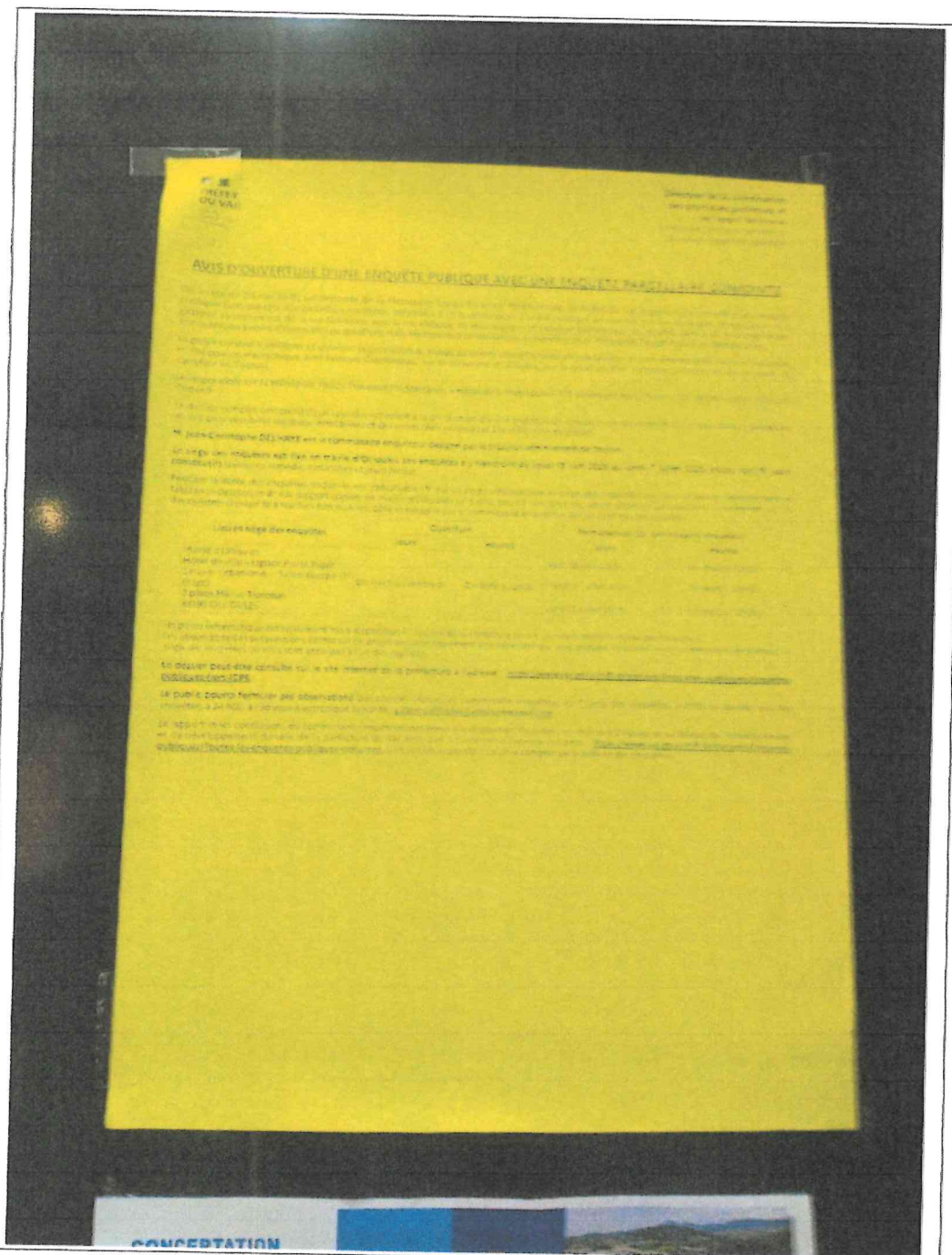
A3 27/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

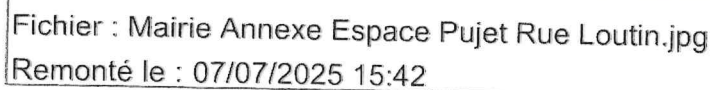
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Accueil Mairie d'honneur Avenue De Gaulle.jpg  
Remonté le : 07/07/2025 15:42



A3 28/33 JCD





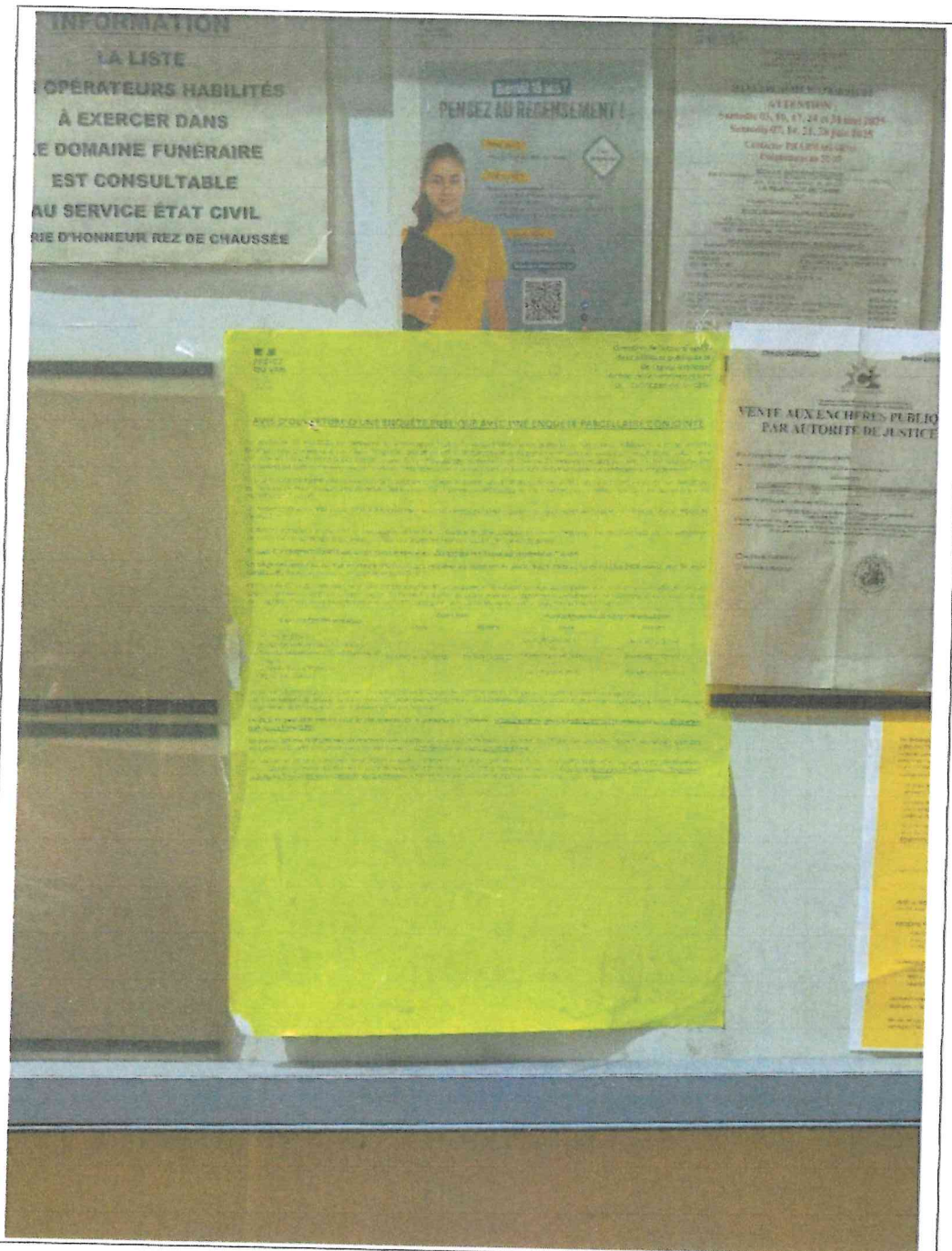
A3 23/33 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Fichier : Mairie d'honneur rue Marceau.jpg

Remonté le : 07/07/2025 15:42





A3 36/33 JCD



Fichier : Place Honoré Estienne d'Orves 3.jpg

Remonté le : 07/07/2025 15:42







Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et  
du développement durable

A3  
31/33  
JCO

## AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 20 mai 2025, sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe, préalables à (1) la déclaration d'utilité publique en vue des travaux du projet de réalisation d'un gratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clemenceau et, d'autre part, à (2) la possibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale, et Philippe de Hauteclouque avec l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9

Le dossier complet comprend (1) un sous-dossier relatif à la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et (2) un sous dossier parcellaire en vue de la possibilité des biens immobiliers et des droits réels nécessaires à la réalisation du projet.

**M. Jean-Christophe DELHAYE** est le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulon.

**Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules. Les enquêtes s'y tiendront du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs** (exceptés samedis, dimanches et jours fériés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier est consultable : **1°** sur un poste informatique au siège des enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessous et **2°** sur support papier, en mairie d'Ollioules. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur un des registres d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphe par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieu et siège des enquêtes	Ouverture		Permanences du commissaire enquêteur	
	Jours	Heures	Jours	Heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville – Espace Pierre Puget Service Urbanisme – Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 2 place Marius Trovobas 83190 OLLIOULES	Du lundi au vendredi	De 9h00 à 12h00	Jeudi 19 juin 2025	De 9h00 à 12h00
			Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025	De 9h00 à 12h00
			Lundi 7 juillet 2025	De 9h00 à 12h00

Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant toute la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes où elles sont annexées à l'un des registres.

**Le dossier peut-être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>**

**Le public pourra formuler ses observations** par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1<sup>er</sup> jour des enquêtes, à 0h01, au dernier jour des enquêtes, à 24 h00, à l'adresse électronique suivante : [gratoire.ollioules@administrations3.net](mailto:gratoire.ollioules@administrations3.net)

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public, en mairie d'Ollioules et au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ainsi que sur internet à l'adresse suivante : <https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Toutes-les-enquetes-publiques-cloturees>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.







A3 33/33 JCD

Re: [INTERNET] Tr: EP giratoire OLLIOULES - fin d'enquêtes - bilan  
consultation dématérialisation et divers

mardi 8 Juillet, 09:04

De : CHAREYRE Milena  
A : jeanchristophe delhaye  
Cc : KHAIR-EDDINE Alexandre

Bonjour Monsieur Delhaye,

Aucune nouvelle contribution n'a été adressée sur la boîte mail de l'enquête, depuis celles de Monsieur Lehmann, que je vous avais adressées (capture écran ci-dessous).

Rédiger + Créer



Répondre

Répondre à tous

Transférer

Déplacer vers la liste noire

Imprimer

Plus

Supprimer

Giratoire Ollioules

Tous

Trié par: Date

Boîte de réception

Envoyés

Brouillons

Corbeille

Filtres

jeanchristophe delhaye Hier 17:32  
test 3 commissaire enquêteur

jeanchristophe delhaye 03/07 17:09  
TEST numéro 2 commissaire enquêteur

gilles.lehmann 24/06 12:32  
Re: [Spam] Enquête giratoire Ollioules loi organisation des ...

gilles.lehmann 24/06 10:04  
[Spam] Enquête giratoire Ollioules loi organisation des ...

gilles.lehmann 24/06 08:29  
[Spam] FW: Enquete giratoire Ollioules

gilles.lehmann 24/06 08:27  
[Spam] Enquete giratoire Ollioules

gilles.lehmann 23/06 23:09  
Observation lehmann complément un pièce jointe

gilles.lehmann 23/06 22:59  
[Spam] OLLIOULES - Réalisation d'un giratoire au croise...

jeanchristophe delhaye 19/06 10:48  
[Spam] Test 1 EP Giratoire Ollioules

CHAREYRE Milena 13/05 12:25  
[Spam] test

test 3 commissaire enquêteur

jeanchristophe delhaye

Test numéro 3 bon fonctionnement adresse dématérialisée.

Jean-Christophe DELHAYE  
Commissaire enquêteur.

Envoyé avec SFR Mail pour Android

Concernant le nombre de téléchargement et de visualisation du dossier sur le site de la préfecture, nous n'avons pas d'outils permettant de connaître ces statistiques.

Je vous remercie pour votre mobilisation lors de cette enquête et vous laisse revenir vers moi pour convenir d'une date en vue de la remise du rapport.  
Je ne suis pas disponible les mercredis, ainsi que le jeudi 17 juillet (réunion). Et je serai en congés le 31 juillet au soir.

Je vous souhaite une agréable journée.

A très bientôt

Milena CHAREYRE

s://webmail.sfr.fr/mailbox.html#read/UF Comm EP/1284



Annexe 4 A4 / 2/27

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

**POSTE**

**DESTINATAIRE**

ABINET GATBIN IMMOBILIER  
3 Rue Picot  
à l'attention du Syndicat des  
Propriétaires LELYS  
3000 TOULON

Remise / Avisé le : / /  
tribue le : / /  
soussigné(e) déclare être  
Le destinataire  
Le mandataire  
CNI / permis de conduire  
Autre :  
K03106-SR02\_V0-H021401-G0352073-12/24

**EXPÉDITEUR**

Le Lys  
~~TRF INGENIERIE~~  
Identité (Prenom et NOM) ou raison sociale  
Space B  
N°: 2081212 Bel du Mercantour  
Libelle de la voie  
06200 NICE  
Code postal Commune

**RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION**

Numero de l'envoi : 1A 218 612 4257 6

**PREUVE DE DISTRIBUTION**  
La Poste - Siège central de 5 857 95 552 euros - 350 000 000 RUS Paris  
Siège social : 5 RUE DU COLLEGE PIERRE AYA - 75013 PARIS

Utilisez uniquement un **STYLO À BILLE** en appuyant fortement.  
Pensez également à la **Lettre recommandée en ligne**  
Consultez [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr)

**LETRI FACILE** PAPIER

**PREUVE DE DÉPÔT À CONSERVER PAR LE CLIENT**

**eau de garantie (valeur au dos) :** R1 ☒ R2 ☐ R3 ☐

Le destinataire ou son mandataire a été avisé préalablement.



A6 2/27 30



VER PAR LE CLIENT

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Numero de l'envoi : 1A 218 612 4257 6



RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

EXPÉDITEUR

Le bus  
TPF INGENIERIE  
Space B  
208/212 Fed du Mercantour  
06200 NICE

613518-SGR2 V8-HU7KR2 G03520 P23 - 12/24

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.  
Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de poste.  
Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de poste ou sur le site [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr).  
Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr).

La Poste - SA au capital de 5 857 785 832 euros - 356 000 000 RCS Paris - Siège social : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75015 PARIS

DESTINATAIRE

ABINET GABRIEL INGENIERIE  
Place Picot  
L'attention du Syndicat des  
Expérimentateurs ELKS  
3300 TOULON

**avantages du service suivi :**  
vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.  
**codes d'accès direct à l'information de distribution :**  
**par SMS :** Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 3631 (numéro non surtaxé) : 1,35 € TTC + prix d'un SMS).  
**par internet :** [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr) (consultation gratuite de votre compte connexion).  
**par téléphone :**  
Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé) du lundi au vendredi de 8h30 à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.  
Pour les professionnels, composer le 3634 (numéro non surtaxé) du lundi au vendredi de 8h à 18h.



Date :	Prix :	CRBT :
Niveau de garantie :		16 € <input type="checkbox"/> 153 € <input type="checkbox"/> 458 € <input type="checkbox"/>



A4 3/17 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

En provenance de :

~~CARACT GAMBIN IMMOBILIER  
3 Rue Picot  
N° attention du Syndicat des  
Courtiers LCLY  
83000 TOULON~~

Présente / Avisé le :

Distribué le :

Je soussigné(e) déclare être :

☐ Le destinataire

☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire

☐ Autre

28 MAI 2025

Gambin Tél. : 04 86 57 27 27  
IMMOBILIER

SARL GAMBIN IMMOBILIER

36, rue Picot - 83000 TOULON

Carte Pro : 83 05 2016 000 004 399

Siret : 509 702 221 00029

N° TVA : FR23500123721 - Coefficient de conversion : 1



Numero de l'AR

RECOMMANDÉ :  
AVIS DE RÉCEPTION

AR 1A 218 612 4257 6



Renvoyer à

FRAB



Le Lys

TPF INGENIERIE

Space B

2081212 Bd du Mercantour

06200 Nîmes



A4 4/17 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Toulon, le 23 Mai 2025

Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

à

Cabinet GAMBIN Immobilier  
36 Rue Picot  
83 000 TOULON

A l'attention du syndicat des  
copropriétaires LE LYS.

**Direction Générale des Services**

Valérie PAECHT

Directeur Général des Services

**DGA Finances et Moyens**

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Valet foncier : Anne-Sophie MAILLET FEBBRAIO  
04 94 05 57 93

asmillet@metropoletpm.fr

**Lettre en courrier recommandé avec accusé de réception numéro : 1A 218 612 4257 6**

**N/REF : JPG/VP/CW/CH/MM/ASM/2025/714**

**OBJET : Réalisation d'un giratoire rue Nationale / rue Philippe de Hauteclocque sur la commune d'Ollioules**

Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'article R.131-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, je vous informe que par arrêté préfectoral en date du 20 mai 2025 ci-joint, Monsieur le Préfet du Département du VAR a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclocque et l'avenue Clémenceau sur le territoire de la commune d'Ollioules, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

- et à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à la réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La présente notification est plus particulièrement destinée à porter à votre connaissance l'ouverture de l'enquête unique.

La présente enquête est conduite conformément aux dispositions des articles R131-3 et suivants du Code de l'expropriation.

1/ En application de l'article R.131-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, nous portons à votre connaissance par la présente notification l'ouverture de l'enquête parcellaire visant à déterminer de manière contradictoire les parcelles à acquérir, par voie amiable ou par voie d'expropriation, nécessaires à la réalisation de l'opération citée en objet ; ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des ayants-droits ou des titulaires de droits réels et des autres intéressés.

Hôtel de la Métropole : 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9  
Téléphone : 04 94 93 83 00 Télécopie : 04 94 93 83 83 E-mail : [contact@metropoleTPM.fr](mailto:contact@metropoleTPM.fr)



A4 5/17 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Cette enquête publique unique se déroulera du **jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs.**

Le siège de l'enquête est fixé en Mairie d'Ollioules – Hôtel de Ville – Espace Pierre Puget – Service Urbanisme – Salon Europe – 2 place Marius Trobas – 83190 Ollioules.

Pendant toute la durée de l'enquête, vous pourrez consulter les pièces du dossier aux lieux, jours et horaires suivants :

Mairie d'Ollioules Hôtel de Ville / Espace Pierre Puget Service Urbanisme - Salon Europe 2 place Marius Trobas 83190 Ollioules.	Du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00.
---	--

Le dossier d'enquête publique unique est consultable pendant toute la durée de l'enquête :

- Sur support papier en Mairie d'Ollioules aux jours et heures précisés ci-dessus.
- Sur un poste informatique en mairie d'Ollioules, aux jours et heures précisés ci-dessus et à l'article 2 de l'arrêté préfectoral joint.
- Sur le site internet des services de l'Etat dans le Var :  
<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>

Les observations et propositions du public sur le projet pourront être formulées et des renseignements pourront être demandés, pendant toute la durée de l'enquête :

- Par courriel adressé au commissaire-enquêteur du 1er jour des enquêtes, à 0h01, au dernier jour des enquêtes, à 24h, à l'adresse électronique suivante :  
[giratoire.olioules@administrations83.net](mailto:giratoire.olioules@administrations83.net)

Ces observations seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site susmentionné. Ne sont pris en considération que les courriels reçus pendant la période des enquêtes.

- Directement sur un des registres des enquêtes, à feuillets non mobiles, cotés et paraphés, tenus à disposition du public et des titulaires de droits réels, en mairie d'Ollioules, aux jours et heures précisés ci-dessus et à l'article 2 de l'arrêté préfectoral joint.
- Par lettre postale, adressée à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie d'Ollioules. Les observations formulées par voie postale sont annexées au registre d'enquêtes correspondant, tenu à la disposition du public.
- Directement auprès du commissaire-enquêteur lors des permanences qu'il assure en mairie d'Ollioules, aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-après et à l'article 5 de l'arrêté préfectoral joint. Les lettres remises en main propre sont annexées au registre d'enquête correspondant.

Pour conduire cette enquête, le Président du Tribunal Administratif de Toulon a désigné M. Jean-Christophe DELHAYE en qualité de commissaire-enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public afin de recevoir les observations écrites et orales, au cours de permanences organisées aux dates suivantes :

Mairie d'Ollioules Hôtel de Ville / Espace Pierre Puget Service Urbanisme - Salon Europe 1 <sup>er</sup> étage 2 place Marius Trobas 83190 Ollioules.	Jeudi 19 juin 2025 de 9h00 à 12h00 Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025 de 9h00 à 12h00 Lundi 7 juillet 2025 de 9h00 à 12h00
---	--

Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 Toulon Cedex 9  
Téléphone : 04 94 93 83 00 Télécopie : 04 94 93 83 83 E-mail : [contact@metropoleTPM.fr](mailto:contact@metropoleTPM.fr)





A4 6/17 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

2/ L'article R 131-7 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique fait obligation aux propriétaires auxquels notification a été faite, de fournir toutes les indications utiles relatives à leur identité, ou à défaut, de fournir tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Pour satisfaire à cette obligation, il vous est demandé de remplir très exactement la fiche de renseignements ci-jointe. Si vous éprouvez des difficultés à remplir ledit questionnaire, vous pouvez prendre contact avec le service foncier (Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO - 04.94.05.57.93 - [asmaillet@metropoletpm.fr](mailto:asmaillet@metropoletpm.fr)).

3/ Enfin, pour la présente notification, nous vous précisons que conformément aux dispositions de l'article R.311-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique : « La notification prévue à l'article L. 311-1 est faite conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article R. 311-30. Elle précise que le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, dans le délai d'un mois, les fermiers, les locataires, les personnes qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes. »

A défaut d'avoir été signalés à l'expropriant, ces divers ayants droits ne pourraient être compris dans la procédure d'indemnisation et pourraient alors se retourner contre leur bailleur.

La présente notification est établie également en application des articles du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique reproduits ci-dessous :

Article L 311-1 :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. »

Article L.311-2 :

« Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »

Article L.311-3 :

« Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi, ils sont déchus de tous droits à indemnité ». »

En tant que de besoin, nous vous signalons que les règles relatives à la procédure d'expropriation sont reprises dans le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (<http://www.legifrance.gouv.fr/>).

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A4 7/17 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**  
Bureau de l'environnement et  
du développement durable

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

**20 MAI 2025**

prescrivant l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe préalables, d'une part, à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau et, d'autre part, à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à sa réalisation, sur le territoire de la commune d'Ollioules, au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L1, L110-1, L121-1, L132-1, R111-1, R131-1, R131-2, R131-6 et R131-7 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R123-5 ;

Vu le décret du président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHE préfet du Var ;

Vu le décret du président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/56/MCI du 10 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté n°AE-F09321P0367 du 18 janvier 2022 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement disposant que le Grand Projet Urbain (GPU) de requalification du centre-ville d'Ollioules, prévoyant notamment le réaménagement des espaces publics, n'est pas soumis à étude d'impact ;

Vu la délibération n°23/11/314 du 16 novembre 2023 du conseil métropolitain décidant, notamment, d'approuver le projet du dossier d'enquête conjointe d'utilité publique et parcellaire nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement d'un giratoire à trois branches au croisement de la rue nationale avec la rue Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau à Ollioules, et autorisant le préfet du Var, si nécessaire, de déclarer cessible la ou les parcelles(s) nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement objet de la déclaration d'utilité publique, voire de recourir à la procédure d'expropriation en cas d'échec des négociations amiables ;





A4 3/17 50

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Vu la lettre du 10 juin 2024 de Métropole Toulon Provence Méditerranée sollicitant l'ouverture des enquêtes publique et parcellaire, préalables à déclaration d'utilité publique du projet précité et à la cessibilité des biens nécessaires à sa réalisation ;

Vu les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire produits le 27 juin 2024 à l'appui de cette demande, et complétés le 27 mars 2025 ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2025 ;

Vu la décision n°E25000036/83 du président du tribunal administratif de Toulon du 25 avril 2025 désignant M. Jean-Christophe DELHAYE, commissaire enquêteur, pour conduire ces enquêtes ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités du déroulement de l'enquête ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> : Objet des enquêtes

Conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, sur demande de Métropole Toulon Provence Méditerranée, il est procédé à une enquête d'utilité publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet présenté ci-dessous, avec, en vue de la cessibilité, son enquête parcellaire conjointe, sur le territoire de la commune d'Ollioules.

On entend par « enquêtes » : l'enquête publique et l'enquête parcellaire conjointe.

#### I.- Le projet :

Le projet consiste à améliorer et sécuriser la circulation au niveau du centre-ville d'Ollioules afin de faciliter les croisements entre les rues Nationale et Philippe de Hautecloque et l'avenue Clemenceau, sur la commune d'Ollioules, par la création d'un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour en T actuel.

Ce projet a pour objectifs de :

- mettre en double sens la rue Philippe de Hautecloque,
- améliorer la fluidité du trafic,
- sécuriser les circulations,
- requalifier cet espace public,
- faciliter les déplacements piétons par la reprise de deux traversées piétonnes,
- favoriser les déplacements en transport en commun, en permettant le franchissement de ce croisement par les bus.

#### II.- Le pétitionnaire :

Le responsable est la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9

#### III.- Décision(s) possible(s) :

1<sup>er</sup> Au terme de la procédure, des accords ou des refus pourront être formulés par arrêté du préfet du Var sur :

a) la déclaration d'utilité publique relative aux travaux et aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet ;





A 4 3/17 30

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

b) la cessibilité de tout ou partie d'immeubles ou de droits réels immobiliers, nécessaire à la réalisation du projet.

Ces décisions relèvent de la compétence du préfet du Var.

2° Métropole Toulon Provence Méditerranée est le bénéficiaire de l'expropriation.

## **Article 2 : Lieu, siège et dates des enquêtes**

Lieu des enquêtes : mairie d'Ollioules

Le siège des enquêtes est fixé en mairie d'Ollioules – Hôtel de Ville – Espace Pierre Puget – Service Urbanisme – Salon Europe – 2 place Marius Trotobas – 83190 OLLIOULES

Ces enquêtes se tiennent en mairie d'Ollioules, du jeudi 19 juin 2025 au lundi 7 juillet 2025 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés), aux jours et heures indiqués dans le tableau suivant :

Lieu des enquêtes [siège]	Jours d'ouverture	Horaires
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville – Espace Pierre Puget 2 Place Marius Trotobas Service Urbanisme - Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 83190 OLLIOULES	Du lundi au vendredi	de 9h00 à 12h00

## **Article 3 : Publicité des enquêtes**

**I.- Par voie de presse :** Un avis d'ouverture des enquêtes, destiné au public, est inséré en caractères apparents, sur demande du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux publiés dans le département du Var, au moins huit jours avant l'ouverture des enquêtes et, en rappel à l'identique, dans les huit premiers jours de celles-ci.

**II.- Par voie d'affichage :** Cet avis et l'arrêté d'ouverture des enquêtes sont également publiés, en mairie d'Ollioules, par le maire, par voie d'affichage aux lieux habituellement réservés à cet usage ou éventuellement tout autre procédé en usage dans la commune, huit jours au moins avant le début des enquêtes et pendant toute leur durée.

Il est attesté de l'accomplissement de cette formalité par la production de deux certificats d'affichage, en début et en fin des enquêtes, délivrés par le maire.

### **III.- En ligne :**

L'avis est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Var, huit jours au moins avant l'ouverture des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci :

<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-information-et-participation-du-public/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE/>

**IV.- Au recueil des actes administratifs du Var :** l'arrêté d'ouverture des enquêtes fait l'objet d'une publication.

## **Article 4 : Notifications de l'enquête parcellaire**

Les notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaire, en mairie d'Ollioules, sont faites par le pétitionnaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste des propriétaires jointe au dossier déposé, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par le pétitionnaire, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.



A 4 20/27 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Les propriétaires, auxquels notification est faite par le pétitionnaire du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

En cas de domicile inconnu, la notification est faite, en double copie, au maire de la commune du lieu de situation des biens qui en fait afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

#### **Article 5 : Désignation du commissaire enquêteur**

Le président du tribunal administratif de Toulon a désigné M. Jean-Christophe DELHAYE, commissaire enquêteur pour conduire ces enquêtes.

**Permanences :** Le public et les propriétaires peuvent s'adresser directement au commissaire enquêteur, lors de ses permanences en mairie d'Ollioules aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieu [siège]	Jours	Heures
Mairie d'Ollioules Hôtel de ville Espace Pierre Puget Service urbanisme – Salon Europe (1 <sup>er</sup> étage) 2 place Marius Trotobas 83190 OLLIOULES	Jeu di 19 juin 2025	9h00 - 12h00
	Mardi 1 <sup>er</sup> juillet 2025	9h00 - 12h00
	Lundi 7 juillet 2025	9h00 - 12h00

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, les enquêtes sont interrompues. Le président du tribunal administratif de Toulon désigne un commissaire enquêteur remplaçant. La date de reprise des enquêtes est fixée en concertation avec le commissaire enquêteur remplaçant. Le public et les propriétaires intéressés sont informés de ces décisions dans les formes prévues à l'article 3.

#### **Article 6 : Consultation du dossier complet et observations du public**

I.- Le dossier des enquêtes est consultable pendant toute leur durée :

1° sur support papier en mairie d'Ollioules aux jours et heures précisés à l'article 2 ;

2° sur un poste informatique en mairie d'Ollioules, aux jours et heures précisés à l'article 2 ;

3° sur le site Internet des services de l'État dans le Var :  
<https://www.var.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-hors-ICPE>

II.- Des observations et propositions du public sur le projet peuvent être formulées et des renseignements peuvent être demandés, pendant toute la durée des enquêtes :

1° par courriel adressé au commissaire enquêteur du 1<sup>er</sup> jour des enquêtes, à 0 h 01, au dernier jour des enquêtes, à 24 h, à l'adresse électronique suivante :  
[giratoire.ollioules@administrations83.net](mailto:giratoire.ollioules@administrations83.net)

Ces observations sont consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet suscité. Ne sont pris en considération que les courriels reçus pendant la période des enquêtes.

2° directement sur un des registres des enquêtes, à feuillets non mobiles, cotés et paraphés, tenus à disposition du public et des titulaires de droits réels, en mairie d'Ollioules, aux jours et heures précisés à l'article 2 ;





A 4 11 / 17

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

3° par lettre postale, adressée à l'attention du commissaire enquêteur en mairie d'Ollioules. Les observations formulées par voie postale sont annexées au registre d'enquête correspondant, tenu à la disposition du public ;

4° directement auprès du commissaire enquêteur lors des permanences qu'il assure, en mairie d'Ollioules, aux jours et heures indiqués dans le tableau à l'article 5. Les lettres remises en main propre sont annexées au registre d'enquête correspondant.

#### **Article 7 : Rôle du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a pour mission de conduire les enquêtes de manière à permettre au public, aux propriétaires concernés et aux tiers intéressés de disposer d'une information complète sur le projet et de participer effectivement au processus de décision.

Il paraphe le dossier complet et les registres des enquêtes, à feuillets non mobiles, cotés.

Il peut entendre toute personne concernée par le projet qui en fait la demande et auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information. Le refus éventuel, motivé ou non, ou l'absence de réponse, est mentionné dans son rapport.

#### **Article 8 : Clôture des enquêtes**

À l'expiration du délai des enquêtes, le maire clôt et signe les registres des enquêtes. Le maire remet le dossier avec les registres et les documents annexés, dans les 24 heures, au commissaire enquêteur.

#### **Article 9 : Rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur**

##### **I.- Rédaction**

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement des enquêtes et examine les observations et les propositions recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier des enquêtes, une synthèse des observations du public ou des propriétaires, une analyse des propositions produites durant les enquêtes, les observations éventuelles du pétitionnaire en réponse aux observations du public ou des propriétaires.

Le commissaire enquêteur consigne, pour chaque décision, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Ses avis portent sur l'utilité publique du projet et sur l'emprise des ouvrages projetés. Il précise s'ils sont favorables, favorables sous réserve(s) ou défavorables.

##### **II.- Transmission**

Dans le délai de trente jours, à compter de la date de clôture des enquêtes, le commissaire enquêteur remet le rapport et les conclusions motivées, accompagnés du dossier et des registres des enquêtes, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var.

Le commissaire enquêteur transmet simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au président du tribunal administratif de Toulon.

#### **Article 10 : Diffusion du résultat des enquêtes**

Le préfet adresse copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur au maire d'Ollioules et à Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ces documents sont tenus à la disposition du public, sans délai, pendant un an à partir de la date de clôture des enquêtes :

- en mairie d'Ollioules ;
- au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var ;





A4 12/17 J

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

- sur le site Internet des services de l'État dans le Var :

<http://www.var.gouv.fr/toutes-les-enquetes-publiques-cloturees-r2082.html>

**Article 11 : Exécution du présent arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire d'Ollioules, le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président du tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

20 MAI 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI



A4 13/17 JCD

## QUESTIONNAIRE A COMPLETER ET A RETOURNER A

**Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
**Direction de l'immobilier et du foncier – Service Action Foncière**  
**Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO**  
**107 Boulevard Henri Fabre**  
**CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9**

**NATURE** : Réalisation d'un giratoire rue Nationale / rue Philippe de Hauteclouque sur la commune d'Ollioules

**SITUATION** : Commune de .....

**REFERENCE(S) AU CADASTRE** :

**LOT(S) A ACQUÉRIR** :

**A REMPLIR PAR LE PROPRIÉTAIRE**

*Le propriétaire doit fournir toutes précisions utiles, d'une part, sur l'origine de propriété de l'immeuble et, d'autre part, sur son identité.*

### ORIGINE DE PROPRIETE

N° DE PARCELLE	Titre de propriété (succession, acquisition, testament, jugement...) Indiquer : date de l'acte, nom du notaire, référence de transcription ou de publication hypothécaire et joindre une copie du titre de propriété
	Date de l'acte :
	Type d'acte (vente, testament, jugement, succession etc) :
	Nom du notaire :
	Mention de publication :

### IDENTITE DU PROPRIETAIRE OU DU TITULAIRE DU DROIT (5)

#### A – PERSONNE PHYSIQUE (1)

NOM ET PRENOMS (2) : .....

SITUATION DE FAMILLE (1) : célibataire – marié(e) – veuf (ve) - divorcé(e) – remarié(e) – pacsé(e)

CAPACITE JURIDIQUE (1) : mineur(e) – majeur(e) capable – tutelle – curatelle - sauvegarde

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : .....

DATE ET LIEU DE MARIAGE : .....

NOM ET PRENOMS DU CONJOINT (2) : .....

REGIME MATRIMONIAL (3) : .....

DATE DU CONTRAT DE MARIAGE (le cas échéant) : .....NOTAIRE : .....

DOMICILE : .....

.....CODE POSTAL .....COMMUNE.....

TELEPHONE : .....

PROFESSION(S) (de chacun des époux) : .....



A 4 14/17 IC

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

REPRÉSENTÉE PAR (4) : .....  
B – PERSONNE MORALE (1) association, société, syndicat, autres personnes morales  
DENOMINATION : .....  
SIEGE : .....  
FORME JURIDIQUE : .....  
DATE ET N° D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE (pour les sociétés) : .....  
DATE ET LIEU DE DECLARATION (pour les associations) : .....  
DATE ET LIEU DE DEPOT DES STATUTS (pour les syndicats) : .....  
REPRESENTE PAR (nom, prénom, qualité et pouvoir du mandataire) : .....

**LOCATION:**

BIEN DONNÉ EN LOCATION A (Nom et Prénom): .....  
.....  
DEMEURANT À (Adresse complète) : .....  
.....  
NATURE DU BAIL( date, durée, montant loyer) : .....  
.....

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) : être – ne pas être (1) le(s) propriétaire(s) de(s) (l') immeuble(s) ci-dessus désigné(s), connaître ou ne pas connaître (1) le propriétaire du ou desdits immeubles et certifie(nt) l'exactitude des renseignements fournis.

Fait à....., le.....  
Signature(s)

- (1) Rayer les mentions inutiles
- (2) Dans l'ordre de l'état civil
- (3) Eventuellement
- (4) Lorsque l'intéressé est mineur, interdit, indivisaire
- (5) En cas d'indivision, joindre en annexe, l'identité des co-indivisaires

NB : les noms des autres titulaires de droit doivent être indiqués par note annexe – Lorsque le déclarant n'est pas propriétaire, il doit néanmoins remplir le questionnaire, fut-ce partiellement, en formulant toutes réserves. S'il n'est plus propriétaire, il précisera à l'administration la nature et la date de la mutation ainsi que le nom et l'adresse de nouveau propriétaire.





ETAT PARCELLAIRE  
DES IMMEUBLES SIS SUR LA COMMUNE D'OLLIOULES

COMMUNE D'OLLIOULES										Création d'un giratoire	
N° PLAN PARCE LLAIRE	DESIGNATION CADASTRALE				PARCELLE MUTEE		PARCELLE HORS EMPRISE RESTANT LA PROPRIETE DES EXPROPRIES			PROPRIETAIRE EXPROPRIE	
	Section	N°	Adresse Ou lieu-dit	Surface (m²)	Nature	N°	Surface (m²)	N°	Surface (m²)	Propriétaire exproprié	
1	BZ	207	Impasse Pierre Renaudel	783	Trottoir		68		715	<u>Inscrit à la matrice cadastrale :</u>  Le syndicat des copropriétaires de la parcelle BZ 207 à OLLIOULES  <u>Propriétaire réel :</u>  Le syndicat des copropriétaires de la parcelle cadastrée Section BZ n° 207, sise Impasse Pierre Renaudel à OLLIOULES (83190) représenté par le Cabinet GAMBIN IMMOBILIER – 36 Rue Picot à TOULON (83000) – agissant en sa qualité de syndic et lui-même représenté par Monsieur Gilles GAMBIN	

ORIGINE DE PROPRIETE :

Règlement de copropriété avec état descriptif de division établis par Maître ROQUEBERT, Notaire associé à OLLIOULES, le 16 novembre 1978, publié au 2<sup>ème</sup> Bureau des Hypothèques de TOULON le 15 décembre 1978 – Volume 3002 n° 12 –

Suivant DA N°

A 4 26/17 50

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

## QUESTIONNAIRE A COMPLETER ET A RETOURNER A

Métropole Toulon Provence Méditerranée  
Direction de l'immobilier et du foncier – Service Action Foncière  
Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO  
107 Boulevard Henri Fabre  
CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9

**NATURE** : Réalisation d'un giratoire rue Nationale / rue Philippe de Hauteclouque sur la commune d'Ollioules

**SITUATION** : Commune de Ollioules

**REFERENCE(S) AU CADASTRE** : 152 207

**LOT(S) A ACQUÉRIR** :

### A REMPLIR PAR LE PROPRIÉTAIRE

Le propriétaire doit fournir toutes précisions utiles, d'une part, sur l'origine de propriété de l'immeuble et, d'autre part, sur son identité.

#### ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

N° DE PARCELLE	Titre de propriété (succession, acquisition, testament, jugement...) Indiquer : date de l'acte, nom du notaire, référence de transcription ou de publication hypothécaire et joindre une copie du titre de propriété
152 207	Date de l'acte : <u>16/11/1978</u> Type d'acte (vente, testament, jugement, succession etc) : <u>reglement de copropriété</u> Nom du notaire : <u>Maitre Plassani represet</u> Mention de publication :

#### IDENTITE DU PROPRIÉTAIRE OU DU TITULAIRE DU DROIT (5)

##### A – PERSONNE PHYSIQUE (1)

NOM ET PRENOMS (2) : .....

SITUATION DE FAMILLE (1) : célibataire – marié(e) – veuf (ve) – divorcé(e) – remarié(e) – pacsé(e)

CAPACITE JURIDIQUE (1) : mineur(e) – majeur(e) capable – tutelle – curatelle – sauvegarde

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : .....

DATE ET LIEU DE MARIAGE : .....

NOM ET PRENOMS DU CONJOINT (2) : .....

REGIME MATRIMONIAL (3) : .....

DATE DU CONTRAT DE MARIAGE (le cas échéant) : .....NOTAIRE : .....

DOMICILE : .....

.....CODE POSTAL .....COMMUNE.....

TELEPHONE : .....

PROFESSION(S) (de chacun des époux) : .....



A 4 17/17 30

REPRÉSENTÉE PAR (4) : .....

B – PERSONNE MORALE (1) association, société, syndicat, autres personnes morales

DENOMINATION : ..... Syndicat des Copropriétaires 6 lys

SIEGE : ..... rue LOUTIN, Ollioules

FORME JURIDIQUE : ..... copropriété

DATE ET N° D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE (pour les sociétés) : .....

DATE ET LIEU DE DECLARATION (pour les associations) : .....

DATE ET LIEU DE DEPOT DES STATUTS (pour les syndicats) : .....

REPRESENTE PAR (nom, prénom, qualité et pouvoir du mandataire) : ..... gérant

36 rue Picot 83000 Toulon

**LOCATION:**

BIEN DONNÉ EN LOCATION A (Nom et Prénom) : .....

DEMEURANT À (Adresse complète) : .....

NATURE DU BAIL( date, durée, montant loyer) : .....

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) : être – ne pas être (1) le(s) propriétaire(s) de(s) l'(') immeuble(s) ci-dessus désigné(s), connaître ou ne pas connaître (1) le propriétaire du ou desdits immeubles et certifie(nt) l'exactitude des renseignements fournis.

Fait à Toulon, le 3/07/25

Signature(s)

**G. Gambin** Tél : 04 86 57 27 27  
**SARL GAMBIN IMMOBILIER**  
 36, rue Picot - 83000 TOULON  
 Carte Pro : 83 05 216 000 004 399  
 Siret : 509 702 221 00029  
 N° TVA FR33509702221 - Caisse de garantie : GALIAN

- (1) Rayer les mentions inutiles
- (2) Dans l'ordre de l'état civil
- (3) Eventuellement
- (4) Lorsque l'intéressé est mineur, interdit, indivisaire
- (5) En cas d'indivision, joindre en annexe, l'identité des co-indivisaires

NB : les noms des autres titulaires de droit doivent être indiqués par note annexe – Lorsque le déclarant n'est pas propriétaire, il doit néanmoins remplir le questionnaire, fut-ce partiellement, en formulant toutes réserves. S'il n'est plus propriétaire, il précisera à l'administration la nature et la date de la mutation ainsi que le nom et l'adresse de nouveau propriétaire.





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE / DÉPARTEMENT

COMMUNE

Amuse

Var

Ollioules

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

# REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

*Cocher la case correspondante*

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☐ Plan local d'urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☒ Divers

relatif à : enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation d'un giratoire au croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Hauteclouque et l'avenue Clémenceau sur le territoire de la commune d'Ollioules, au bénéfice de Métropole Toulon Provence Méditerranée.

3/3 JCS



## PREMIÈRE JOURNÉE

Registre ouvert le jeudi 19 juin à 00 heures 01

Ouverture de la première permanence à 09<sup>h</sup>00.Observations de M<sup>ni</sup>

1) HÉRAUX Françoise -

Consultation pour information complémentaire  
sur le giratoire -Pour moi personnellement une amélioration de  
la circulation Rue Nationale (où j'ai résidé)  
ainsi que de bruit -Clôture de la permanence à 12<sup>h</sup>00

2) 20 juin 2025

Effectivement, la circulation devrait être plus fluide avec  
la création de cet aménagement.  
Favorable à sa réalisation -

Nathalie Ordano

Mardi 1<sup>er</sup> juillet 2025ouverture de la seconde permanence à 09<sup>h</sup>00

Aucune intervention.

Clôture de la permanence à 12<sup>h</sup>00

2/3 JCD



A5 3/14 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

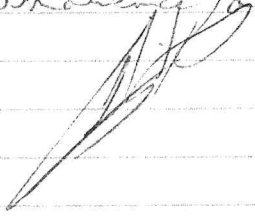
Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Lundi 7 juillet 2025

Ouverture de la troisième permanence à 09<sup>h</sup>00

Cloture de la permanence à 12<sup>h</sup>00



Cloture du registre à 24<sup>h</sup>00



3/3 JCD





A5 4/14 SD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

[Spam] OLLIOULES - Réalisation d'un giratoire au croisement des rues Nationale et Philippe d l'avenue Clemenceau

gilles.lehmann

Cc:

20250623\_225356.jpg (470,3 ko)

Concernant ce projet, plusieurs observations:

Est il judicieux de faire tourner en permanence des vehicules pour que les conducteurs gagnent l'axe qu'ils veulent rejoindre, cela rallonge leur itinéraire.

Les activités futures du village se trouveront rassemblées autour ou au dessus du parking du grand projet urbain. Autant dire qu'une bonne partie du trafic sera lié aux entrées et sorties du parking de 700 places. Si un nouveau plan de circulation est judicieux pour éviter que le village ne fasse office de giratoire (la situation actuelle). Il serait plus fonctionnel d'offrir aux conducteurs arrivant de Sanary une entrée/sortie de parking orientée au nord vers Sanary et aux conducteurs venant de Toulon une entrée/sortie orientée ouest vers Toulon. Les avantages attendus du projet sont une amélioration de la fluidité du trafic et comme toujours il en est déduit une réduction de la pollution et du bruit. Cela est une spéculation car une augmentation de la fluidité appelle toujours plus de trafic avec a terme plus de pollution et de bruit. Les riverains eux en plus des démarrages de chacune des voitures qui s'engagera sur le giratoire gagneront une rotation incessante des voitures sur l'anneau. Cette situation sera bien pire que la situation actuelle. La comparaison des deux variantes a ce titre est biaisée. Concernant les mobilités actives si le sort des piétons peut être légèrement amélioré par de projet de giratoire (cela reste a prouver cependant car les passages piétons en général positionnés en sortie de giratoire surprennent toujours les automobilistes), le sort des cyclistes n'est simplement pas envisagé en partant du simple constat qu'il n'y a pas actuellement d'aménagements cyclables. Il s'agit la d'un manquement aux obligations imposées par la loi LOM.

[https://www.fub.fr/sites/fub/files/fub/artemisia\\_-\\_article\\_loi\\_laure\\_-\\_lom\\_-09-2020.pdf](https://www.fub.fr/sites/fub/files/fub/artemisia_-_article_loi_laure_-_lom_-09-2020.pdf)

Le parking de 700 places voitures étant doté aussi d'emplacements vélo, il convient à plus forte raison de respecter la loi pour permettre aux cyclistes de s'y rendre. Le collectif pour l'essor du vélo à Toulon a proposé plusieurs solutions complémentaires pour faciliter l'accès à ce parking, dont la création d'un pont pour les modes actifs en aval du pont existant positionné au niveau du terrain de Basket. **La mise en place d'un contre sens cyclable sur le nord du chemin de Saint Rock** en complément de ce pont offrirait deux options : vers le nord itinéraire vers Toulon vers le sud itinéraire vers Sanary. De là découlerait une desserte facilitée des nouvelles zones résidentielles situées au sud du chemin de Saint Rock, ainsi que des zones d'activités du technopole de la mer par le chemin de la Castellane. Le chemin de St Rock dans toute sa longueur devrait devenir comme un prolongement du grand projet urbain et trouver une vocation dédiée aux modes actifs. Tous les moyens devraient être mis en œuvre pour qu'il reste un chemin des résidents et perde son caractère d'itinéraire de déstasse utilisé principalement par les toulonnais qui tentent d'éviter les embouteillages sur l'autoroute. Cet accès facilité des modes actifs au grand projet urbain pourrait lui fluidifier le trafic, réduire le bruit et la pollution et améliorer le confort et la sécurité des piétons et des cyclistes. En pj l'emplacement de la passerelle que nous préconisons au dessus de la Reppe.

Gilles Lehmann

Un des animateur du collectif pour l'essor du vélo à Toulon.

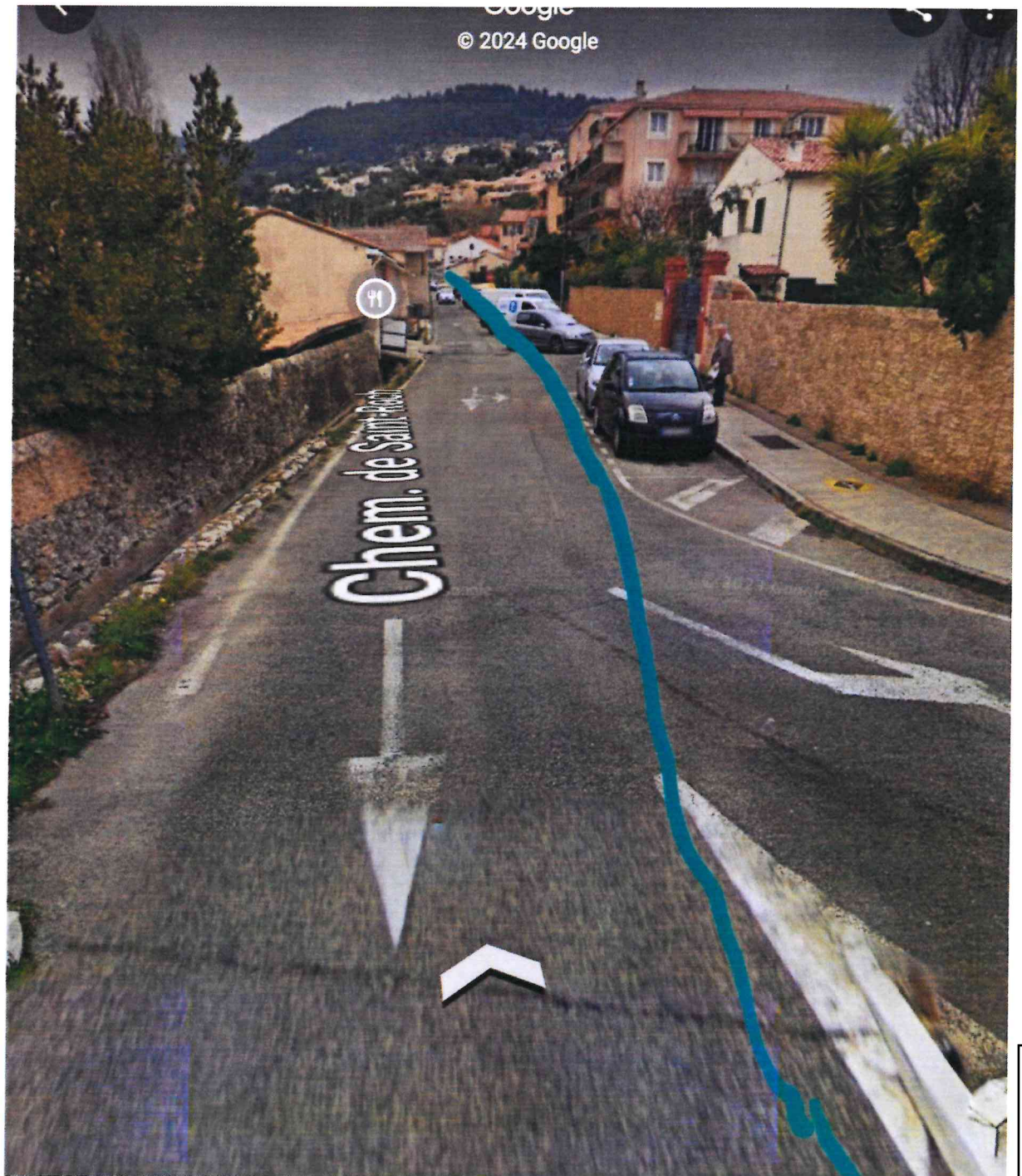
<https://lamassecritique.fr/wp/>



2/9 SD



A 5 5/14 JCD



contre sens cyclable sur nord ch de St  
Rock

2/3 JCD



A5 6/24 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

Observation lehmann complément un pièce jointe

gilles.lehmann

 Screenshot\_20250623-230740\_Fin..jpg (975,6 ko) ✓

Désolé il manque cette pièce jointe a mon dernier mail.

Cordialement

Gilles Lehmann



3/9 JCD





A5 7/14 JCO

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE



Pour accéder au cœur du « grand projet urbain » depuis le chemin de Saint Roch, création d'une passerelle légère

4/9 EA



AB

8/14 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

## [Spam] Enquete giratoire Ollioules

gilles.lehmann

Cc:

Dans le document présenté deux variantes sont proposées et comparées. L'une avec le giratoire, l'autre sans rien toucher. Une troisième existe, combiner un nouveau plan de circulation avec une adaptation des entrées sorties du parking -qui sera la source principale du trafic - en direction des villes Toulon et Sanary.

La mise en double sens de la rue hauteclocque permettrait cela. La rue nationale ayant alors seulement une vocation de desserte résidentielle. Vu sous cet angle un giratoire ne semble pas justifié.

Les points positifs à atteindre d'une telle solution étant une plus faible emprise des voitures sur l'espace public, un moindre impact visuel sur un des points esthétiquement le plus remarquable du village, le pont sur la Reppe. Le village conserverait ainsi son caractère authentique. Le transit des piétons sur un carrefour classique et toujours plus facile offrir un passage piétons pour franchir le bas de la rue nationale serait plus sécurisant. Concernant les cyclistes il en va de même, seuls les cyclistes aguerris sont capables de franchir sereinement un giratoire, il n'en est pas de même pour les débutants. L'espoir d'un rapport modal s'en trouverait altéré.

Rendre aux modes actifs plus d'espace urbain sera à même d'apaiser le quartier. Le seul intérêt du parking souterrain étant de dissimuler les voitures -sa contre partie étant de drainer en centre ville un trafic accru - il faut accentuer cette impression en réduisant au mieux l'omniprésence des voitures.

Gilles Lehmann

Un des animateur du collectif pour l'essor du velo à Toulon

lamassecritique.fr

5/1 JCD



A5 9/14 JCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le 24/06/2025 08:27  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

[Spam] FW: Enquete giratoire Ollioules

gilles.lehmann

20250624\_080218.jpg (398,3 Ko)

Avec la pj  
Cordialement

Gilles lehmann

----- Message d'origine -----

De : 'gilles.lehmann' <gilles.lehmann@o3.fr>  
Date : 24/06/2025 08:27 (GMT+01:00)  
À : [direction@o3.fr](mailto:direction@o3.fr)  
Cc :  
Objet : Enquete giratoire Ollioules

Dans le document présenté deux variantes sont proposées et comparées. L'une avec le giratoire, l'autre sans rien toucher. Une troisième existe, combiner un nouveau plan de circulation avec une adaptation des entrées sorties du parking - qui sera la source principale du trafic - en direction des villes Toulon et Sanary. La mise en double sens de la rue hauteclocque permettrait cela. La rue nationale ayant alors seulement une vocation de desserte résidentielle. Vu sous cet angle un giratoire ne semble pas justifié. Les points positifs à atteindre d'une telle solution étant une plus faible emprise des voitures sur l'espace public, un moindre impact visuel sur un des points esthétiquement le plus remarquable du village, le pont sur la Reppe. Le village conserverait ainsi son caractère authentique. Le transit des piétons sur un carrefour classique et toujours plus facile offrir un passage piétons pour franchir le bas de la rue nationale serait plus sécurisant. Concernant les cyclistes il e va de même, seuls les cyclistes aguerris sont capables de franchir sereinement un giratoire, il n'en est pas de même pour les débutants. L'espoir d'un rapport modal s'en trouverait altéré. Rendre aux modes actifs plus d'espace urbain sera même d'apaiser le quartier. Le seul intérêt du parking souterrain étant de dissimuler les voitures - sa contre partie étant de drainer en centre ville un trafic accru - il faut accentuer cette impression en réduisant au mieux l'omniprésence des voitures.

Gilles Lehmann

Un des animateur du collectif pour l'essor du velo à Toulon

[lamassecritique.fr](mailto:lamassecritique.fr)



6/9 JCD





A5 10/14 SCD

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

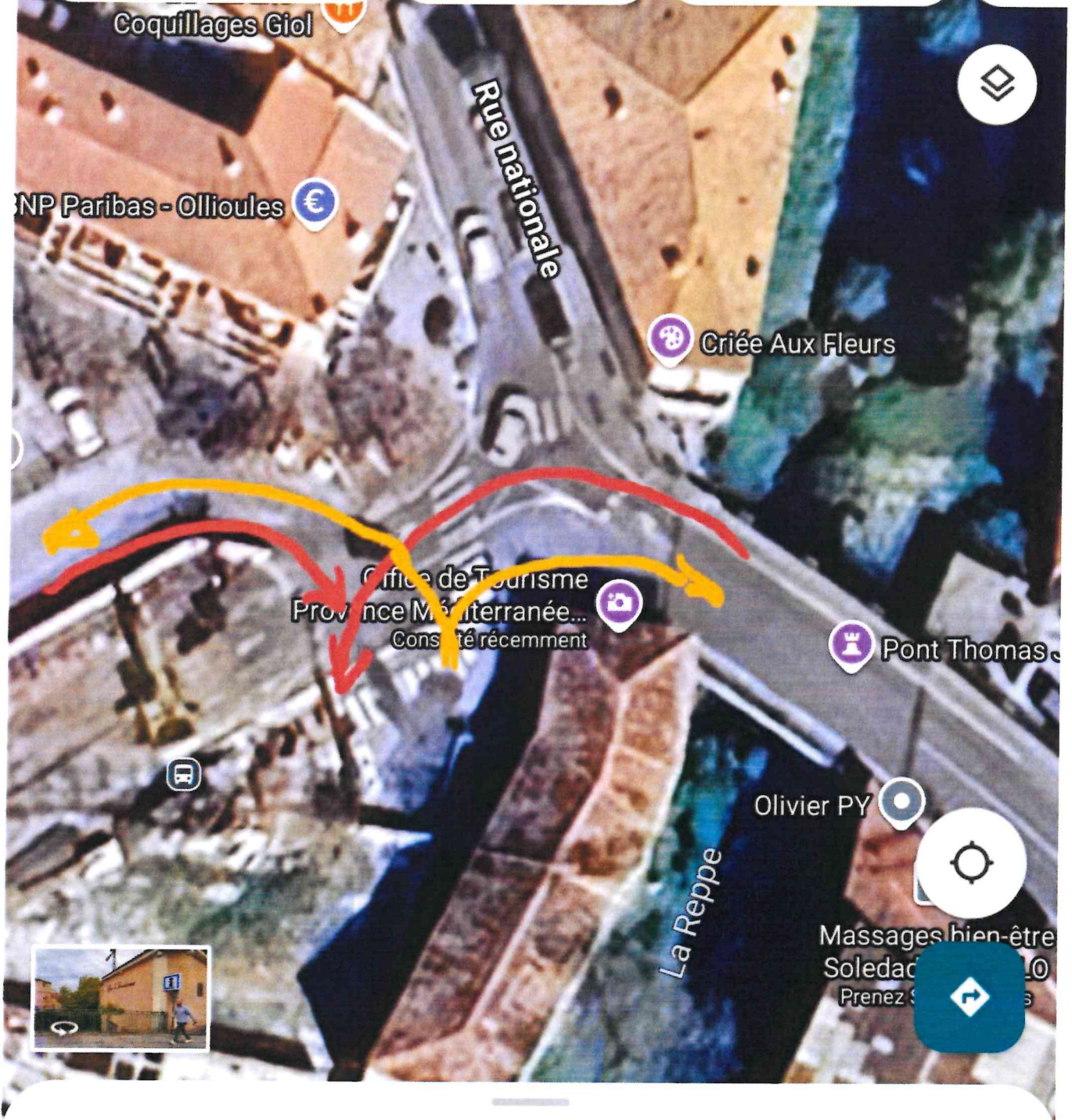
🏠 Définir le domicile

🍴 Restaurants



supermarchés

Ca



7/8 SCD



A 5 11/14 JCA

Envoyé en préfecture le 24/07/2025  
Reçu en préfecture le 24/07/2025  
Publié le  
ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

# [Spam] Enquête giratoire Ollioules loi organisation des mobilités

gilles.lehmanr

A giratoire.olioules@administrations83.net

20250624\_093834.jpg (498,7 ko)

Respect de la loi d'organisation des mobilités :

<https://www.ecologie.gouv.fr/loi-dorientation-des-mobilites>

Faute d'aménagements cyclables programmés dans le projet de requalification des accès au parking souterrain et au grand projet urbain, il serait juste de désenclaver pour les modes actifs le quartier résidentiel de la rue Amadeus Mozart, et d'offrir aussi un accès depuis le chemin de St Rock à l'aide d'une passerelle légère pour les modes actifs.

Faciliter ces accès piétons et cyclistes sera de nature à réduire le besoin de venir en voiture notamment pour les résidents proches qu'ils habitent à l'est où à l'ouest de la rivière. Le dimensionnement correct des parkings vélos et le soin apporté à la sécurisation et au filtrage des accès sera une clef de l'engouement des piétons et cyclistes pour ce lieu de culture.

En pj les itinéraires à aménager, et à baliser.

Gilles Lehmann

Un des animateurs du collectif pour l'essor du vélo à Toulon.

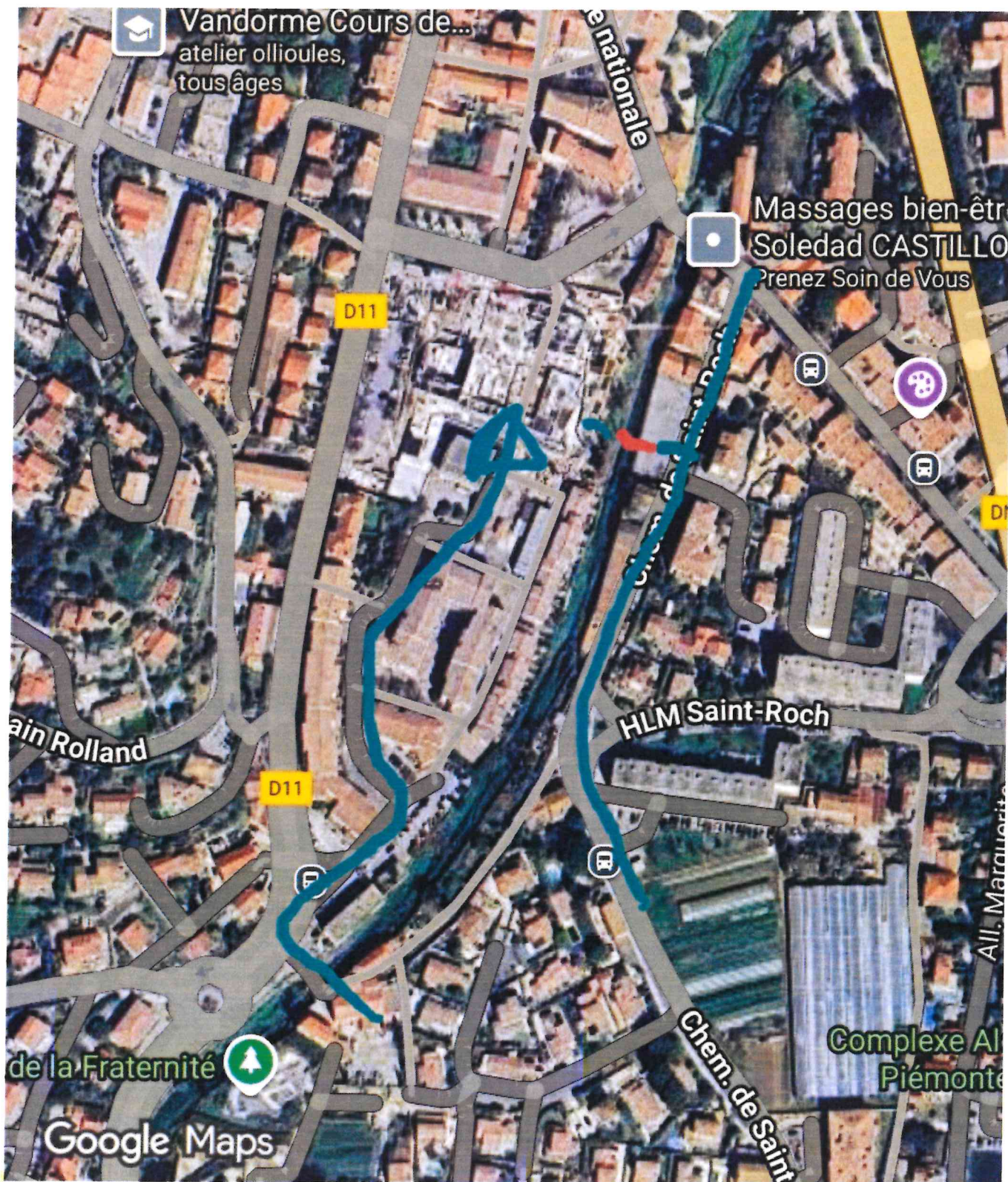


8/3 JCA





A5 12/14



9/9 SED





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE / DÉPARTEMENT

COMMUNE

A5 13/14  
Vos  
Ollioules

Envoyé en préfecture le 24/07/2025

Reçu en préfecture le 24/07/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250722-DEL25\_07\_2\_3-DE

# REGISTRE D'ENQUÊTE PARCELLAIRE ~~PUBLIQUE~~

Cocher la case correspondante

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (S.R.A.D.D.E.T)
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☐ Plan local d'urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☒ Divers

relatif à : "enquête parcellaire préalable à la cessibilité des immeubles ou parties d'immeubles ou des droits réels nécessaires à la réalisation d'un quai de croisement de la rue Nationale avec la rue Philippe de Houteloque et l'avenue Clemenceau sur le territoire de la commune d'Ollioules au Bénéfice de Nativole Tour du Bassin Méditerranéen."

3/2 SC

réf. 501 051

Berger  
Levrault

Publié le : 24/07/2025 17:08 (Europe/Paris)

Collectivité : Ollioules

[https://www.intramuros.org/ollioules/documents\\_administratifs/36447](https://www.intramuros.org/ollioules/documents_administratifs/36447)



## PREMIÈRE JOURNÉE

Registre ouvert le jeudi 19 juin à 00 heures 01

Observations de M<sup>(1)</sup>

1) Jeudi 19 juin : ouverture de la première permanence à 09<sup>h</sup>00

Aucune intervention

Clôture de la permanence à 12<sup>h</sup>00

2) Mardi 1<sup>er</sup> juillet : ouverture de la seconde permanence à 09<sup>h</sup>00

Aucune intervention

Clôture de la permanence à 12<sup>h</sup>00

3) Jeudi 7 juillet : ouverture de la troisième permanence à 09<sup>h</sup>00

Aucune intervention

Clôture de la permanence à 12<sup>h</sup>00

Clôture du registre le 07 juillet 24<sup>h</sup>00

2/2 JCD

<sup>(1)</sup> Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-les directement au commissaire enquêteur

